

DIX QUESTIONS
SUR L'ANTIFASCISME

LA HORDE

DIX QUESTIONS
sur
L'ANTIFASCISME



LIBERTALIA

AUX ÉDITIONS LIBERTALIA
DANS LA COLLECTION « DIX QUESTIONS »

GUILLAUME DAVRANCHE, *Dix questions sur l'anarchisme*

JÉRÔME SEGAL, *Dix questions sur l'antispécisme*

VALÉRIE REY-ROBERT, *Dix questions sur le féminisme*

JULIEN CHUZEVILLE, *Dix questions sur le communisme*

GUILLAUME GOUTTE, *Dix questions sur le syndicalisme*

DARIA MARX, *Dix questions sur la grossophobie*



Actualité & catalogue complet : editionslibertalia.com

INTRODUCTION

La Horde est un collectif antifasciste qui existe depuis plus de dix ans et qui rassemble des militant·es de différentes générations, certain·es étant engagé·es dans la lutte contre l'extrême droite depuis des décennies, tandis que d'autres, plus jeunes, participent activement aux nouvelles formes prises par le mouvement antifa. Notre collectif a comme particularité d'être un outil au service des groupes locaux et des individus qui s'organisent contre les mouvements nationalistes, et c'est en lien et en coopération avec eux que nous agissons.

Ce livre n'est donc pas un regard posé de l'extérieur sur l'antifascisme : il n'a été écrit ni par des « expert·es » (journalistes, sociologues, politologues...) ni par des historien·nes. Nous sommes simplement des antifascistes, et c'est à hauteur de militant·e que nous nous exprimons. Notre regard est subjectif, partisan et sûrement parfois partial, et il s'assume comme tel : notre propos s'appuie sur des expériences vécues, sur des observations faites dans la durée, et dans différentes circonstances, mais au plus près du terrain. Si ce livre parle principalement de la lutte antifasciste qui a été menée en France ces trente dernières années, c'est simplement parce que c'est celle que nous connaissons le mieux, puisque nous y avons participé. Cela n'empêche pas, bien sûr, que nous évoquions des exemples tirés du passé ou venus d'autres pays, afin d'élargir la perspective.

Nous n'avons pas non plus comme objectif de dire qui est antifasciste et qui ne l'est pas, pour «labelliser» telle ou telle pratique ou choix de lutte contre l'extrême droite. Nous proposons simplement notre vision de l'antifascisme, qui nous semble la plus cohérente : celle d'une lutte égalitaire, solidaire et autonome contre l'extrême droite. Notre ambition est de donner suffisamment d'éléments à la fois théoriques et pratiques sur cet antifascisme qui est le nôtre, afin de le présenter dans sa complexité, sa richesse, ses contradictions aussi.

Une des raisons qui nous a motivé·es pour écrire ce livre, c'est que l'antifascisme est devenu une lutte à défendre. Certains, sans être d'extrême droite, trouvent intelligent de dénigrer l'antifascisme, par exemple le très conservateur Pierre-André Taguieff, qui le qualifie de « vaine agitation militante contre un ennemi inexistant » : il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir... À la fois mouvement d'autodéfense et mouvement d'émancipation, pratique politique d'action directe, d'information, d'éducation populaire et de contre-culture, l'antifascisme est bien plus varié que l'image qu'en donnent parfois les médias ou le monde politique, où on se plaît à le caricaturer.

Ce livre est donc à la fois une présentation de ce qui fait, selon nous, l'antifascisme, en théorie et en pratique, mais aussi un manifeste pour la défense de cette lutte et une invitation (en particulier en direction des plus jeunes) à la rejoindre.

I. QU'EST-CE QUE L'ANTIFASCISME ?

Une lutte « contre le fascisme » ?

On pourrait penser que définir l'antifascisme est très facile : il s'agirait tout simplement de « la lutte contre le fascisme ». Et de fait, lorsque le mot apparaît en France pour la première fois, à l'automne 1922, c'est pour désigner les activités des opposant·es au parti fasciste de Mussolini, en France et en Italie. Or l'antifascisme ne peut être réduit à sa seule étymologie, d'autant moins que le mot « fascisme » lui-même pose un sérieux problème de définition, au point que des spécialistes de la question s'accordent pour dire qu'il n'en existe pas de « définition universellement admise* ».

L'antifascisme est un phénomène politique qui s'est ancré dans la durée, et qui a connu des prolongements bien après la disparition du fascisme historique. On pourrait aussi estimer que l'antifascisme existait avant la naissance du parti fasciste de Benito Mussolini mais sans porter ce nom, car des militant·es s'organisaient déjà contre l'extrême droite, qu'on appelait alors plutôt « la réaction », en particulier lors de l'affaire Dreyfus, qui est le moment où le nationalisme politique de droite émerge véritablement. Alors bien sûr, c'est avec l'arrivée en France de militants communistes, socialistes et anarchistes italiens qui s'étaient battus contre

* MILZA Pierre et BERSTEIN Serge, *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1992.

les milices mussoliniennes que le mot «antifasciste» finit par s'imposer pour désigner ce qu'on appelait auparavant la lutte contre la réaction. Mais le fascisme, considéré comme un phénomène historique, est un pur produit de l'entre-deux-guerres, et si l'antifascisme lui a survécu, c'est qu'il a lui-même changé de nature.

Or de nombreuses personnalités ou mouvements d'extrême droite, avec mauvaise foi, se plaisent à seriner le sophisme suivant : *l'antifascisme est la lutte contre le fascisme. Or le fascisme n'existe plus : c'est une relique du passé, que plus personne ne défend. Donc l'antifascisme n'a pas d'objet, il est nul et non avenue.*

Et il faut reconnaître qu'actuellement, quasiment plus aucun groupe nationaliste français organisé ne se réfère explicitement au fascisme historique. Bien sûr, certains groupuscules, par nostalgie ou provocation, s'amuse à jouer avec l'esthétique fasciste ou tentent de le réhabiliter : c'est le cas des Zouaves, un groupe de hooligans parisiens, du GUD (Groupe Union défense), ou des Nationalistes qui regroupent une poignée de militant·es autour d'Yvan Benedetti, bref celles et ceux qu'on voit défiler chaque année à l'appel du comité du 9 mai à Paris. La plupart des mouvements d'extrême droite actuels n'ont pas de programme politique abouti, ne se rattachent à aucun courant précis et préfèrent dissimuler cette vacuité idéologique derrière des termes vagues comme «identitaire», «conservateur», «souverainiste» ou tout simplement «de droite».

De la même façon, il nous semble compliqué de désigner le Rassemblement national comme un parti

fasciste ou même néofasciste. Son ancêtre, le Front national, fondé entre autres par les néofascistes d'Ordre nouveau, a bien eu des cadres se revendiquant comme tels, comme François Duprat qui fut numéro deux du parti dans les années 1970 ; le service d'ordre du FN, le DPS, dans les années 1990, organisé militairement pour attaquer les opposant-es, pouvait rappeler des éléments du fascisme italien historique. Mais définir le Rassemblement national de Marine Le Pen actuel comme un parti fasciste est selon nous contre-productif, car non seulement il est assez facile de démontrer que cela n'est pas vrai, mais en plus, cela n'est pas nécessaire pour le dénoncer pour ce qu'il est : un parti nationaliste, populiste, réactionnaire et antisocial.

C'est parce que le mot « fascisme » s'est petit à petit vidé de son sens, que nous préférons parler de lutte contre l'extrême droite (*cf.* chapitre 2).

Enfin, définir l'antifascisme comme une simple « lutte contre le fascisme » est aussi gênant et réducteur, car, on le verra, l'antifascisme ne peut être réduit à une simple négation du fascisme, ni même une simple opposition aux mouvements ou personnalités qui l'incarnent, car c'est à la fois un mouvement d'autodéfense, un courant politique révolutionnaire et une contre-culture.

La « défense de la démocratie » ?

Faire de l'antifascisme l'exact contraire du fascisme est aussi problématique, car le fascisme se définit lui-même comme l'exact opposé de la

démocratie. En toute logique, l'antifascisme pourrait être compris comme un simple synonyme de « défense de la démocratie ». Il n'est pas inutile de rappeler que le fascisme en Italie comme le nazisme en Allemagne ne sont pas arrivés au pouvoir par la révolution ou un coup d'État, mais bien par la voie démocratique*. Quant à l'extrême droite contemporaine, elle a montré qu'elle s'accommodait fort bien du système démocratique, et inversement que la social-démocratie n'avait pas de difficulté particulière à intégrer des idées d'extrême droite. Les politiques sécuritaires et migratoires des trente dernières années, menées par des gouvernements se disant de gauche ou de droite, en sont la meilleure preuve.

Réduire l'antifascisme à la seule défense de « la démocratie », c'est-à-dire, le plus souvent, à la défense du système en place, pose aussi problème parce que cela ferait de toute personne ou mouvement qui, à un moment ou à un autre, s'est retrouvé opposé au fascisme ou à l'extrême droite, un·e antifasciste de fait. Ainsi, dans ce sens, peut être considéré comme « antifasciste » l'ensemble des forces alliées qui a pré-

* En Italie, la fameuse « marche sur Rome » des fascistes en 1922 est essentiellement symbolique, et le roi négocie avec Mussolini son arrivée au pouvoir. Ce dernier bénéficie par ailleurs de l'appui de l'armée et des milieux d'affaires, et il n'y a pas de coup d'État à proprement parler.

Pendant la campagne électorale de 1933 en Allemagne, les socialistes du SPD avaient pour slogan « Pour détruire Hitler, votez Hindenburg », mais c'est ce même Hindenburg, qui, en tant que président du Reich, doit nommer Adolf Hitler chancelier, ce dernier étant le dirigeant du NSDAP qui avait remporté les élections avec 49,3 % des voix.

cipité la chute du nazisme, c'est-à-dire la Russie de Staline, les États-Unis de la ségrégation raciale, le Royaume-Uni et son immense empire colonial... Jacques Chirac qui, en 1991, parlait « du bruit et de l'odeur » des immigrés, serait lui aussi « antifasciste » puisqu'il a gagné l'élection présidentielle de 2002 face à Jean-Marie Le Pen, ou le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin quand il prononce la dissolution de Génération identitaire en 2021, alors qu'il a demandé la dissolution d'un groupe antifasciste quelques mois plus tard...

D'une façon générale, la lutte contre l'extrême droite peut facilement se retrouver instrumentalisée pour servir des ambitions politiciennes. L'exemple le plus frappant est certainement celui de SOS Racisme, une association téléguidée directement depuis l'Élysée, le président François Mitterrand l'utilisant pour capter l'électorat sensible à la montée de l'extrême droite (en particulier dans la jeunesse), tout en œuvrant cyniquement à l'exposition médiatique du Front national. Mitterrand a même favorisé par le biais de la mise en place de la proportionnelle les succès électoraux frontistes afin de pénaliser la droite et de se maintenir au pouvoir.

*Un mouvement d'autodéfense
du mouvement ouvrier ?*

Si l'antifascisme n'est donc pas synonyme de défense de la démocratie, il est historiquement, sans doute possible, un mouvement d'autodéfense du

mouvement ouvrier. Ce sont les agressions* répétées des militants** nationalistes contre des militant·es de la cause ouvrière qui ont poussé ces dernier·es à organiser une riposte antifasciste ; et par conséquent, dans l'entre-deux-guerres, c'est au sein des organisations des principaux courants politiques du mouvement ouvrier (communiste, socialiste et anarchiste) que se développe et s'organise l'antifascisme***, qui n'existe comme mouvement véritablement autonome qu'à la fin du xx^e siècle.

Ce lien originel pèse longtemps sur la lecture du phénomène fasciste et donc sur la stratégie antifasciste à mettre en place. Les communistes ont dans un premier temps été incapables de percevoir la nature spécifique du fascisme, compris comme une simple réaction de défense du système capitaliste : il en découla une stratégie sectaire, dans laquelle tout

* En Italie, dans les années 1920, les bandes fascistes agressent voire assassinent les militant·es ouvrière·es et brûlent les maisons du peuple ou les locaux syndicaux. Les SA (Sturmabteilung, sections d'assaut) nazies, elles aussi, mènent une campagne de terreur meurtrière contre les militant·es communistes et socialistes.

** Si l'ensemble du livre est féminisé, nous avons fait quelques exceptions quand il s'agissait des groupes d'extrême droite à la composition exclusivement masculine.

*** En Italie, les Arditi del Popolo sont fondés en 1921 par l'anarchiste Argo Secondari. En Allemagne, l'Antifaschistische Aktion est créée en 1932 par le KPD (communiste), et le Eiserner Front (Front de fer) en 1931 par le SPD (social-démocrate). En Espagne, c'est dans les rangs de la CNT (anarchiste) et du POUM (communiste antistalinien) que l'on trouve les principaux opposant·es au franquisme. En France, les TPPS (« Toujours prêts pour servir ») appartiennent à la tendance « Gauche révolutionnaire » de la SFIO (voir BOUCHENOT Matthias, *Têner la rue*, Libertalia, 2014).

ennemi du communisme devenait fasciste. Puis, à l'inverse, à partir de 1935, l'Internationale communiste associe le fascisme au seul capitalisme financier (alors même que les partis fascistes s'appuyaient principalement sur la petite-bourgeoisie), afin de faire alliance avec des partis bourgeois. Les socialistes, de leur côté, l'ont perçu comme une simple anomalie du capitalisme devant fatalement mener au socialisme : la stratégie consistait donc à faire des alliances les plus larges possibles, y compris avec la droite... Alors que dans le même temps, en Allemagne, les socialistes écrasaient la révolution spartakiste.

Tout cela est vrai, et cette myopie et ces erreurs stratégiques sont d'autant plus terribles qu'elles ont rendu possible la victoire du nazisme et du fascisme et, par conséquent, entraîné l'écrasement du mouvement ouvrier à l'échelle de l'Europe. Mais il est aussi intéressant de se pencher sur les tentatives de l'époque pour comprendre le fascisme et mettre en place d'autres stratégies*. Parmi celles-ci, il y avait l'idée d'un front unique ouvrier (duquel étaient exclus les partis bourgeois) : cette politique d'unité de classe était aussi tournée vers l'action, afin de défendre les militant·es, les locaux, toutes les structures du mouvement ouvrier, qui n'était pas seulement menacé du point de vue politique, mais dans

* Ugo Palheta a écrit un article sur le sujet auquel nous empruntons plusieurs éléments d'analyse. Cf. PALHETA Ugo, « Antifascisme et mouvement ouvrier dans l'entre-deux-guerres : débats stratégiques autour d'une défaite historique », *Mouvements*, n° 104 (hiver 2020), pp.12-23.

son existence même. Cette stratégie défensive était pensée de façon à obtenir des victoires immédiates face aux fascistes et à redonner confiance, afin de pouvoir envisager une véritable offensive anticapitaliste susceptible d'incarner un espoir d'émancipation, condition nécessaire à la lutte antifasciste.

Aujourd'hui, la nature du prolétariat a bien changé, le mouvement ouvrier n'a plus la force politique qu'il a pu avoir par le passé, et les perspectives révolutionnaires semblent bien lointaines. Les mouvements nationalistes de droite actuels en France n'ont certes pas les moyens de mener une campagne de terreur d'envergure contre le mouvement social, mais, régulièrement, des groupuscules d'extrême droite radicale, souvent organisés de façon informelle, dégradent des locaux syndicaux, attaquent avec violence des militant·es de gauche, généralement quand ces dernier·es sont isolé·es, mais aussi les cortèges dans les manifestations pour la défense des droits sociaux. C'est pourquoi, hier comme aujourd'hui, l'antifascisme reste un mouvement d'autodéfense populaire.

L'antifascisme, une lutte à défendre

Au fil de son histoire, dont nous donnons quelques repères dans ce livre, le mouvement antifasciste s'est enrichi et développé politiquement, et il est aujourd'hui bien plus qu'une simple réaction de défense aux agressions de l'extrême droite.

On a vu dans les pages précédentes qu'historiquement, l'antifascisme est avant tout un mouvement

d'autodéfense. C'est toujours vrai aujourd'hui : en pratique, il s'agit de s'organiser collectivement pour assurer la protection des personnes et des lieux qui sont la cible des violences fascistes ou policières. La violence de l'antifascisme est souvent pointée du doigt : mais c'est oublier qu'elle est d'abord une réponse à la violence constitutive des mouvements d'extrême droite, à la fois plus forte et totalement assumée, et aussi à la violence de l'État qui réprime celles et ceux qui mettent en pratique leur antifascisme.

Cette autodéfense est aussi à mener sur le plan des idées : empêcher l'extrême droite d'agir, c'est lui opposer un autre modèle de société, un projet de vie collective qui soit égalitaire, émancipatrice et solidaire. Ces valeurs sont aussi mises en pratique par les antifascistes, dont une part importante de l'activité repose sur l'entraide et l'investissement dans les autres luttes sociales.

L'antifascisme est également un travail politique d'exposition des agissements de l'extrême droite, qui avance le plus souvent masquée, et de déconstruction de son projet de société raciste, sexiste, nationaliste et traditionaliste, inégalitaire à tous les niveaux. Afin de s'opposer efficacement aux projets nationalistes, un travail de veille, de suivi et d'observation minutieuse des activités de l'extrême droite est nécessaire, ce qui demande une certaine prudence.

Enfin, au fil du temps, l'antifascisme a développé autour de lui une contre-culture : son histoire est liée dans plusieurs pays à différentes scènes musicales, il a cultivé en son sein un certain goût pour les

symboles, des modes d'apparition ou d'organisation qui lui sont propres, il a fait preuve dans sa propagande d'une certaine créativité visuelle et graphique.

En dépit de la variété de ses modes d'action, de la richesse de ses réflexions politiques, de ses valeurs et pratiques émancipatrices, l'antifascisme est souvent caricaturé et méprisé : au fil des chapitres de ce livre, à travers nos analyses et les exemples qui les illustrent, nous tâcherons de montrer que l'antifascisme est toujours nécessaire, et une lutte à défendre.

2. QU'EST-CE QUE L'EXTRÊME DROITE ?

Une vision inégalitaire du monde

Nous avons expliqué au chapitre précédent ce que le mot « fascisme », mis à toutes les sauces, posait comme problème et pourquoi nous préférons parler d'extrême droite, à la fois pour désigner une vision du monde, et les mouvements et personnalités qui la défendent. Ce terme a le double avantage, selon nous, de ne pas avoir d'ancrage historique limité dans le temps (contrairement au fascisme) et de pouvoir aussi contrecarrer l'idée, largement promue par l'extrême droite, que les concepts de gauche et de droite sont dépassés. Cela correspond également davantage à la réalité française, car, historiquement, et encore aujourd'hui, les mouvements nationalistes sont avant tout réactionnaires, voire contre-révolutionnaires, et donc « de droite ».

Les mouvements nationalistes réfutent généralement l'étiquette « extrême droite » qu'ils jugent infamante : mais c'est le terme « extrême » qui les dérange, pas celui de droite*. Le conservatisme, l'attachement à

* Dans son manuel *500 mots pour la dissidence*, l'idéologue néo-droitier Jean-Yves Le Gallou l'exprime clairement : « Le terme "droite" désigne à l'origine tout ce qui s'oppose normalement aux antivaieurs portées par la gauche et à son entreprise de destruction de l'ordre naturel des sociétés. En politique, une orientation jugée "extrême" est diabolisée tout simplement parce qu'elle refuse les compromissions avec le système dominant et n'accepte ni le déni de réalité, ni le déni de cohérence. »

l'ordre, l'acceptation des inégalités sont des marqueurs de droite qui leur conviennent parfaitement. C'est pourquoi nous proposons de définir l'extrême droite comme un courant politique qui défend une vision fondamentalement inégalitaire des rapports entre groupes prédéfinis d'individues, impliquant des rapports de domination d'un groupe sur l'autre, ces rapports inégalitaires étant établis principalement selon des critères ethniques (« les nôtres avant les autres ») et de genre (« la femme est au service de l'homme »). L'idéologie capitaliste, surtout dans sa version ultralibérale, assume elle aussi des rapports de classe inégalitaires entre les individus, mais sans dresser de barrières infranchissables entre eux, puisqu'elle entretient par exemple le mythe qu'un pauvre peut toujours devenir riche s'il en a la volonté. Rien de tel à l'extrême droite : si elle est volontiers interclassiste et s'accommode en général très bien des rapports d'exploitation, c'est pour mieux établir des inégalités plus fondamentales encore, car liées à des caractéristiques présentées comme inaliénables. Pour justifier et défendre cette vision du monde, l'extrême droite s'appuie sur cinq piliers idéologiques fondamentaux : le racisme, le sexisme, le nationalisme, le traditionalisme et l'autoritarisme.

Une idéologie raciste

Le racisme (comme le sexisme, *cf. infra*) essentialise chaque individu, c'est-à-dire qu'il l'enferme dans une identité figée et étanche, réduite à ce que l'on est à la naissance, sans prendre en compte ce que l'on

fait et ce que l'on devient. D'autre part, le racisme dévalorise les groupes présentés comme hostiles en leur attribuant des caractéristiques négatives justifiant leur mise au pas par le groupe dominant, ou simplement en les présentant comme incompatibles avec ce groupe dominant, qui serait abâtardi ou menacé à son contact. Ainsi, le racisme biologique, disqualifié par l'expérience nazie, a été « réinventé » au milieu des années 1970 par des cercles de réflexion dits « de la Nouvelle Droite* » pour devenir « différentialiste » : il s'agit moins de justifier la domination des « races supérieures », comme au temps des conquêtes coloniales, que de refuser toute forme de métissage, ethnique ou culturel, au nom de la préservation de sa « race » ou de sa culture propre (et même, pour les plus hypocrites, au nom de la préservation des autres cultures).

D'un racisme offensif, l'extrême droite est passée à un racisme plus défensif, mais en apparence seulement, car, pour elle, toutes les civilisations ne se valent pas : défendre la civilisation européenne, lui « redonner sa place dans le monde », c'est aussi, à terme, en imposer la domination sur les autres, au nom de sa supériorité supposée. La notion de « suprémacisme blanc », importée des États-Unis, exprime bien cette idée : car être raciste en politique, ce n'est pas simplement le rejet de ce qui est différent, c'est aussi une volonté hégémonique, justifiée par une prétendue supériorité des « Blancs », pris comme un groupe cohérent,

* Pour en savoir plus sur ce courant, lire FRANÇOIS Stéphane, *La Nouvelle Droite et ses dissidences*, Le Bord de l'eau, 2021.

« naturellement » voué hier à conquérir le monde (par le colonialisme), et aujourd'hui à le dominer (par le maintien des mécanismes de domination des peuples anciennement colonisés).

Pour justifier cette vision raciste et dans le même temps dénigrer l'antiracisme, l'extrême droite doit prendre différents biais, car il n'est pas possible actuellement d'assumer publiquement un discours ouvertement raciste.

Un de ces biais consiste à relativiser voire à nier le racisme structurel en France, issu de son histoire coloniale. Il faudrait ainsi en finir avec « la repentance », c'est-à-dire avec la reconnaissance des crimes racistes commis dans le passé par l'État français dans ses colonies, alors même que les rapports de domination et les discriminations racistes qui parcourent la société à tous les niveaux (logement, travail, culture, etc.) en sont l'héritage direct. Pour cela, l'extrême droite reprend les images d'Épinal de la mission « civilisatrice » de la colonisation occidentale, minimise les crimes coloniaux et surtout dénigre toutes celles et tous ceux qui, chercheuses et chercheurs en tête, rappellent la réalité des faits.

Le deuxième biais, lié au précédent, c'est l'islamophobie, qui est sûrement l'idée la plus consensuelle à l'extrême droite : à notre connaissance, il n'y a pas une personnalité ou formation d'extrême droite qui ne porte pas un discours hostile à l'égard des musulman·es, ou même qui n'en fasse pas son principal cheval de bataille. Si son origine se trouve logiquement dans le racisme anti-Arabes des colonies, l'islamophobie s'en

distingue en ce qu'elle est, comme l'antisémitisme, non pas un racisme comme les autres, mais une grille d'analyse posée sur la société tout entière. Précisons que le discours islamophobe n'est pas une critique de l'islam, mais une vision du monde dans laquelle les musulman·es menaceraient la communauté nationale dans ce qu'elle a de plus cher : sa sécurité à cause des attentats islamistes, ses libertés et son identité par ses revendications (le voile, le halal, etc.), voire son existence même par leur seule présence.

Le troisième biais consiste à inverser le rapport de domination raciste de la société : c'est dans ce but que le discours victimaire a été totalement intégré et renversé par les nationalistes de droite, en présentant les Blancs comme une minorité menacée au même titre que les autres, et qui plus est dans leur propre pays. Le meilleur exemple de cette stratégie est certainement celui de la théorie fumeuse du « grand remplacement* », popularisée en 2010 par Renaud Camus et dont les Identitaires font leur principal axe politique : la France

* Cette théorie a été diffusée par étapes. En 1973, Jean Raspail décrit dans son roman *Le Camp des saints* une invasion de la France par des millions de migrants venus d'Inde, entraînant la chute de la civilisation occidentale : considéré comme prémonitoire par l'extrême droite, le livre devient la référence de celles et ceux qui sont obsédés par « l'immigration-invasion ». En 2005, une écrivaine britannique, Gisèle Orebi, publie sous pseudonyme *Eurabia*, un livre dans lequel elle imagine une conspiration au sein de laquelle les élites européennes, soumises au monde arabe, favorisent la transformation de l'Europe en colonie islamique, en échange de garanties sur l'approvisionnement en pétrole, le tout dans le but de nuire à Israël. Enfin, en 2010, Renaud Camus reprend l'idée, mais en abandonnant l'axe euro-arabe pour le remplacer par l'immigration, et en effaçant la référence à Israël.

et l'Europe seraient victimes d'un remplacement de population par le biais de l'immigration, mais aussi du fait de la fécondité supposée des « allogènes », mettant en danger la civilisation occidentale, et qui s'opérerait avec la complicité des pouvoirs politiques et culturels soumis aux musulman·es, considéré·es comme « les bras armés de cette colonisation ».

Une idéologie sexiste

Pour l'extrême droite, surtout dans sa frange la plus conservatrice et réactionnaire, la peur d'une inversion des rapports de domination de genre au sein de la société est devenue presque aussi grande que celle du « grand remplacement » évoqué précédemment. En 2015, *Causeur* dénonçait déjà en une « la terreur féministe* », titre repris quatre ans plus tard par *Valeurs actuelles* qui met en garde contre « la nouvelle terreur féministe** ». La dévirilisation supposée de la société, causée par la « théorie du genre » et « l'hystérie féministe », est un fantasme au moins aussi présent dans les milieux nationalistes que l'angoisse de la disparition de la race blanche par l'immigration et le métissage.

De même qu'ils pensent avoir droit à la « préférence nationale », les hommes nationalistes estiment naturel le privilège d'être un homme et de pouvoir disposer des faveurs des femmes. Un autocollant du FNJ***

* *Causeur* n° 26, été 2015.

** *Valeurs actuelles* n° 4303, 16-22 mai 2019.

*** Le Front national de la jeunesse (FNJ) était, de 1973 à 2018, la structure jeune du Front national.

dans les années 1990 faisait la synthèse des deux en proclamant : « Les Françaises aux Français. » Malgré l'évidence des discriminations sexistes et racistes au sein de la société, dans l'imaginaire nationaliste réactionnaire, les hommes seraient en réalité les véritables victimes, menacés d'une part par la masculinité agressive qu'ils prêtent aux allogènes (en particulier aux Noirs et aux Arabes), et d'autre part par les revendications des femmes, qui n'auraient pas comme objectif l'égalité, mais la domination.

Cette position victimaire (décidément!) entre bien entendu en conflit avec la posture virile qu'aime adopter le militant nationaliste. Pour y faire face, il s'agit donc de « redevenir un homme », une vraie question à l'extrême droite, comme en témoigne le succès de quelques margoulins masculinistes comme Julien Rochedy ou Baptiste Marchais*, qui ont fait de leurs convictions un business juteux, et qui exploitent sans vergogne la frustration et la misère sexuelle des hommes cis dans leurs rangs.

Si la question raciale peut faire débat à l'extrême droite, et que les contours de ce qui définit un « Français » peuvent se discuter, les questions du genre et plus encore de la transidentité sont rejetées unanimement et font l'objet d'un consensus total, au même

* Julien Rochedy, responsable de la structure jeune du Front national entre 2012 et 2014, s'est spécialisé depuis dans le « coaching » masculiniste, qui vise à « redonner aux hommes l'envie d'atteindre un idéal noble d'homme complet ». Baptiste Déodati, dit « Marchais », sympathisant des JNR et ancien du Kop de Boulogne, distille aujourd'hui dans des vidéos un savant mélange de virilisme et d'intégrisme catholique.

titre que l'islamophobie. L'organisation de la société doit suivre « l'ordre naturel » (souvent d'inspiration divine) qui attribue à la naissance, à chacun·e selon son sexe biologique, des rôles sociaux prédéfinis, et qui fait de la famille le centre autour duquel les activités sociales, économiques et politiques s'organisent. Or cet ordre serait doublement menacé d'une part par la mise en cause des stéréotypes sexistes et par les questionnements sur la notion de genre, et d'autre part par tout ce qui menace leur vision traditionnelle de la famille (émancipation des femmes, familles homoparentales, Mariage pour tous, etc.).

Le nationalisme pour « s'enraciner »

Historiquement, le nationalisme a d'abord été progressiste, fondé dans le sillage de la Révolution française sur la défense de la souveraineté populaire, appelant à se libérer du système monarchique héréditaire. Mais ce nationalisme « ouvert » est concurrencé puis supplanté par un nouveau nationalisme « fermé » qui va durablement se fixer à droite* : antiparlementaire, antisémite (le Juif devient la figure de l'ennemi contre lequel se construit la cohérence nationale), il s'élabore et se construit au moment de l'affaire Dreyfus à la toute fin du XIX^e siècle, sous l'influence de deux hommes de plume. Le premier, Maurice Barrès, y apporte avec lyrisme le thème de l'enracinement à

* Cf. WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Le Seuil, 1982.

travers le culte « de la terre et des morts », et un déterminisme angoissé qui voit la France toujours menacée de décomposition. Le second, Charles Maurras*, le structure sur le plan idéologique et politique, estimant que la cohésion sociale ne peut être maintenue que dans des cadres forts : la famille, le travail, l'Église et, plus que tout, la patrie.

Ainsi, pour l'extrême droite, défendre la prédominance de l'appartenance à un pays, à un peuple sur tout autre type d'appartenance (de classe, en particulier), permet de donner au groupe dominant une cohérence et une unité en l'attachant à un territoire. Dans une société ultra-individualisée et fragmentée comme la nôtre, l'appartenance à la communauté nationale apparaît souvent comme le plus petit dénominateur commun entre les individus, et ce « sentiment national » est savamment exploité par l'extrême droite, qui joue sur les peurs liées à l'insécurité sociale et en appelle à la défense de la « nation » perpétuellement menacée.

Les nazis, inspirés par le mouvement *völkisch*, considéraient le peuple allemand comme un organisme vivant, dont le sang est indéfectiblement lié au sol sur lequel il vit. Ainsi, dans le fascisme historique, « l'enracinement » relie l'identité raciale de la communauté nationale à sa terre, dans une logique déterministe ; c'est aussi un concept anti-sémite, opposé au « nomadisme » juif. Aujourd'hui,

* Charles Maurras (1868-1952), principal idéologue de l'Action française, reste encore aujourd'hui une des références majeures de l'extrême droite française.

la notion d'enracinement reste centrale dans le discours de l'extrême droite : la communauté nationale ne se pense qu'entre personnes issues du même sol, dont les racines sont enfouies dans la même terre. Cet enracinement peut avoir une variété d'échelle (enracinement européen, français, régional), mais son usage idéologique déterministe reste le même : enfermer les individus dans une identité figée liée à l'endroit qui les a vus naître, et les sommer d'y rester fidèles sous peine de perdre tous leurs repères.

En outre, plus les frontières de ce territoire sont fermées, plus le peuple qui y vit est présenté comme issu d'une même « souche », moins l'attachement à ce territoire peut être partagé par celles et ceux venus d'autre part, permettant une distinction bien nette entre « les nôtres » et « les autres », quand bien même ces dernières vivraient sur ce territoire depuis plusieurs générations. Dans cette perspective, les individus ne seraient pas en mesure de s'approprier l'espace pour en faire un territoire destiné à progresser au gré de l'évolution de la société, mais recevraient celui-ci à la fois comme un héritage à préserver, et un espace prédéterminé et immuable où chacun·e reste à sa place.

Cet enracinement n'est pas uniquement territorial, il est aussi historique. Le nationalisme de droite est aussi une histoire du monde réécrite et fantasmée en adoptant le point de vue du groupe dominant, qui permet d'y inscrire ses agissements forcément glorieux. Quand l'extrême droite invoque les Spartes, Charles Martel, Jeanne d'Arc ou Napoléon, ce n'est pas d'histoire qu'il

s'agit, mais de mythologie : ces différentes figures ne sont plus inscrites dans une temporalité, mais, réduites à des images d'Épinal, symbolisent ensemble ce que serait l'identité française et européenne.

Le traditionalisme pour se justifier

Le mot « tradition » vient du verbe latin *tradere* qui signifie « transmettre » : il désigne des pratiques ou des manières de penser héritées des générations précédentes. Si cette transmission peut être envisagée pour interroger le présent et prévenir le futur, elle sert, dans le cas du traditionalisme, à reproduire à l'identique, sans le questionner et en le magnifiant, cet héritage du passé, présenté comme un âge d'or à retrouver.

Le traditionalisme, c'est-à-dire la défense des traditions, voire le retour de traditions oubliées, c'est pour l'extrême droite revenir à un ordre « naturel » du monde, patriarcal et hiérarchisé, une vision directement héritée, pour la France, de plusieurs siècles de féodalité et de catholicisme d'État. La transgression de cet ordre ancien serait la cause de tous les maux : pour la plupart des nationalistes français, encore aujourd'hui, c'est à partir des Lumières, et surtout au moment de la Révolution française, que tout aurait commencé à dégénérer.

Le monde moderne, responsable du « désenchantement du monde* », est considéré dans un premier

* Cette notion, définie en 1917 par le sociologue Max Weber, désigne l'abandon progressif, dans le monde moderne, des croyances religieuses au profit des explications scientifiques.

temps comme une anomalie : au XIX^e siècle, la droite traditionaliste pense encore que la France peut revenir aux temps bénis de la monarchie de droit divin. Mais même quand cette perspective s'éloigne, les contre-révolutionnaires insistent sur le rôle majeur de la tradition : ainsi, pour Charles Maurras, la contre-révolution doit se faire « au nom de la raison et de la nature, conformément aux vieilles lois de l'univers, pour le salut de l'ordre, pour la durée et les progrès d'une civilisation menacée* ».

Cela permet à l'extrême droite de prétendre que sa vision du monde n'est pas une construction idéologique, mais serait un état de fait, un « ordre naturel » des choses, généralement issu d'une transcendance (Dieu, la nature, le « bon sens ») et établi depuis la nuit des temps. La nature et ses « lois » supposées sont présentées non seulement comme un modèle à reproduire, mais aussi comme des limites à ne pas dépasser, au risque de précipiter la décadence de la civilisation : toute tentative de s'en affranchir est ainsi interprétée comme un signe de déclin. Cela permet aussi de dénoncer celles et ceux qui, mal intentionné·es ou « aveuglé·es par leur idéologie » égalitariste, transgresseraient volontairement cet ordre naturel, de mai 68 au Mariage pour tous... La perspective millénariste des groupes d'extrême droite s'inscrit dans ce cadre, le monde étant présenté comme « corrompu » et devant être « sauvé » avant qu'il ne soit trop tard.

* MAURRAS Charles, *L'Avenir de l'intelligence*, Nouvelle Librairie nationale, 1917.

L'autoritarisme pour s'imposer

Nul besoin de basculer dans la dictature pour qu'un parti au pouvoir choisisse la voix de l'autoritarisme*, c'est-à-dire de l'emploi abusif de l'autorité, pour imposer ses choix politiques. En effet, le cadre de la démocratie représentative s'y prête fort bien, pour peu que celui ou celle qui a été élu·e à la tête de l'État considère son mandat présidentiel comme un permis de mener les politiques qu'il ou elle a décidées, quoi qu'en pense la population. Ainsi, la tentation d'une pratique autoritaire du pouvoir n'est pas l'apanage de l'extrême droite, et l'autoritarisme n'a pas besoin qu'elle soit aux commandes pour s'exercer. C'est d'autant plus vrai que bon nombre de régimes autoritaires dans le monde justifient leur usage de la force par une prétendue « défense de la démocratie » qui est surtout la défense des intérêts de celles et ceux qui profitent du système en place. Ainsi, l'autoritarisme libéral combine une certaine liberté pour les comportements individuels en ce qui concerne le droit à la propriété privée ou l'activité économique, et une répression violente de toute forme de contestation collective. Le mouvement antifasciste autonome contemporain, depuis son émergence dans les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, a ainsi toujours été lié à toutes les formes de résistance aux discriminations, aux injustices et à l'autoritarisme, en particulier celui qui émane de l'État.

* Sur cette question, lire DABÈNE Olivier, GEISSER Vincent, MASSARDIER Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte, 2008.

Cela étant dit, l'autoritarisme d'extrême droite n'est pas seulement un choix de gouvernance, mais une façon aussi de justifier sa vision du monde. Ainsi, l'autorité est présentée comme un attribut de l'ordre naturel, que certains auraient à la naissance, et d'autres non. Cette autorité « naturelle » s'affirme ainsi comme une puissance virile et conquérante, qui peut aussi bien servir à justifier la soumission des femmes aux hommes que la colonisation occidentale de zones géographiques considérées comme arriérées.

Par ailleurs, imposer sa vision par la force est souvent présenté par les groupes d'extrême droite comme un mal nécessaire. Selon eux, non seulement la société inégalitaire qu'ils défendent impose de mettre au pas les dominé·es, mais elle est aussi menacée par de nombreux ennemis, menace qui impose une fidélité sans faille au groupe (« le peuple », « la nation », « la race »), mais également la nécessité de contrôler et de punir, à l'intérieur et hors des frontières du territoire. Les militant·es d'extrême droite se pensent souvent en toute bonne foi comme à l'avant-garde pour défendre la société contre celles et ceux qui représentent une menace directe par leur présence (immigré·e, réfugié·e, musulman·e...), qui cherchent à détruire les identités nationales (juif ou juive, apatride, « mondialiste »), qui transgressent volontairement ou non « l'ordre naturel » (impie, homosexuel·le, personne trans), ou encore qui le combattent politiquement au nom de l'égalité (féministe, gauchiste, « droit-de-l'homme »).

3. QUEL ANTIFASCISME HIER ? (1922-1981)

C'est volontairement que ce livre ne propose pas une histoire détaillée de l'antifascisme à travers le monde, mais se concentre principalement sur ce qui s'est passé en France, en insistant sur la période contemporaine. C'est bien entendu par manque de place, mais aussi parce que ce travail a déjà en partie été fait, et souvent bien fait, en particulier pour ce qui concerne la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale (qui sera donc ici la plus rapidement traitée). Si nous avons cherché à être au plus près de la réalité de la lutte antifasciste contemporaine dans le pays dans lequel nous vivons, c'est qu'elle est celle que nous connaissons le mieux, puisque nous y avons participé. Néanmoins, pour comprendre l'antifascisme d'aujourd'hui, il est nécessaire de connaître celui d'hier. C'est pourquoi, à grands traits, nous proposons un petit voyage dans le temps et quelques repères des différents grands moments de la lutte contre l'extrême droite.

L'antifascisme historique (1922-1945)

En 1898, alors que la France se déchire autour de l'affaire Dreyfus et qu'émerge le nationalisme politique de droite, des anarchistes et des socialistes

révolutionnaires s'organisent au sein d'une coalition révolutionnaire*. Dans leur manifeste on peut lire :

« Les mêmes hommes qui ont voulu étrangler la justice veulent étrangler la liberté. Peu nombreux, mais hardis et prêts à tout, ils ont fondu tous les partis de réaction en un seul : cléricaux, royalistes, césariens, antisémites, nationalistes; [...] Si vous laissez passer, si vous laissez faire, demain le parti nationaliste égorgerait la liberté. [...] Soyons prêts. Sachons disputer aux bandes réactionnaires et liberticides la rue glorieuse, la rue des revendications énergiques, la rue des barricades et des révolutions. »

Les actions de cette coalition? Coller des affiches sur celles des antisémites, organiser des contre-manifestations face à celles des antidreyfusards, infiltrer leurs rangs pour mieux perturber leur meeting... Autant de formes d'intervention et de mots d'ordre que l'on peut facilement associer à l'antifascisme, alors même que le mot n'existe pas encore. On pourrait ainsi estimer que l'antifascisme existait avant le fascisme**, mais sans porter ce nom, car des militant·es s'organisaient déjà contre ce qu'on appelait alors « la réaction ». Au début du xx^e siècle, les affrontements entre militants nationalistes (en particulier la Fédération des Camelots du roi de l'Action française, apparue en 1908) et militants socialistes,

* *Le Libéraire*, n° 152, 23 octobre 1898. Voir aussi BRAY Mark, *L'Antifascisme, son passé, son présent et son avenir*, Lux, 2018, pp. 4-5

** Cf. chapitre 1, « Une lutte "contre le fascisme?" »

communistes ou anarchistes ne sont pas rares, et souvent très violents*.

Mais c'est bien entendu avec l'arrivée des premières et premiers réfugié·es antifascistes italien·nes que l'antifascisme en tant que tel fait son apparition en France. En Italie, les Arditi del Popolo, organisation créée par l'anarchiste Argo Secondari, s'opposent aux Chemises noires** dès 1921 mais, à partir de la prise de pouvoir des fascistes en octobre 1922, la plupart de ses opposant·es sont contraint·es à l'exil. Un certain nombre d'entre elles et eux choisissent la France et s'organisent au sein de deux structures : la Concentrazione Antifascista Italiana (Concentration antifasciste italienne) en 1927 puis, en 1929, Giustizia e Libertà (Justice et Liberté). Avec la montée du nazisme en Allemagne puis l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933, d'autres réfugié·es, en particulier Juifs et communistes, viennent renforcer les rangs de la lutte antifasciste.

Le 6 février 1934, une manifestation antiparlementaire est organisée par des ligues d'anciens combattants et diverses organisations d'extrême droite (dont les Camelots du roi), manifestation qui tourne à l'émeute. Le lendemain, à l'Assemblée, le mot d'ordre « Le fascisme ne passera pas » est prononcé pour la première fois par Léon Blum (et sera repris deux ans plus tard durant la guerre d'Espagne : c'est le célèbre *No Pasarán!*). Le 12 février, alors que la

* BOUCHENOT Matthias, *Tenir la rue, op.cit.*, pp. 38-44.

** Les membres de la milice du régime fasciste portaient des chemises noires.

CGT avait appelé à la grève générale, des centaines de milliers de militant·es communistes et socialistes défilent côte à côte, dans l'unité, contre les décisions des directions politiques de leur parti respectif. Cette manifestation est souvent considérée comme un acte fondateur de l'antifascisme en France.

Les antifascistes de nombreux pays européens se mobilisent ensuite après le putsch militaire de Franco et le début de la guerre civile espagnole, jusqu'en avril 1939. Alors que les États démocratiques abandonnent la jeune République espagnole et que l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie soutiennent Franco, des militant·es anarchistes, socialistes et communistes soit s'engagent dans une lutte militaire contre le fascisme, en particulier au sein des Brigades internationales ou des colonnes de la CNT et du POUM, soit mettent en place des réseaux de solidarité pour collecter de l'argent, des vêtements, etc. Une abondante littérature existe à ce sujet.

De la même façon, il n'est pas possible, en quelques lignes, de résumer ce que fut la résistance au nazisme en Allemagne (nous renvoyons pour cela la lectrice ou le lecteur, entre autres, à l'ouvrage de Bernd Langer que nous avons traduit et coédité avec Libertalia*), et pas davantage pour ce qui concerne la mise en place des réseaux de résistance en France après la défaite de 1939 et la mise en place du régime de Vichy. Nous nous bornerons à rappeler

* LANGER Bernd, *Antifa, histoire du mouvement antifasciste allemand*, La Horde/Libertalia, 2018.

que les résistant·es représentaient environ 2 % de la population française*, et que les groupes les plus déterminés étaient souvent composés d'étrangers. Citons comme exemple emblématique le groupe des Francs-tireurs et partisans – Main d'œuvre immigrée (FTP-MOI), au sein duquel Juifs, Italiens, Arméniens et Espagnols, de nationalité étrangère ou naturalisés français, luttèrent les armes à la main contre l'occupant nazi**, qui chercha à les stigmatiser avec une affiche devenue célèbre par la suite sous le nom d'« Affiche rouge ».

Antifascisme et anticolonialisme
(1945-1962)

Après la guerre, les mouvements nationalistes de droite sont défaits dans de nombreux pays européens, bien que des dictatures d'extrême droite soient toujours en place en Espagne et au Portugal. Le mythe d'une France résistante est porté à la fois par les gaullistes et les communistes, donnant naissance à un antifascisme commémoratif et institutionnel***. Le Parti communiste français (PCF)

* Selon Robert O. Paxton, *Vichy France: Old Guard and New Order*, 1940-1944, Knopf, 1972.

** Arrêtés, les membres des FTP-MOI furent fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien, dans les Hauts-de-Seine, après avoir été longuement torturés.

*** Ainsi, aux élections municipales de mai 1945, la plupart des listes se proclament « patriotiques, républicaines et antifascistes ». VERGNON Gilles, *L'Antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, PUR, 2009, p. 134.

utilise « fasciste » et « antifasciste » pour désigner respectivement son ennemi gaulliste (le Rassemblement pour la France, RPF) et lui-même, dans une instrumentalisation politique des termes qu'on avait déjà vue dans l'entre-deux-guerres*.

Si l'extrême droite est fantomatique et semble condamnée à l'échec, un nouveau mouvement, hybride et inclassable, antiparlementaire et antifiscal, apparaît en 1952 : l'Union de défense des commerçants et des artisans (UDCA), que son chef, Pierre Poujade, transforme en parti des mécontent·es; en 1956, il obtient 52 députés, dont un certain Jean-Marie Le Pen**. En réaction, des campagnes de boycott des magasins tenus par des commerçants de l'UDCA sont menées, des pressions sont faites sur les salles qui doivent accueillir les meetings de Poujade, avec, et c'est relativement nouveau, un discours antifasciste qui est aussi antiraciste et anticolonialiste. Le refus d'une partie de sa base de se radicaliser ainsi que les revers électoraux de son leader en 1957 entraînent la disparition de l'UDCA mais pas du « poujadisme », qu'on retrouvera quinze ans plus tard au sein du Front national, en particulier à travers la violence du style oratoire de Jean-Marie Le Pen.

* La mobilisation antifasciste contre de Gaulle se traduit aussi en actes : ainsi, le 19 septembre 1948, environ 3 000 personnes manifestent à l'appel du PCF contre un meeting du RPF. Des affrontements ont lieu avec le service d'ordre, qui se soldent par la mort d'un jeune militant communiste, Lucien Voitrin. Source : *Le Monde*, « Les bagarres de Grenoble », 21 septembre 1948.

** Il rejoint l'UDCA en 1955 et devient rapidement le responsable de sa branche jeune, l'Union de défense de la jeunesse française.

À la même période, des groupes de jeunes nationalistes font aussi leur apparition : le plus important d'entre eux, Jeune Nation, défend un racisme et un antisémitisme assumés, prône la mise en place d'un régime fasciste et privilégie la violence comme forme d'action*. En réaction à cette violence d'extrême droite qui s'exerce aussi dans les universités se constitue, dans le Quartier latin à Paris, un comité antifasciste des étudiants**, qui regroupe des communistes, des socialistes, des radicaux et des membres de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). En 1958, une grande manifestation est ainsi organisée, avec comme mot d'ordre : « Le fascisme ne passera pas. »

Mais c'est vraiment la défense de « l'Algérie française » qui permet à l'extrême droite de reprendre du poil de la bête***, et par conséquent à l'antifascisme de se lier étroitement aux luttes anticoloniales. En 1957,

* Dans sa propagande, Jeune Nation annonce la couleur : « Pour le mouvement, deux formules : avec les ennemis de la nation, un seul argument, le bâton ; la rue appartient à celui qui y descend. » Un exemple parmi d'autres : en 1954, après la défaite de la France en Indochine, des militants de Jeune Nation tabassent à mort un vendeur de *L'Humanité dimanche*. Cité dans l'ouvrage collectif *Bêtes et Méchants*, Éditions Reflex, 2002, p. 9.

** In VERGNON Gilles, *L'Antifascisme en France*, *op. cit.*, p. 142.

*** Le théoricien nationaliste-révolutionnaire François Duprat explique dans son *Histoire des mouvements d'extrême droite* (1972) : « La liquidation de l'Empire colonial français donnait à l'opposition nationale les forces qui lui avaient manqué depuis 1945. Lavée de la lourde hypothèque de Vichy et de la collaboration, elle pouvait de nouveau faire appel au nationalisme, voire au pur et simple patriotisme des Français [...]. Ce niveau de complicité, à tous niveaux, n'aurait jamais existé sans l'intense facteur émotionnel de la défense de l'Algérie française. » Cité par WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, *op. cit.*, pp. 232-233.

l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (USRAF) associe anticommunisme, défense de l'Occident, racisme anti-Arabs et antisémitisme : les différentes familles de l'extrême droite se regroupent ainsi autour de la même cause, des catholiques intégristes aux nostalgiques de Vichy en passant par les républicains « musclés » comme Tixier-Vignancour.

Dès les années 1956-1957, les réseaux de soutien au mouvement de libération algérien avaient alerté sur le fascisme au sein de l'armée d'Algérie. Ainsi, le réseau Jeanson avait prévenu : « Seule la fin de la guerre d'Algérie peut supprimer le danger fasciste* ». Et de fait, au moment du putsch d'Alger le 13 mai 1958, de nombreuses formations nationalistes, dont Jeune Nation, participent à l'insurrection et à sa préparation en lien avec l'armée. Durant la période trouble qui s'ensuit et avant la prise du pouvoir par le général de Gaulle, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui voient dans le régime gaulliste sinon un fascisme, du moins une étape menant à celui-ci.

Le combat pour l'Algérie française, fondateur pour les générations nationalistes suivantes, reste encore bien vivant aujourd'hui dans l'imaginaire d'extrême droite. C'est pourtant un combat perdu : en 1961, les trois quarts des Français·es se prononcent pour l'autodétermination, et le putsch des généraux est un échec. En réaction est créée l'Organisation armée secrète (OAS), un groupe terroriste clandestin qui compte des soutiens au plus haut

* Cité par VERGNON Gilles, *L'Antifascisme en France, op. cit.*, p. 145.

niveau de l'armée, et dont la violence fait environ 2 000 victimes, en Algérie et en France. Face à cette campagne de terreur, des comités antifascistes voient le jour un peu partout. Des lycéen·nes et des étudiant·es parisien·nes, communistes et trotskistes, en lien avec les réseaux de soutien au FLN, créent en 1961 un Front universitaire antifasciste (FUA), indépendant des directions des partis, pour informer sur les dangers de l'OAS, identifier et affronter physiquement les étudiants nationalistes, défendre les locaux menacés. Au sein du Parti socialiste unifié (PSU) est créé le Groupe d'action et de résistance (GAR), qui dénonce les tueurs de l'OAS par l'affichage de leurs photos dans la rue, tandis que le PCF appelle à la constitution de véritables milices d'autodéfense, conscient de ne pas pouvoir compter sur la police.

Car à la violence de l'OAS vient s'ajouter le comportement raciste des policiers français contre les Algériens, qualifiés de « Français musulmans » bien que citoyens français. Le 14 juillet 1953, des policiers parisiens assassinent six jeunes ouvriers algériens* (ainsi qu'un syndicaliste français) qui participaient à une manifestation. Par la suite**, de nombreux militants algériens sont arrêtés, torturés et même tués dans des opérations de maintien de l'ordre; en réponse, des policiers, dans une proportion bien moindre, sont

* RAJSFUS Maurice, *1953, un 14 juillet sanglant*, éditions Agnès Viénot, 2003 (Le Détour, 2022).

** En particulier sous les ordres du préfet de Paris Maurice Papon, nommé en 1958, et qui, sous Vichy, avait activement participé en tant que préfet à la déportation des Juifs de la région bordelaise.

également assassinés. Le 17 octobre 1961, une manifestation nocturne, organisée par les soutiens du FLN à Paris pour boycotter le couvre-feu, est violemment réprimée*, faisant des dizaines de morts.

Le 8 février 1962, à l'appel de nombreux syndicats et partis de gauche, une manifestation est organisée à Paris pour « faire échec au fascisme et imposer la paix en Algérie », à la suite d'une journée de plastiquages perpétrés par l'OAS : là encore, la violence policière se déchaîne contre les manifestant·es, et neuf syndicalistes de la CGT meurent sous les coups de matraque au métro Charonne**. Le 13 février lors des funérailles des victimes, la CGT, la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) et l'Union nationale des étudiants de France (Unef) appellent à la grève générale : 200 manifestations sont organisées, dont une à Paris, pourtant interdite, qui voit défiler plus de monde encore que le 12 février 1934, derrière le mot d'ordre « Unité antifasciste ».

*L'antifascisme dans les universités****
(1963-1983)

Avec la constitution du FUA (*cf. supra*), l'antifascisme s'impose à l'université à la fois comme thématique et comme mode d'intervention, en organisant

* EINAUDI Jean-Luc, *Octobre 1961, un massacre à Paris*, Pluriel, 2011.

** DEWERPE Alain, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, « Folio histoire », 2006.

*** Cette partie doit beaucoup à l'ouvrage de GAUTIER Jean-Paul, *Antifascisme(s) des années 1960 à nos jours*, Syllepse, 2022.

toutes celles et tous ceux qui voulaient lutter contre le fascisme, mais de façon autonome par rapport aux syndicats enseignants et étudiants qui, de leur côté, se rassemblent au sein d'un cartel antifasciste.

Du côté de l'extrême droite, ça s'organise également. La FEN* apparaît au printemps 1960, dans la continuité de Jeune Nation, dissoute en 1958. Son texte fondateur, le *Manifeste des 60*, dans lequel la FEN appelle à « la défense de la civilisation européenne » et à faire « la révolution », marque une forme de renouveau du nationalisme français, en rupture avec le passéisme qui prévalait jusque-là. En 1964, une scission de la FEN crée le mouvement Occident, qui se pense comme une avant-garde : « D'abord révolutionnaire et militante, l'élite nouvelle doit se perpétuer par sélection des meilleurs éléments de la nation** » (c'est-à-dire eux!) et considère que « le nationalisme, c'est la jeunesse au pouvoir ». À ce culte de la jeunesse typiquement fasciste vient s'ajouter la violence comme mode d'action privilégié, avec de très fréquentes attaques ciblées*** contre des militant·es des luttes contre l'impérialisme et en soutien aux peuples qui luttent pour leur indépendance. Les affrontements n'ont pas lieu

* COLLECTIF, *Bêtes et Méchants*, op. cit., pp. 15-19.

** *Occident université* n°5, février 1965.

*** Son premier fait d'armes, le 8 mai 1964, est l'attaque d'un meeting anticolonialiste organisé par des étudiants communistes parisiens, et son action la plus violente, qui a lieu le 12 janvier 1967, est l'attaque d'une collecte de fonds organisée par le Comité Viêt-nam, qui fait plusieurs blessés dont l'un se retrouve dans le coma. COLLECTIF, *Bêtes et Méchants*, op. cit., pp. 24-25.

qu'à Paris, de violentes attaques se déroulent dans d'autres villes un peu partout en France.

Alors qu'éclate le mouvement de révolte de mai 1968 qui enflamme, entre autres, les universités, les groupes de jeunes nationalistes sont non seulement divisés entre eux, mais se retrouvent face à un dilemme : s'allier au pouvoir gaulliste qu'ils exècrent pour « écraser la vermine gauchiste » ou participer, en bons révolutionnaires, aux affrontements contre la police ? Alors que les militants d'Occident agissent en ordre dispersé, la police politique de De Gaulle, le Service d'action civique (SAC), contacte les responsables du mouvement nationaliste pour coordonner leur lutte contre l'extrême gauche. Mais le bilan est sévère : pour l'essentiel, les groupes nationalistes sont passés à côté des événements de Mai, qu'ils ont subis plus qu'autre chose, tandis que de leur côté les militant·es d'extrême gauche, forts de leur expérience des barricades et des affrontements avec les CRS, se sont aguerri·es.

Par la suite, des anciens d'Occident, avec la complicité de l'administration universitaire, s'installent à la faculté de droit d'Assas, à Paris, pour en faire le bastion d'un nouveau mouvement, le GUD, dont les actions se limitent à l'attaque violente des facs et lycées jugés « de gauche ». Mais d'autres souhaitent sortir de l'activisme groupusculaire et lancent en 1969 l'Ordre nouveau (ON). Véritable parti néofasciste, l'ON rejette la démocratie et l'égalitarisme, défend l'identité européenne blanche contre « l'immigration sauvage » et fustige la permissivité de la société moderne. Mais

il veut aussi unifier toutes les tendances de l'extrême droite dans un combat à la fois contre le communisme et le pouvoir gaulliste, à qui il n'est pas pardonné la perte de l'Algérie. Pourtant, ce même pouvoir gaulliste, qui se sent menacé par l'extrême gauche, trouve un arrangement avec ON* : en échange de renseignements sur leur ennemi commun, les gauchistes, ON bénéficie d'une relative impunité et d'un soutien logistique du SAC. La première apparition publique d'Ordre nouveau en 1969 est annulée grâce à la mobilisation des antifascistes et l'explosion d'une bombe artisanale qui endommage, sans faire de blessés, le cinéma qui devait l'accueillir. Les années suivantes, le même scénario se reproduit, avec des affrontements violents entre néofascistes et policiers d'un côté, antifascistes de l'autre.

Mais des tensions apparaissent au sein d'Ordre nouveau entre ceux qui souhaitent rester sur des bases activistes et ceux qui veulent élargir la lutte. Les premiers créent une structure armée clandestine, le Groupe d'intervention nationaliste (GIN) qui, avec le soutien du SAC et des explosifs fournis par des anciens de l'OAS, attaque des foyers de travailleurs immigrés et des locaux de gauche, mais aussi, avec l'appui discret du ministère de la Défense, des militants antimilitaristes. Les seconds créent en 1972 le Front national, une structure plus large, avec

* Cette stratégie est expliquée en détail par l'un de ses artisans, le militant d'extrême droite Gilbert Lecavelier qui le raconte dans son ouvrage *Aux ordres du SAC* publié par les éditions Albin Michel en 1981.

les héritiers du poujadisme et les soutiens à l'Algérie française, courant auquel appartient Jean-Marie Le Pen, qui est désigné comme président afin d'offrir un visage respectable au parti. Malgré la présence de néonazis en son sein, l'orientation du FN est plutôt dès le départ national-populiste, car le parti doit être « le réceptacle de tous les mécontents » afin d'élargir son audience et de pouvoir remporter des élections.

Côté antifasciste, à chaque initiative d'ON, des groupes d'extrême gauche, en particulier la Ligue communiste (trotskiste), s'organisent, alors que beaucoup, en particulier les partis électoralistes, refusent de prendre en compte le danger que représentent les formations néofascistes, au prétexte de « ne pas leur faire de publicité ». Si les mouvements communistes, trotskistes et maoïstes repoussent souvent efficacement les attaques des mouvements nationalistes sur le terrain, ils ne reconnaissent pas la spécificité de l'extrême droite, et le fascisme est uniquement considéré comme le « bras armé de la bourgeoisie ». Le régime autoritaire du général de Gaulle est lui aussi considéré comme « fasciste », analyse facilitée par ses polices politiques et les nombreuses lois d'exception votées à cette époque. De plus, l'expérience des années précédentes et de l'anticolonialisme font que désormais le racisme est considéré comme un élément central du fascisme, et par conséquent l'antiracisme comme un vecteur de mobilisation.

Les années 1970 sont, pour l'extrême droite, celles de la traversée du désert pour les partis institutionnels, et celles d'un retour au terrorisme pour

sa frange radicale. Lors de sa première participation aux élections en 1973, le FN n'obtient que 1,32 % des suffrages, entraînant une grave crise interne, d'autant qu'Ordre nouveau est dissous au même moment. Jean-Marie Le Pen profite de la situation pour faire le ménage en virant deux des fondateurs d'ON du bureau national du FN*. L'un, Alain Robert, fonde alors le Parti des forces nouvelles (PFN), dont la spécificité est une stratégie d'entrisme dans les partis de la droite classique**. Stratégie d'alliance avec la droite pour le PFN ou auberge espagnole de l'extrême droite pour le FN, dans les deux cas, c'est l'échec, si bien qu'à l'élection présidentielle de 1981, aucun des deux partis n'est en mesure de présenter un candidat. Le GUD, qui s'était rapproché du PFN, s'autodissout cette année-là. À la même période, le terrorisme ouvertement néonazi fait son apparition, avec plus de 100 attentats attribués à l'extrême droite pour la seule année 1980 (assassinats d'Henri Curiel et de Pierre Goldman, attentats à l'explosifs contre des foyers de travailleurs immigrés, des locaux syndicaux, des librairies, etc.) : en réaction, le 7 octobre, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre

* Mais cela ne signifie pas que le FN soit moins radical : en 1974, François Duprat revient au FN et devient l'éminence grise de Le Pen, développant des idées nationalistes-révolutionnaires et tissant des liens avec les néonazis de la Fédération d'action nationale et européenne (Fane), jusqu'à son assassinat en 1978, dans des circonstances inexplicables.

** Aussi, en 1976, le PFN apporte son soutien au tout nouveau RPR de Jacques Chirac, qui en échange accorde quelques places aux cadres du PFN sur des listes électorales.

les peuples (Mrap) appelle à une très large manifestation unitaire regroupant des syndicats, des organisations antiracistes, des mouvements d'extrême gauche, des francs-maçons et aussi des représentants de la droite, préfigurant ce que sera l'antifascisme républicain des années 1980-1990.

4. QUEL ANTIFASCISME AUJOURD'HUI ? (1984-2023)

*Naissance de l'antifascisme autonome** (1984-1990)

Inexistante dans les urnes et réduite à la violence, l'extrême droite semblait à la fin des années 1970 condamnée à rester à la marge. Les décennies suivantes montreront malheureusement le contraire : plusieurs éléments expliquent cette renaissance.

Sur le plan idéologique, le Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (Grece), qu'on désigne sous le nom de « Nouvelle Droite », développe à la fois un discours métapolitique et de nouveaux concepts destinés à réhabiliter la pensée nationaliste de droite, en particulier en la dépoussiérant de façon à en donner une version à nouveau acceptable**. Un autre aspect de travail de la Nouvelle Droite est de créer des passerelles entre droite classique et extrême droite.

Lors d'élections locales en 1982 et 1983, le FN obtient ses premiers succès électoraux, en particulier à Dreux, où la liste FN obtient 16,7% aux municipales, fusionnant au second tour avec la liste de droite. Peu de temps après, le président socialiste François

* Sur toute cette période, nous conseillons vivement la lecture de l'ouvrage collectif *Comme un Indien métropolitain – Scalp 1984-1992*, éditions No Pasaran, 2005.

** Cf. chapitre 2, « une idéologie raciste ».

Mitterrand, élu en mai 1981, intervient auprès des chaînes de télévision publiques afin que Le Pen soit invité plus souvent, pour embarrasser la droite et faire diversion sur sa gauche, alors même que son gouvernement vient de renoncer à « changer la vie* » en mettant en place dès 1982 un premier plan d'austérité.

Si des incidents opposent déjà antifascistes et militants FN lors des élections, il faut attendre 1984 pour qu'une véritable riposte ait lieu lors d'une venue de Le Pen à Toulouse**, où des militant·es antinucléaires et libertaires ont l'idée de créer une structure éphémère pour rassembler, en marge d'une manifestation unitaire appelée par le Parti socialiste (PS) et le PCF, toutes les personnes décidées à en découdre avec le FN : c'est la naissance du Scalp, pour Section carrément anti-Le Pen. Tandis que la veille plusieurs kilos d'explosifs ravagent la salle qui devait accueillir Le Pen, le 5 juin, environ 400 personnes refusent la « manif-promenade » et se dirigent avec détermination vers le lieu du meeting. Ce succès relatif amène les militant·es toulousain·es à récidiver l'année suivante, toujours sous le nom de Scalp : le phénomène s'étend aussi à d'autres villes où l'on voit apparaître des groupes antifas autonomes qui reprennent souvent

* Tel était le slogan de campagne du Parti socialiste pour l'élection présidentielle de 1981.

** Ce n'est pas par hasard que cet épisode se déroule à Toulouse, qui est une ville chargée d'histoire antifasciste, où se sont réfugié·es les exilé·es espagnol·es qui avaient combattu le franquisme. Certain·es avaient participé en Espagne à des actions armées contre la dictature, par exemple au sein des Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (Gari).

le nom Scalp mais se présentent aussi sous d'autres acronymes (Crafar à Lille, Reflex à Paris, Claf à Marseille, etc.). Au même moment, en 1984, apparaît le mouvement SOS Racisme, largement subventionné et médiatisé, dont l'antiracisme moral veut éclipser la lutte politique menée l'année précédente par les jeunes issues de l'immigration au sein de Convergence 84 et lors de la Marche pour l'Égalité*, qui réclame une véritable égalité des droits et une nouvelle citoyenneté pour les immigrés et leurs descendants.

Malgré tout, le FN parvient à intégrer la vie politique : en 1986, à la faveur du scrutin à la proportionnelle, il envoie 36 députés à l'Assemblée, six régions sont dirigées par la droite alliée avec le FN, et Jean-Marie Le Pen annonce son intention de se présenter à l'élection présidentielle de 1988. Le FN est pourtant toujours perçu comme un épiphénomène, réductible à une simple réaction face à la gauche au pouvoir**. Mais pour les antifascistes, le FN représente une force en devenir, à la différence du poujadisme des années 1960, car il a acquis, tant d'un point de vue théorique (avec l'apport de la Nouvelle Droite) que politique (en réunissant différents courants) une base solide qui lui permet de se positionner comme une force politique neuve.

Ses idées en matière d'immigration et de sécurité sont aussi reprises par la droite revenue aux affaires

* L'histoire est racontée en détail dans l'ouvrage collectif de Convergence 84, *La Ruée vers l'égalité*, Mélanges, 1985.

** Alors même que la montée du FN correspond à l'abandon par la gauche de tout projet de transformation économique et sociale au profit du dogme libéral.

en 1986, en particulier par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, un ancien du SAC, au nom de « la lutte contre le terrorisme ». Les « bavures* », des crimes sécuritaires racistes dont les victimes sont quasiment toutes d'origine immigrée et les auteurs des policiers, se comptent alors par dizaines.

Dans le même temps, de nombreux groupes et groupuscules fascisants ou néonazis sont également responsables de multiples agressions, parfois mortelles. Jean-Marie Le Pen enchaîne les provocations antisémites pour occuper l'espace médiatique, avec sa sortie sur les chambres à gaz, « point de détail de l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale** » ou son jeu de mots « Durafour crématoire*** ». Enfin, si les premiers skinheads et les premiers groupes de oi!**** sont apparus en France à la fin des années 1970, cette contre-culture passe, au milieu des années 1980, à

* L'exemple le plus tristement célèbre est celui de Malik Ousseki, tué à Paris par des policiers à moto lors du mouvement étudiant de 1986.

** Le 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen est invité au Grand Jury RTL-Le Monde. Interrogé sur les thèses négationnistes selon lesquelles les chambres à gaz n'auraient jamais existé, il déclare : « Je n'ai pas étudié spécialement la question, mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. » Il répétera à peu près les mêmes propos en 1997 lors d'une conférence de presse en Allemagne et en 2009 au Parlement européen.

*** En 1988, lors de l'université d'été du Front national, Jean-Marie Le Pen se moque de Michel Durafour, un ministre qui s'inquiète de la progression du FN : « Monsieur Durafour crématoire, merci de cet aveu. »

**** Sur ce style musical, voire « Honnie soit la oi ! Histoire d'une forme musicale de protestation sociale », sur le site Fragments du Temps présent (tempsresents.com).

l'extrême droite* dans sa grande majorité, en particulier sous l'influence de Serge « Batskin » Ayoub qui tente de la structurer politiquement, à travers le Klan puis les Jeunesses nationalistes révolutionnaires.

Face à cette résurgence de l'extrême droite sous toutes ses formes, les groupes autonomes antifascistes, Scalp ou autres, se réunissent en octobre 1987 dans une Coordination nationale antifasciste (Cnaf). Cette nouvelle mouvance antifasciste croise la route du mouvement dit du « rock alternatif** », avec lequel elle partage la volonté d'être autonome et l'expression d'une certaine rage contre la société. C'est aussi l'époque où des groupes de jeunes redskins*** s'organisent pour « donner la chasse » aux skins d'extrême droite.

Les groupes antifascistes réunis au sein de la Cnaf sont principalement centrés sur l'activisme, ce qui entraîne rapidement un essoufflement du mouvement. En 1989, la Cnaf publie un appel dans lequel elle souligne que « c'est l'abandon des valeurs progressistes, d'égalité, de justice qui est à l'origine de la montée du FN », ce qui appelle « une reconquête sociale et politiques contre les idées et pratiques sécuritaires et libérales ». Mais les deux initiatives lancées dans ce sens (la série de concerts « Geronimo » et la campagne « Pour une Europe ouverte et solidaire ») n'ont pas le succès espéré...

* Dans les chansons de certains groupes de Rock Against Communism (RAC) comme les Evil Skins, on passe du simple trip « bière et baston » au néonazisme.

** Cf. chapitre 8, « Antifascisme et musique ».

*** Cf. chapitre 8, « Antifascisme et tribus urbaines ».

*L'ère des réseaux antifascistes
(1991-2002)*

Si la Cnaf disparaît au début des années 1990, par défaut de coordination et manque d'organisation, la volonté de construire un courant antifasciste autonome reste intacte et le réseau No Pasaran est créé en 1992. En mai 1990, à la suite de la profanation du cimetière juif de Carpentras*, un appel contre le fascisme de 250 personnalités est lancé, intitulé « Le temps de la contre-offensive est venu », qui se place dans la continuité de l'antifascisme d'avant-guerre et dans une stratégie de front unique. De cet appel émerge un an plus tard le mouvement Ras l'Front, au sein duquel on retrouve principalement des militants de partis d'extrême gauche, en particulier de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Peu de temps après, le PS tente, de son côté, en créant le Manifeste contre le Front national, une OPA sur ce mouvement antifasciste républicain naissant, le poussant dans sa logique ultime en faisant de l'adhésion au PS la seule riposte possible à la montée du FN. Ainsi, tout au long des années 1990, coexistent trois visions de l'antifascisme :

– l'antifascisme « radical » (autonome) porté par le réseau No Pasaran : il analyse la montée de l'extrême

* Dans la nuit du 8 au 9 mai 1990, à Carpentras, 34 sépultures juives sont profanées, un corps sorti d'une tombe : dans la semaine, des manifestations contre l'antisémitisme et l'extrême droite ont lieu un peu partout. Alors que certains, dont l'avocat Gilbert Collard, tentent de faire croire que les responsables seraient des adeptes de jeux de rôle, les auteurs sont finalement identifiés et arrêtés, il s'agit de cinq néonazis.

droite comme une conséquence du système capitaliste et refuse de considérer les élections comme unique solution pour la contrer; il envisage la lutte à la fois contre toutes les formations nationalistes, qu'il harcèle sur le terrain, et contre l'État français qui reprend à son compte les propositions du FN;

– l'antifascisme frontiste de Ras l'Front : tout en reprenant certaines analyses de l'antifascisme radical sur la responsabilité du capitalisme dans la montée du FN, cet antifascisme propose un vaste front de lutte de toute la gauche contre le FN, en combinant travail de terrain dans le domaine social et soutien aux partis de gauche lors des élections ;

– l'antifascisme électoraliste du Manifeste contre le FN et de SOS Racisme : cet antifascisme ne propose qu'une lutte électorale contre le FN, par un vote systématique pour la gauche et le PS. Il est favorable au « front républicain », c'est-à-dire à l'alliance gauche-droite contre le FN, posant ce dernier en mal absolu et refusant d'analyser la pénétration de ses idées dans les propositions des autres structures politiques.

L'antifascisme devient aussi « à la mode » : c'est alors un outil de promotion pour certain·es (journalistes, politologues, artistes) qui voient là une façon de s'assurer un succès médiatique à peu de frais.

Malgré cela, le Front national connaît à cette période ses meilleures années, que ce soit sur le plan électoral ou par rapport à son appareil militant. C'est une véritable machine de guerre, avec un service d'ordre composé en grande partie d'anciens professionnels de la sécurité,

mais surtout avec de nombreux militant·es capables de se mobiliser pour n'importe quel événement. Son implantation locale s'est renforcée, surtout dans le Sud-Est : aux municipales de 1995, le parti emporte les mairies de Vitrolles, de Toulon, d'Orange et de Marignane. La même année, le 21 février, Ibrahim Ali, 17 ans, est tué par des colleurs du FN à Marseille*, et le 1^{er} mai à Paris, des skinheads venus pour la manif du FN tuent Brahim Bouarram** en le jetant dans la Seine. Le Pen, lui, continue ses provocations, par exemple lorsqu'il déclare en 1996 : « Oui, je crois à l'inégalité des races, c'est évident***. »

En 1995, le FN fait 15 % et la droite revient au pouvoir : la « gauche » lance alors des « comités de vigilance » et se pose en championne de la défense de la démocratie, afin de provoquer des dissensions au sein de la droite sur de possibles alliances avec le FN. En décembre 1995, la France connaît un mouvement social de grande envergure : le FN condamne ces grèves et tente de mettre en place des syndicats frontistes, en particulier à la RATP et dans la police... La riposte antifasciste est sur les deux fronts : le réseau No Pasaran participe activement au mouvement, en particulier dans la rue, tandis qu'au sein de Ras l'Front est créé Visa (Vigilance et

* lahorde.samizdat.net/21-fevrier-1995-Ibrahim-Ali-tue-par-des-colleurs-d-affiche-du-FN

** lahorde.samizdat.net/il-y-a-25-ans-brahim-bouarram-est-tue-lors-de-la-manif-du-fn-du-premier-mai-a-paris

*** Déclaration de Jean-Marie Le Pen à l'université du FN à la Grande-Motte, le 30 août 1996.

initiatives syndicales antifascistes), un outil de formation à destination des syndicats pour lutter contre l'implantation du FN dans le monde du travail.

Aux élections législatives anticipées de mars 1997, près de 100 triangulaires (un candidat de gauche, un de droite et un FN) servent majoritairement la gauche : l'épouvantail Le Pen sert de ferment unitaire en faisant taire toute voix discordante sur les politiques menées. Les antifascistes de No Pasaran refusent de participer à ce qu'ils qualifient de « mascarade électorale » et sont ainsi souvent accusés de « faire le jeu du Front national ».

Quoi qu'il en soit, le travail de terrain mené par les collectifs locaux, Scalp ou Ras L'Front, a souvent porté ses fruits, et quelques opérations font mal au FN : banderole « non au fascisme » le 1^{er} mai 1995 au moment du discours de Le Pen (Ras l'Front), torpillage du voyage de Le Gallou au Québec en 1994 (Reflex), blocage du train FN pour Carpentras en 1995 (Ras l'Front), murage de la librairie d'extrême droite l'Encre en 1997 (Scalp), attentats contre les locaux du FN (FTP)... Ce travail de terrain, cette lutte continue et parfois violente sur les marchés et dans les quartiers, permet aux militant·es des différents groupes de travailler ensemble et fait reculer le FN sur le terrain, à défaut de le faire dans les urnes.

Le congrès du FN à Strasbourg en mars 1997 est un moment charnière à plusieurs niveaux. À l'extérieur, une très large manifestation rassemble près de 50 000 personnes, et regroupe toutes les tendances de l'antifascisme, des électoralistes aux autonomes.

Alors que la manifestation se déroule plutôt paisiblement, le service d'ordre du FN, le DPS, casqué et armé comme des CRS, charge les contre-manifestants et utilise des fausses cartes de police pour effectuer des contrôles. À l'intérieur, si Jean-Marie Le Pen est réélu président (il n'y a pas d'autre candidat), Bruno Mégret arrive en tête des votes pour l'élection au bureau politique.

En 1998, Le Pen agresse une élue socialiste à Mantes-la-Jolie lors d'une contre-manifestation antifasciste, à la suite de quoi il est déclaré inéligible. Mégret aurait dû ainsi logiquement se retrouver tête de liste aux européennes, mais Le Pen impose sa femme Jany, novice en politique. Le FN impluse et se déchire durant des mois, le plus souvent devant les juges, pour l'emploi du nom ou des locaux, qui restent finalement au camp Le Pen. La fin des années 1990 marque ainsi la fin de l'hégémonie du FN sur l'extrême droite française.

*L'antifascisme se relocalise
(2002-2010)*

En 1999, la scission au sein du Front national ainsi que sa baisse d'audience momentanée sont vécues comme des victoires par bon nombre d'antifascistes, ce qui entraîne un relâchement généralisé. Les comités de vigilance disparaissent, les médias décident de ne plus parler de l'extrême droite, le réseau Ras l'Front se délite. Alors que peu d'entre eux avaient prévu le divorce Le Pen et Mégret, la plupart prédisent la

disparition à terme de l'extrême droite française telle qu'elle existait depuis la fin des années 1980. Trop rapidement enterré, le FN se réorganise, et une redistribution du pouvoir en interne permet de lentement faire face au chaos qui suit la scission. Les partis de gouvernement oublient momentanément l'extrême droite tout en poursuivant leur politique, souvent de la manière la plus réactionnaire. Seules celles et ceux qui avaient appréhendé le phénomène de l'extrême droite dans sa globalité restent en éveil : l'extrême droite radicale n'a pas été ralentie dans ses activités par la scission frontiste et, face à elle, les antifascistes autonomes sont restés mobilisés, malgré une crise interne au sein du réseau No Pasaran.

Lors de l'élection présidentielle de 2002, la présence au second tour de Jean-Marie Le Pen crée la surprise, et le candidat de la droite, Jacques Chirac, est présenté comme le seul rempart contre le fascisme et est élu avec 82 %, du jamais vu sous la V^e République. L'hystérie collective anti-FN qui secoue la France entre les deux tours retombe comme un soufflé. Chirac et son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, n'ont cessé de briser toute contestation, la droite « décomplexée* » radicalise ses politiques en matière de sécurité intérieure et d'immigration. Après les attentats du 11 septembre 2001, le fantasme de l'insécurité couplé à la menace terroriste permet toutes

* Le 6 avril 1998, Nicolas Sarkozy, alors secrétaire général du RPR, déclare au *Figaro*, à propos des électrices et électeurs de droite : « Pour retrouver leur confiance, il nous faut à nouveau tenir un discours de droite, qui ne soit pas outrancier, mais décomplexé. »

les dérives sécuritaires, en particulier quand Sarkozy devient le nouveau président de la République en 2007. Le discours raciste et essentialiste de l'extrême droite est également recyclé par la droite au pouvoir, avec la création d'un ministère « de l'immigration et de l'Identité nationale ». Face à cela, l'antifascisme républicain peine à muter en « anti-sarkozysme » : il paye sa volonté passée d'opposer le « fascisme » du FN aux partis « républicains » de gauche comme de droite.

Si, dans ce contexte, le FN a du mal à retrouver, pour un temps, une place dans le paysage politique, l'extrême droite extraparlamentaire connaît un regain de vigueur, en faisant preuve d'une certaine modernité. Les Identitaires, apparus en 2002*, dépoussièrent le folklore nationaliste et lancent des campagnes médiatiques (dont la fameuse « soupe au cochon** »), renforcées par une utilisation forcenée d'Internet. On voit aussi des groupes nationalistes s'allier avec des militants en perdition venus de la gauche, comme Dieudonné*** qui bascule dans l'antisémitisme le plus

* En 2002, Fabrice Robert et Christian Bouchet sont élus au conseil national du Mouvement national républicain (MNR). En avril, Bouchet est écarté de la direction d'Unité radicale (UR) par Fabrice Robert et Philippe Vardon. Pour la manifestation du 1^{er} mai, Bruno Gollnisch, n° 2 du FN, contacte UR pour les intégrer au service d'ordre. Le 14 juillet, Maxime Brunerie, militant du MNR et d'UR, tente de tuer Jacques Chirac : UR est dissoute, pour réapparaître quelques semaines plus tard sous le nom de Bloc identitaire.

** Il s'agissait d'une soupe populaire, mais avec des plats uniquement à base de porc, pour en exclure les juif-ves et le musulman-es. Le cochon devient à cette période un symbole du combat islamophobe.

*** BRIGANTI M., DÉCHOT A., GAUTIER J-P., *La Galaxie Dieudonné*, Syllepse, 2011.

crasse, ou Riposte laïque qui développe une islamophobie pathologique. Alain Soral* offre à tout ce petit monde une plateforme pour s'exprimer, Égalité et Réconciliation, créée en 2007. On note également chez les nationalistes la volonté de s'implanter localement : on voit ressurgir, en particulier en milieu rural, des groupes informels, peu ou pas structurés, qui rassemblent autour d'un « ancien » de jeunes militants qui, par leur violence, représentent une véritable nuisance.

Face à eux, des groupes antifascistes (les Voraces à Lyon, la Faction Est à Nancy, les Scalp de Besançon, Dijon, Mulhouse et Lille, les Redskins de Limoges, l'UAT à Toulouse, le O'Bundies puis le collectif Nosotros à Marseille...) reprennent du terrain dans leur ville et territoire. En effet, si l'époque est celle des contre-sommetts**, au sein desquels les antifascistes sont très investies***, cette stratégie spectaculaire de contestation anticapitaliste globale fait progressivement place à un retour au local, en ville, avec la volonté de s'ancrer dans les quartiers, en milieu rural avec les zones à défendre (ZAD)**** contre les grands projets inutiles. Dans un cas comme dans l'autre, l'idée est de vivre des expériences

* « Alain Soral ? un poseur, un imposteur », La Horde, 9 juillet 2013.

** Mobilisations massives internationales contre les rencontres des chefs d'États des pays les plus riches.

*** En 2009, des milliers d'antifas radicaux sont mobilisés contre le sommet de l'OTAN à Strasbourg, et les antifas locaux organisent le village antiautoritaire, tandis que plusieurs groupes s'engagent dans la construction d'une coordination internationale antiautoritaire.

**** La première et plus célèbre est celle créée contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes. Collectif Sudav, *C'est quoi c'tarmac ?*, éditions No Pasaran, 2011.

de vie collective et d'autogestion. Souvent basés sur un noyau affinitaire, proches de la scène contre-culturelle (comme le RASH, créé en 1999), parfois venus du stade (comme l'Action antifasciste Paris-banlieue, créée en 2007), ces groupes allient dans leur pratique confrontation directe avec l'extrême droite et travail de recherche sur les groupes nationalistes locaux, en particulier sur Internet. Ces groupes sont également très investis dans les mouvements sociaux de cette période et se rapprochent dans ces occasions du milieu autonome.

C'est aussi à partir de 2003 qu'un rendez-vous annuel est lancé à tous les antifascistes radicaux le 9 mai, pour se mobiliser contre la manifestation qu'organisent différents groupes de l'extrême droite radicale à cette date depuis 1995. Plus qu'une simple réaction à la manif des fachos, cette mobilisation unitaire antifasciste est l'occasion de rassembler les différentes forces antifascistes (Scalp, CNT, Ras l'Front, libertaires, etc.), et de montrer à l'extrême droite que la rue ne lui appartient pas.

Les principales difficultés rencontrées par ces groupes antifascistes sont la non-reconnaissance de l'antifascisme comme terrain de lutte politique, la réduction du travail antifasciste à celui de vigiles de l'extrême gauche et leur manque de coordination.

*L'apparition de la figure de « l'antifa »
(2011-2017)*

En janvier 2011, Marine Le Pen prend la présidence du Front national et lance son opération de

« dédiablement » : le FN revient sur le devant de la scène et occupe à nouveau l'espace médiatique*, non plus en provoquant, mais en se normalisant. S'appuyant sur l'échec programmé de la droite au pouvoir, il se pose plus que jamais en ultime recours. Marine Le Pen se débarrasse de tous ceux et celles qui pourraient s'opposer à elle ou dont les positions trop radicales pourraient la gêner** : la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 est lancée avec une équipe renouvelée.

Ce « nouveau » FN a perdu en identité politique et en structure militante de terrain ce qu'il a gagné dans les urnes : jamais le FN n'aura été aussi faible dans la rue*** que depuis qu'il explose ses résultats électoraux. Face à cette mutation, les antifascistes autonomes sont assez démunies, car l'ennemi n'est quasiment plus présent physiquement mais seulement médiatiquement et électoralement ; pour l'anti-

* On note à l'époque une complaisance singulière des grands médias, qui voient dans ce sang « neuf » la preuve de la modernisation du parti d'extrême droite.

** Dans les mois qui suivent son arrivée à la tête du FN, elle et son équipe font la chasse aux soutiens de Bruno Gollnisch, son concurrent à la présidence du parti, jugés trop radicaux. Ainsi, Alexandre Gabriac, membre de l'Œuvre française, est exclu du FN à la suite de la parution de photos le montrant effectuant le salut fasciste. En juillet, Yvan Benedetti, chef de Jeune Nation, membre de l'Œuvre française et soutien de Bruno Gollnisch, est exclu à son tour. Certains avaient anticipé ces purges, comme Carl Lang, ex-n° 2 du parti qui, en 2009, quitte le FN pour créer le Parti de la France.

*** À titre d'exemple, le FN rassemblait dans les années 1990 environ 30 000 personnes lors de sa manifestation du 1^{er} mai à Paris : c'est dix fois moins en 2012 et, à partir de 2017, cette manifestation pourtant historiquement très importante est carrément abandonnée.

fascisme «républicain», la banalisation de sa présence dans les médias ainsi que la surenchère de la droite sur les questions de sécurité et d'immigration en font plus que jamais un parti en apparence comme les autres. Les mobilisations anti-FN deviennent rares et ne mobilisent pas les foules : à peine 2 000 personnes à Tours lors du congrès du FN en 2010, quelques centaines lors des rassemblements qui ont été organisés ici et là lors des campagnes électorales de 2012.

Dans le même temps, l'extrême droite radicale semble retrouver une certaine vigueur. Autour des Identitaires d'abord, de Troisième Voie de l'ex-leader skin des années 1980 Serge Ayoub ensuite, puis au sein des Jeunesses nationalistes de l'Œuvre française, les jeunes fachos veulent reprendre la rue, se regroupent et arrivent à faire parler d'eux*, surfant principalement sur la vague de l'islamophobie qui s'est développée non seulement à l'extrême droite mais plus largement dans la société française. Face à eux, les groupes antifascistes autonomes continuent de se mobiliser, comme en 2010 à Chauny** ou à Lyon, où 2 000 personnes défilent contre les violences fascistes répétées dans cette ville. L'antifascisme contemporain arrive à un moment crucial de son histoire : après l'émergence dans les années 1980, la consécration dans les années 1990, la traversée du désert des années 2000, il lui faut retrouver un nouveau souffle.

* Là encore, avec le soutien actif de journalistes, comme le montre l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers par Génération identitaire en 2012.

** www.dailymotion.com/video/xcs84r

C'est à ce moment-là qu'un drame frappe les antifascistes, qui secoue la société : la mort de Clément Méric, un jeune syndicaliste antifasciste, tombé sous les coups de militants de Troisième Voie le 5 juin 2013 à Paris*. Soudainement, on redécouvre la violence de l'extrême droite et l'existence d'antifascistes qui s'y opposent. Si, dans un premier temps, l'émotion domine et l'extrême droite est montrée du doigt, très rapidement, une grande partie du monde médiatique et politique renvoie dos à dos fascistes et « antifas » dans un « rejet des extrêmes », qui à la fois dépolitise le combat antifasciste en le réduisant à une histoire de bandes et le dénigre en l'assimilant à un simple prétexte pour l'action violente. L'Action antifasciste Paris-banlieue (AFA), le groupe de Clément, se retrouve sous les projecteurs et devient, malgré elle, l'incarnation du mouvement antifasciste tout entier.

Alors qu'au printemps 2016, des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue contre la loi Travail, les autonomes, qui défilaient généralement en fin de cortège, se placent cette fois devant et sont rejoint·es par d'autres manifestant·es, souvent jeunes, parfois antifas, qui ne veulent plus se retrouver coincé·es dans les cortèges syndicaux : c'est le « cortège de tête », devenu depuis une pratique habituelle des mouvements sociaux. La répression qui touche le mouvement sensibilise à la question de la violence de l'État et de sa police, mais aussi à celle de son racisme, dénoncés

* COLLECTIF, *Clément Méric, Une vie, des luttes*, Libertalia, 2023.

l'une et l'autre avec une nouvelle vigueur* par les antifascistes.

Cela suffit pour que l'amalgame entre autonomes, antifas et « black bloc** » se fasse. Certain·es, généralement à l'extrême droite mais pas seulement, désignent ainsi les « antifas » comme une nouvelle menace « pour la démocratie », ennemis de « la liberté d'expression » et « délinquants ultraviolents » agressant les nationalistes ou la police (*cf.* chapitre 10). Bien que les modes d'action et d'apparition des groupes antifascistes locaux à travers le pays soient très variés, dans l'imaginaire collectif, c'est la figure d'un jeune homme tout en noir, le visage dissimulé, uniquement là pour la confrontation physique, qui incarne désormais l'antifascisme.

Ainsi caricaturé, ce dernier n'a d'autre choix que de faire preuve de pédagogie pour répondre à ces simplifications. En 2012, des militant·es de différents horizons lancent le collectif La Horde, afin d'une part de continuer à dénoncer les agissements des nationalistes, et d'autre part de donner de la visibilité et des outils aux groupes antifascistes de terrain et à tout·e individu·e qui voudrait lutter contre l'extrême droite.

* Ainsi, l'AFA Paris-banlieue et le Groupe antifasciste Lyon et environs (Gale), entre autres, tissent des liens étroits avec divers collectifs de soutien aux familles des personnes tuées par la police, quasiment toutes issues de l'immigration.

** Ce qui n'est qu'une pratique (décrite au chapitre 6) devient, dans les médias, une façon de désigner celles et ceux qui l'utilisent.

Quel antifascisme aujourd'hui ?
(2017-2024)

À l'élection présidentielle de 2017, pour la deuxième fois de son histoire, le Front national parvient à se qualifier pour le second tour, mais, en dépit d'un score honorable (34%) et malgré une campagne assez offensive en direction de l'électorat de gauche avec un discours prétendument social, Marine Le Pen échoue face à l'ultralibéral Emmanuel Macron. Le FN avait pourtant présenté sa victoire, annoncée longtemps à l'avance, comme inévitable : la déception entraînée par la défaite, et plus encore par la contre-performance de Marine Le Pen lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours, a plongé le milieu frontiste dans une crise de confiance. En réponse, en juin 2018, le Front national change de nom pour devenir le Rassemblement national (RN), comme un appel à se retrouver autour de Marine Le Pen*.

Mais c'est désormais à droite que les voix lui manquent. Or la patronne du RN n'incarne pas la fameuse union des droites, que des personnalités comme Robert Ménard pensent ne pouvoir être faite qu'en dehors des partis. Dans le prolongement de la Manif pour tous**, tout un courant néoconservateur et réactionnaire

* Ce n'est pas la première fois que Marine Le Pen joue la carte du rassemblement autour de sa personne : en mai 2012, il y avait déjà eu le Rassemblement bleu marine (RBM), une coalition politique à vocation électorale destinée à rassembler des militant·es et sympathisant·es hors du FN pour les législatives de juin.

** Mouvement social de droite homophobe qui s'est opposé à la loi dite du « Mariage pour tous » de 2012 à 2013, et qui a prolongé les années suivantes ses activités, en particulier contre la PMA.

cherche à déborder le RN sur sa droite, d'abord par le développement de nouveaux médias (la revue *L'Incorrect*, le site Causeur...) et l'appui de l'empire médiatique de l'homme d'affaires Vincent Bolloré (en particulier les chaînes de télé C8 et CNews), puis la mise en avant de personnalités comme Marion Maréchal ou le polémiste islamophobe Éric Zemmour. Ce dernier, qui pense son heure venue et la France à l'unisson de ses propos outrageusement racistes et sexistes, tente sa chance à l'élection présidentielle de 2022, mais probablement de façon un peu prématurée puisqu'il ne recueille que 7% des suffrages alors qu'il se voyait déjà à la tête du pays. La plupart des formations d'extrême droite, y compris les plus radicales, ainsi que des personnalités dont certaines ont même quitté le RN pour le suivre l'avaient pourtant soutenu, et pour beaucoup la déception est brutale.

De son côté, fort de son résultat à la présidentielle et surtout aux législatives (le RN obtient 89 sièges de députés), le parti de Marine Le Pen cherche encore à se renouveler. Jordan Bardella, porte-parole du FN puis du RN de 2017 à 2019, tête de liste aux élections européennes, devient à 27 ans le nouveau président du mouvement, Marine Le Pen préférant conserver son indépendance dans la perspective de la présidentielle de 2027, tout en gardant un contrôle effectif du parti. Mais Éric Zemmour n'a pas dit son dernier mot et tente d'exister politiquement en lançant son propre mouvement politique, Reconquête!, encore trop jeune pour qu'on puisse savoir de quoi sera fait son avenir.

Par ailleurs, la période est traversée par des mouvements sociaux d'un nouveau genre. Le mouvement

des Gilets jaunes* (2018-2019) questionne les anti-fascistes : faut-il participer à un mouvement hybride et parfois confus mais qui bouscule les habitudes et porte en lui un fort désir de justice sociale ? Beaucoup font le choix d'en être, ce qui conduit à l'échec de l'extrême droite à participer massivement au mouvement et à le faire basculer de son côté. En revanche, les nationalistes réussissent à trouver leur place dans les mobilisations contre le pass sanitaire (2021-2022), où leurs discours complotistes voire antisémites sont relativement bien tolérés. Dans les deux cas, de petits groupes nationalistes profitent de ces mobilisations pour agresser des manifestant·es, et rapidement des groupes antifascistes répliquent pour assurer la sécurité des cortèges, tandis que d'autres refusent d'y participer pour les raisons évoquées plus haut.

Pour ces groupuscules fascistes, c'est aussi l'heure des dissolutions : après celle de Troisième Voie et de l'Œuvre française en 2013, c'est au tour du Bastion social en 2019, de Génération identitaire et de l'Alvarium en 2021, des Zouaves en 2022 et de Bordeaux nationaliste en 2023. L'État peut ainsi, à moindres frais, donner l'illusion de lutter contre l'extrême droite, alors que ces dissolutions s'inscrivent davantage dans une politique de lutte contre « l'extrémisme » en général, puisque d'autres dissolutions frappent aussi des groupes antiracistes ou de gauche, y compris antifasciste (la Gale à Lyon). Ces dissolutions empêchent

* LE GALL Brice, TRAVERSE Lou et CIZEAU Thibault, *Justice et respect : le soulèvement des Gilets jaunes*, Syllepse, 2019.

certes des organisations nationalistes d'avoir pignon sur rue*, mais pas les violences d'extrême droite, qui continuent d'être perpétrées par des groupes informels, sans véritable ossature idéologique, souvent en lien avec des hooligans venus (ou s'inspirant) du stade : les agressions ciblées sur des militant·es de gauche ou sur des personnes racisées, les attaques de cortèges lors de mouvements sociaux ou d'assemblées de lutte dans les facs sont devenues trop fréquentes pour pouvoir être ignorées.

Face à cette situation, l'antifascisme poursuit son activité, mais en ordre dispersé. De nombreux groupes antifas en France sont organisés sur un mode affinitaire, c'est-à-dire qu'il s'agit le plus souvent de personnes qui se connaissent déjà et qui agissent ensemble. Le principal avantage de ce mode d'organisation, c'est la sécurité et la confidentialité des échanges ; le principal inconvénient, c'est que le groupe se compose d'une poignée d'individu·es et qu'il n'est pas toujours facile de les rejoindre. Établir ici une liste des groupes antifascistes en activité n'aurait pas beaucoup de sens, car ces groupes apparaissent (et malheureusement disparaissent) souvent au gré des circonstances, et cette liste serait rapidement obsolète**. S'il n'y a plus de réseaux antifascistes

* Ce n'est même pas toujours le cas, comme le montrent les exemples de la Traboule à Lyon ou de l'Alvarium à Angers : les locaux sont toujours en activité et abritent les mêmes groupes qui ont juste changé de nom.

** Notre site propose une carte des groupes antifascistes locaux que nous essayons de tenir à jour : lahorde.samizdat.net/Groupes-antifascistes-en-France-2017

actuellement, des coordinations existent au niveau régional, et certains groupes de même sensibilité se retrouvent parfois : ainsi, il existe plusieurs groupes appelés Action antifasciste qui se rencontrent régulièrement. En 2018, un nouveau groupe antifasciste apparaît, qui se veut plus inclusif mais aussi plus médiatique : la Jeune Garde*, d'abord à Lyon, puis, au fil des années, dans quelques autres villes. Un des plus grands défis pour les années à venir sera certainement d'être capable de surmonter les querelles intestines, de trouver la voie de l'unité au sein d'un mouvement antifasciste autonome éparpillé, au-delà des divergences tactiques**.

* Le journaliste Sébastien Bourdon, dans son ouvrage *Une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence. Enquête sur les antifas* (Le Seuil, 2023) propose des portraits de militant·es de l'Action antifasciste et de la Jeune Garde.

** C'est d'autant plus crucial qu'au moment où nous envoyons le livre à l'imprimerie, le RN, fort d'un résultat historique aux élections européennes de juin 2024 (31,4% des suffrages), est favori aux élections législatives anticipées provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Emmanuel Macron, le soir même des résultats des élections européennes. Cette situation inédite bouscule les lignes, en particulier à droite, et nous empêche clairement, en l'état, de dire de quoi l'avenir pourrait être fait.

5. POURQUOI ÊTRE ANTIFASCISTE ?

Une lutte spécifique

La singularité de l'extrême droite, décrite au chapitre 2, réclame une lutte spécifique pour s'y opposer. Contrairement à ce qu'ont cru la plupart des communistes et socialistes européens de l'entre-deux-guerres face au fascisme ou au nazisme, ces mouvements n'ont pas été les derniers soubresauts réactionnaires d'une société capitaliste au bord de l'effondrement, annonçant une révolution à venir.

Au contraire de ce que pensaient bon nombre de médias et de partis institutionnels (mais aussi de mouvements révolutionnaires), l'émergence du Front national dans les années 1980 n'a pas été une anomalie politique temporaire, habituelle en temps de crise, puisque, sous le nom de Rassemblement national, il est aujourd'hui aux portes du pouvoir.

L'extrême droite occupe donc depuis cent cinquante ans un espace non négligeable du paysage politique, dans des proportions qui ont pu varier avec le temps. À travers des mouvements différents en apparence, mais qui se retrouvent tous sur le fond, elle est à l'offensive pour instaurer un ordre social basé sur des inégalités fondamentales, liées pour l'essentiel aux origines et au genre de ses citoyens.

Si l'on accepte de regarder cette réalité en face, on comprend bien la nécessité de développer des

outils de lutte antifascistes spécifiques pour enrayer la progression de l'extrême droite.

Les problèmes posés par l'antifascisme moral

Un des problèmes posés à l'antifascisme politique, c'est que c'est souvent sur le plan moral que l'extrême droite est dénoncée : assimilée au mal absolu, elle est désignée comme le camp de « la haine », de la bestialité et de la violence. Le poids des atrocités commises en son nom, Shoah en tête, peut bien entendu justifier ces qualificatifs et une réaction émotionnelle de la part de celles et ceux qui s'en indignent à juste titre. Mais en faisant du « fascisme » un signifiant moral davantage qu'une option politique, on ne se donne pas les moyens de le combattre efficacement. Car après tout, à chacun·e sa morale : les nazis étaient persuadés d'œuvrer pour le bien de l'humanité, les mouvements nationalistes actuels s'imaginent tous œuvrer en amoureux de la nation et en protecteurs du « peuple », du « pays réel ».

Or se placer sur le plan moral, c'est de fait se placer hors du champ politique : alors que c'est sur ce terrain qu'il faut attaquer l'extrême droite, d'autant plus qu'elle prétend souvent elle-même défendre « le bon sens » et non une idéologie bien définie. C'est aussi jouer davantage sur l'émotion que sur la réflexion, alors que notre antifascisme s'inscrit dans le cadre plus large d'une vision critique de la société.

Cette perspective morale sous-entend par ailleurs qu'il y aurait simplement deux camps : celui du mal

(l'extrême droite) et celui du bien (toutes celles et tous ceux qui s'opposent à elle). Or cette « diabolisation » de l'extrême droite (au sens où on l'associe à une figure maléfique) est sûrement la pire façon de refuser sa normalisation dans l'espace public (ce qui est pourtant totalement légitime), car c'est venir précisément sur son terrain. En effet, le manichéisme est structurel à l'extrême droite : l'opposition entre « les nôtres » et « les autres », les « nationaux » et les « mondialistes », l'injonction à choisir son camp, l'agitation du spectre de la guerre civile sont autant de leitmotifs de son discours. Si nous dénonçons les idées et les pratiques de l'extrême droite, c'est en tant que problème spécifique posé à celles et ceux qui défendent une vision égalitaire et émancipatrice de la société.

Il est enfin d'autant plus nécessaire de se démarquer de l'antifascisme moral que la lutte menée contre l'extrême droite est justement souvent présentée comme une lutte simpliste entre deux camps, comme s'il s'agissait un peu de « la politique pour les nuls ». Souvent avec mépris ou cynisme, c'est un reproche fait en particulier aux plus jeunes dont l'opposition à l'extrême droite est parfois la première forme de politisation. Or s'il est vrai que pour bon nombre d'entre nous, l'antifascisme a été une porte d'entrée dans l'engagement politique, cela ne nous a nullement empêché de nous former idéologiquement et de nous intéresser à des problèmes plus globaux, bien au contraire.

C'est là une façon très condescendante de hiérarchiser les luttes : la critique vise le plus souvent les

groupes spécialisés, considérés comme un peu primaires, sans grille d'analyse ni perspective politique. Dans les deux cas, ce genre d'appréciation dénote une vision bien étroite de l'antifascisme : autrefois l'apanage des « puristes » révolutionnaires, le mépris et la caricature de l'antifascisme sont aujourd'hui utilisés par l'extrême droite pour se refaire une virginité (cf. chapitre 10). Certains, même à gauche, tombent souvent dans le panneau...

D'autres sermonnent les antifascistes en leur expliquant qu'il y a des choses plus importantes : qu'il faut concentrer ses efforts dans la lutte contre le capitalisme, et plus particulièrement dans sa version néolibérale. Pourtant, dès 1815, les révolutionnaires ont dû faire face à deux menaces distinctes* : le républicanisme libéral d'une part et le retour à la monarchie traditionnelle d'autre part. Il n'en va pas autrement de nos jours : tout mouvement d'émancipation sociale doit à la fois affronter un néolibéralisme (souvent au pouvoir) de plus en plus autoritaire, comme on peut le voir en France depuis les années 2000, et contrecarrer les mouvements nationalistes réactionnaires qui cherchent à détourner à leur profit la misère et le désarroi.

Une lutte égalitaire, émancipatrice et solidaire

Lorsqu'elle est auto-organisée et autonome, la lutte antifasciste n'est pas qu'une lutte de résistance, mais aussi une lutte émancipatrice, non seulement

* BRAY Mark, *L'Antifascisme*, op. cit. p. 6.

parce que nous nous donnons les moyens de résister au climat de peur que veulent instaurer les groupes d'extrême droite, mais aussi parce que nous proposons des alternatives en actes aux fausses solutions du discours nationaliste et raciste. Les antifascistes, comme les militant·es des autres luttes pour une société plus juste, le font modestement, plutôt à travers des pratiques concrètes qu'en élaborant de grandes théories globalisantes. Cela n'empêche pas le mouvement de s'appuyer sur un ensemble de valeurs partagées.

Un antifascisme cohérent et politique doit ainsi défendre des positions qui reposent sur des valeurs radicalement opposées à celles de l'extrême droite, telles que nous les avons présentées au chapitre 2.

La première, c'est l'égalitarisme, c'est-à-dire l'idée qu'une société juste repose avant tout sur l'égalité de traitement, sur le plan politique, économique, social ou culturel, de chacun·e, quels que soient son origine, son genre, son âge ou tout autre critère. C'est bien entendu un horizon à atteindre, car la réalité des rapports sociaux montre au contraire que les discriminations et leur exploitation à des fins de domination, ainsi que l'enfermement dans des stéréotypes identitaires, sont monnaie courante dans le monde dans lequel nous vivons. C'est une chose de le constater, c'en est une autre de l'accepter voire de l'encourager comme le fait l'extrême droite. Nous, antifascistes, nous nous y opposons, et de cette position de principe découle un certain nombre de pratiques de solidarité, d'entraide et d'inclusion, que nous présentons en détail au chapitre 6.

La deuxième, c'est l'émancipation, c'est-à-dire l'idée qu'il est nécessaire de se libérer afin de pouvoir être soi-même parmi les autres, par opposition au repli sur soi nationaliste et à l'individualisme égoïste néolibéral. Pour cela, il faut se défaire de tout ce qui nous enferme, nous aliène et nous opprime : le patriarcat, le racisme, le capitalisme, l'État... Pas besoin d'attendre une hypothétique révolution pour s'émanciper : c'est un processus qui se développe ici et maintenant, à travers des pratiques concrètes de solidarité, d'acceptation et de respect des différences. Car pour s'émanciper, on a besoin des autres : faire que les autres aient les moyens d'être libres permet de pouvoir l'être soi-même. S'émanciper, enfin, c'est aussi s'affranchir des frontières qui nous enferment : l'internationalisme reste la meilleure réponse au nationalisme, et l'abolition des frontières, la libre circulation des personnes et le rejet des logiques de guerre sont des revendications indissociables de la lutte antifasciste.

La troisième, c'est la solidarité, c'est-à-dire l'idée que les humains, dans leur globalité, ont des intérêts communs et que la cohésion sociale repose sur l'entraide, la coopération et l'échange. C'est notre réponse non seulement au « darwinisme social* » défendu aussi bien par l'extrême droite que par l'ultralibéralisme, mais aussi au « chacun pour soi et l'État pour tous** »,

* Cette théorie considère comme « naturelle » la sélection des individus et comme bénéfique la défense des intérêts de groupes spécifiques et les conflits qu'elle engendre. L'expression est utilisée pour la première fois par l'anarchiste Émile Gautier dans son livre éponyme publié en 1880.

** La formule est empruntée au penseur anarchiste Pierre Kropotkine dans *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, publié en

en promouvant des solidarités horizontales. Être solidaire, ce n'est pas faire la charité, ce n'est pas faire preuve de générosité, ce n'est pas une attitude morale : c'est non seulement aider celles et ceux qui, victimes de discriminations et d'oppressions, ont besoin d'aide, mais aussi prendre conscience des différentes formes d'oppression, en particulier celles qu'on ne subit pas, et développer cette conscience au sein de la société.

De tout ce qui précède, nous pouvons déduire, s'il fallait absolument placer l'antifascisme sur l'échiquier politique, qu'il s'agit d'un mouvement intrinsèquement « de gauche » en ce sens qu'il repose sur une vision égalitaire des rapports humains, dans une perspective émancipatrice. Dans les faits, c'est de la gauche extraparlamentaire que la plupart des groupes antifascistes sont issus. L'extrême droite d'ailleurs ne s'y trompe pas et se définit contre la gauche : « La gauche incarne la révolte éternelle de certains contre l'état naturel de l'homme et de la société, et c'est pourquoi la mise en œuvre concrète de son idéologie débouche fatalement sur le chaos* . »

Antifasciste, donc anticapitaliste

Dans les années 1930, une fois le fascisme devenu incontournable, les sociaux-démocrates ont développé l'idée que, le socialisme étant la démocratie totale, la classe ouvrière devait soutenir la démocratie politique

1902, dans lequel il oppose le concept d'entraide à la loi du plus fort comme facteur de survie de l'humanité.

* Extrait de la brochure de Polémia, *500 mots pour la dissidence*, 2010.

en place : face au fascisme, il faudrait avant tout renforcer la démocratie et se contenter de réformer le capital. Cinquante ans plus tard, c'est sur ces bases que s'est construit un « antifascisme républicain » qui a réduit le combat contre le fascisme à une lutte pour la démocratie, escamotant la critique de l'État et du capitalisme.

De notre côté, nous pensons au contraire que l'antifascisme ne peut faire l'économie d'un positionnement clairement anticapitaliste. Ce système économique inégalitaire, à l'opposé des valeurs que nous défendons, s'est développé non seulement par l'exploitation de la force de travail du prolétariat, mais aussi en s'appuyant sur l'asservissement des femmes* et la domination coloniale**. Chaque jour, il participe au racisme et au sexisme qui minent la société, en exploitant les individu·es immigré·es sans papiers, en encourageant les discriminations à l'embauche et les inégalités salariales entre hommes et femmes.

Un antifascisme digne de ce nom justifie donc son combat par la défense de valeurs qui sont diamétralement opposées à celles de l'extrême droite et qui s'inscrivent dans un projet global de changement social. Aussi, les antifascistes autonomes se sont toujours investi·es dans différentes formes de résistance

* Cf. FEDERICI Silvia, *Le Capitalisme patriarcal*, La Fabrique, 2019. Le patriarcat a cependant une histoire plus ancienne que le capitalisme, et ne dépend pas de lui.

** Lire à ce propos l'article de Saïd Bouamama, « Capitalisme, colonialisme et esclavage » paru dans le n° 8 de la revue *Ballast* en septembre 2019.

au modèle capitaliste : implication dans des espaces sociaux, culturels et politiques* échappant aux logiques marchandes, participation aux mouvements sociaux contre l'exploitation capitaliste**, pratique de la gratuité et du prix libre...

Mais, dans le même temps, et pendant longtemps, les forces révolutionnaires ont refusé de reconnaître une autonomie politique au phénomène fasciste, considéré comme le stade final et nécessaire de la domination bourgeoise. Or l'extrême droite n'est pas la marionnette du grand capital : elle en est simplement l'allié objectif, car l'une comme l'autre cherchent à détourner les laissé·es-pour-compte de la société de leurs intérêts de classe et de véritables revendications émancipatrices.

Certain·es débattent pour savoir si le fascisme est le stade ultime du capitalisme, si le fascisme est le valet du capital, si le capitalisme est pire que le fascisme ou inversement. De notre côté, nous estimons simplement qu'il nous faut combattre les deux de front, comme les deux ennemis de la société égalitaire à laquelle nous aspirons. L'autoritarisme, le racisme d'État, l'esclavagisme capitaliste n'ont pas besoin

* On peut citer par exemple les centres autonomes en Allemagne, en Suisse ou dans les pays nordiques, les centres sociaux et les *palestra popolare* (gymnases populaires) en Italie, mouvement squat-okupa en Espagne, différents lieux autogérés en France...

** Les antifascistes ont été de tous les combats de résistance sociale : au sein des contre-sommets dans les années 2000, contre le CPE en 2006 ou la loi Travail en 2016, aux côtés des Gilets jaunes en 2018, pour la défense des retraites en 2010 et en 2023, pour ne prendre que quelques exemples des dernières décennies.

d'être fascistes pour être combattus ; l'extrême droite doit l'être tout autant, indépendamment du système dans lequel elle prospère ou de son rapport avec le grand capital.

Un mal nécessaire

Lutter contre l'extrême droite n'est pas toujours un choix délibéré : cela peut être une nécessité imposée par les circonstances. En effet, l'antifascisme est souvent une réaction d'autodéfense face à une menace qui peut être immédiate (des agressions physiques menées par des groupuscules nationalistes, par exemple) ou à venir (la perspective de voir un parti nationaliste de droite au pouvoir).

Le terme « menace » n'est pas ici utilisé à la légère. Quand l'extrême droite s'inscrit aux commandes, c'est dans un esprit de revanche : ce n'est pas par hasard si Zemmour a appelé son mouvement Reconquête ! L'avertissement est clair, surtout pour celles et ceux qui ne sont pas considéré·es comme faisant partie de la communauté nationale, immigré·es extra-européen·nes en tête : « Quand nous arriverons, ils partiront », clamait le Front national il y a quelques années, sur une affiche qui montrait un avion au décollage. Les militant·es du RN et de Reconquête ! attendent aussi de leurs leaders « qu'ils fassent le ménage » dans les rangs de leurs opposant·es : en 2017, Marine Le Pen avait déjà dans ses promesses de campagne la dissolution des « milices antifas ».

S'il peut donc exister une urgence antifasciste, l'activité locale de bon nombre de groupes antifas fluctue

au gré des circonstances : quand l'extrême droite reste à la niche, ils peuvent dégager du temps pour faire autre chose et s'investir dans des projets plus constructifs et gratifiants. Mais cela n'est possible qu'à condition de ne pas baisser la garde et de toujours garder un œil attentif sur les activités de l'extrême droite, même lorsqu'elles sont de basse intensité.

Nous entendons souvent : « Pourquoi perdre son temps à s'opposer à des groupuscules qui ne représentent qu'eux-mêmes ? » Or bien malin·e sera celui ou celle qui pourra dire de quoi l'extrême droite de demain sera faite. Le meilleur exemple nous a été donné récemment en Grèce dans les années 2010 avec le mouvement Aube dorée : ce petit mouvement néonazi fondé en 1993, dont le logo est une sorte de croix gammée et dont les militant·es aiment à prendre la pose le bras tendu, se présente aux élections pour la première fois en 2009 et obtient 2,9 % des suffrages, pour finalement entrer au Parlement trois ans plus tard et occuper 18 sièges, sans rien renier de ses convictions fascistes. En effet, alors même qu'Aube dorée s'institutionnalise, il organise la terreur dans les rues en mettant en place des milices pour harceler les immigré·es, et, le 18 septembre 2013, ses militants assassinent le rappeur antifasciste Pávlos Fýssas, dit Killah P.

Un autre exemple est celui de l'*alt-right* américaine : éparpillée en une multitude de groupuscules, de minipartis et de personnalités à l'audience parfois confidentielle, il a suffi d'un personnage comme Donald Trump, qui n'était pas lui-même une figure de l'*alt-right*, pour lui donner de la visibilité lors de

la campagne présidentielle : non seulement le mouvement s'est fédéré et développé, mais surtout il est devenu très influent sur les réseaux sociaux et dans les rues, où il a été responsable de nombreuses violences. Avec Mark Bray, nous pouvons dire que « les antifascistes ont conclu que, dans la mesure où le futur n'est pas écrit et que le fascisme émerge souvent de petits groupes marginaux, chaque groupe fasciste ou suprémaciste blanc devrait être traité comme s'il s'agissait de la centaine de *fasci* mussoliniens ou des 54 membres du NSDAP* ».

Antifascisme et mémoire

« Plus jamais ça » : ce slogan antifasciste bien connu rappelle que se mobiliser contre les dangers que représente l'extrême droite n'est pas une vue de l'esprit, mais une leçon du passé. À celles et ceux qui nous disent « on n'a jamais essayé », « il faut voir ce que ça pourrait donner » nous répondons : ouvrez un livre d'histoire du xx^e siècle qui ne soit pas écrit par Éric Zemmour.

Être antifasciste, c'est aussi lutter contre l'oubli, ce qui est d'autant plus difficile qu'avec le temps, les témoins directs disparaissent. L'extrême droite sait bien que le temps qui passe joue en sa faveur, que le consensus antifasciste d'après-guerre s'estompe : dès que, dans les mémoires, le courant politique qu'elle représente ne sera plus associé aux atrocités commises en son nom, elle pourra de nouveau défendre

* BRAY Mark, *L'Antifascisme*, *op. cit.*, p. 141.

ouvertement son projet inégalitaire. C'est pourquoi il lui faut réécrire l'histoire et faire oublier ce qui s'est passé. L'exemple le plus significatif est bien sûr celui du négationnisme, un projet politique antisémite qui, sous couvert de prétendues recherches historiques, d'une part nie la réalité de la volonté nazie d'exterminer de façon systématique les Juifs, et d'autre part affirme que la Shoah est une escroquerie montée au seul bénéfice de l'État d'Israël. Celles et ceux qui font la promotion du négationnisme cherchent ainsi d'une part à dédouaner l'idéologie raciste et nationaliste qui a mené à la Shoah, et d'autre part à faire des victimes les responsables. S'opposer à la falsification de l'histoire et à sa manipulation à des fins politiques est, dans cette perspective, un impératif antifasciste.

De plus, l'époque actuelle voue un culte à l'imédiateté et au flux continu d'informations, encouragé par nos pratiques numériques. Sur les réseaux sociaux, un événement chasse l'autre, et les victimes du jour sont oubliées le lendemain. C'est pourquoi il est essentiel, d'un point de vue antifasciste, d'avoir en tête un certain nombre de dates et d'événements (*cf.* chapitres 3 et 4) ou d'actes de résistance à la barbarie nationaliste, et de les faire connaître (*cf.* chapitre 6). Au-delà du souvenir, il s'agit aussi de jeter des ponts entre les différentes mémoires, aux antipodes de la concurrence mémorielle que certains attisent : c'est dans cet esprit qu'un collectif comme Mémorial 98 organise des commémorations*

* www.memorial98.org

en faisant le lien entre les différents génocides du xx^e siècle (génocide en Namibie des Hereros et des Namas entre 1904 et 1908, génocide des Arméniens de 1915, génocide des Juifs perpétré par les nazis, génocide des Tutsis au Rwanda en 1994).

Quand l'extrême droite s'ingénie à tordre la réalité des faits présents et passés à travers les *fake news*, les théories du complot et l'histoire racontée comme un roman national, elle nous oblige à documenter, à archiver et à rappeler ce qui s'est vraiment passé.

En France, un certain nombre de dates anniversaires font l'objet de commémorations chaque année : c'est le cas d'événements historiques comme la nuit de pogroms antisémites du 9 novembre 1933 en Allemagne (appelée « Nuit de cristal » par les nazis) ou de la tuerie menée par des policiers contre des manifestants algériens le 17 octobre 1961 à Paris, ou pour honorer la mémoire de victimes isolées de l'extrême droite* : Ibrahim Ali le 21 février, Brahim Bouarram le 1^{er} mai, Clément Méric le 5 juin, Heather Heyer le 12 août, Davide « Dax » Cesare** le 16 mars, Carlos Palomino*** le 11 novembre, Pávlos Fýssas**** le 17 septembre, pour n'en citer que quelques-un·es.

* Cf. chapitre 7.

** « Les étoiles nous guident dans la nuit », La Horde, 16 février 2023.

*** « Espagne : huit ans après, Carlos Palomino toujours présent », La Horde, 12 novembre 2015.

**** « Paris : rassemblement pour Pávlos “Killah P” », antifa grec assassiné », La Horde, 18 septembre 2013.

6. COMMENT ÊTRE ANTIFASCISTE ?

L'antifascisme, une lutte de terrain

Beaucoup de gens rejettent les idées fascistes et condamnent le racisme : mais pour être antifasciste, il faut vouloir s'y opposer concrètement. Une fois cette décision prise, comment faire ? Si ce livre n'a pas la prétention d'être un guide du ou de la parfait·e antifasciste, voici quelques trucs et astuces que nous avons pu expérimenter avec le temps ou observer autour de nous.

Le plus simple est évidemment de rejoindre un groupe antifasciste déjà constitué près de son lieu de vie : sur notre site, nous proposons une carte de France de ces groupes, mise à jour régulièrement. Mais il est possible qu'il n'y ait rien à proximité : il faut alors monter son propre groupe !

Il n'y a pas une seule façon de s'y prendre, car tout dépend des réalités locales : nous ne donnerons donc pas de recette toute faite. Cependant, ce que nous pouvons dire, c'est qu'il faut faire au moins trois choses : d'abord prendre le temps de discuter pour définir concrètement les objectifs du groupe. Ensuite, ne pas rester isolé·es, chercher le contact avec les militant·es des autres luttes, tout en veillant à conserver son autonomie. Enfin, commencer par des choses simples, histoire de tester la cohésion de groupe. Il importe aussi d'agir en lien avec la population, et non comme une avant-garde (plus ou moins)

éclairée. Même si on ne peut pas être partout, une fois choisi son espace d'intervention (fac, quartier, etc.), il faut prévoir d'aller au contact des gens, pour les informer sur les motivations du groupe dans sa volonté de s'opposer à l'extrême droite.

En pratique, nous utilisons le plus souvent des formes éprouvées d'intervention et de communication politiques qui ne nous sont pas propres, mais la lutte antifasciste a malgré tout quelques spécificités. La diversité des stratégies et des approches est aussi une nécessité, dans le sens où l'extrême droite peut prendre bien des aspects, et qu'il importe de n'en négliger aucun : tactiques de rue face aux groupuscules violents, travail d'éducation populaire face au racisme et au sexisme du quotidien, et bien d'autres encore. S'informer sur ce que font les autres groupes en France et à l'étranger est un bon moyen d'apprendre et de se renouveler.

Alerter et informer

L'extrême droite avance le plus souvent masquée et ne se dévoile qu'une fois le terrain occupé : il importe donc d'alerter sur sa présence le plus tôt possible et de lui montrer qu'elle n'est pas partout chez elle. Ce travail antifasciste d'exposition* peut être mené à petite échelle : il peut permettre de

* Nous sommes plus réservée-s sur son usage à l'échelle individuelle : exposer publiquement l'activité d'extrême droite de telle ou telle personne et faire ensuite pression sur son employeur pour lui faire perdre son travail, par exemple, est plus proche des méthodes du doxxing.

faire pression sur une salle de concert qui accueille un groupe de rock nationaliste ou un restaurant qui reçoit un meeting d'extrême droite, par exemple.

Faire de l'information est ainsi un préalable à tout travail antifasciste, tant l'extrême droite est un objet de fantasmes. Presque toujours sous-estimée ou surestimée, elle provoque chez celles et ceux qui s'y confrontent à la fois le rejet et la peur, deux réactions compréhensibles mais qui ont tendance à développer respectivement la mauvaise foi et l'extrapolation.

Par ailleurs, l'extrême droite est très forte pour créer des écrans de fumée. Le travail d'information est aussi un travail de déconstruction de ses discours et d'exposition de ses pratiques. Rendre compte avec précision des agissements de l'extrême droite et présenter ses personnalités permet de montrer ses différentes facettes. Cela peut-être aussi un moyen de se protéger, car il arrive que des militant-es d'extrême droite tentent d'intervenir dans les mouvements sociaux pour y semer la confusion : il importe de pouvoir les démasquer.

Nous conseillons de garder la tête froide, de chercher des exemples précis en indiquant les sources et en essayant de comprendre leur discours, d'analyser leur propagande et leur vocabulaire parfois cryptique*, plutôt que de calquer une grille d'analyse

* Les groupes nationalistes de droite sont friands de symboles et de signes de connivence, utilisent un vocabulaire particulier et parfois codé pour éviter d'être trop explicitement raciste ou pour faire implicitement référence au fascisme et au nazisme. Il n'est pas toujours facile, pour les personnes auxquelles nous nous adressons, de s'y retrouver : le travail d'information nécessite par conséquent souvent un travail de décryptage et d'explication.

toute faite ou de jeter des anathèmes. C'est pénible, ingrat et cela prend du temps, mais cela peut s'avérer très utile contre les groupes d'extrême droite, en particulier si l'on parvient à mettre à jour leurs dissensions internes ou à les prendre en flagrant délit de mensonges (ce qui n'est pas si difficile, car ce sont souvent de vrais mythomanes).

Ce travail de collecte d'informations se fait à plusieurs niveaux : dans la presse, en particulier locale, dans les publications universitaires ou politiques, en consultant des sites d'informations sur les structures commerciales ou associatives*, mais aussi et surtout en collectant des informations à la source. Les militant·es d'extrême droite sont assez bavard·es sur les réseaux sociaux, leurs comptes sont parfois mal protégés et les échanges entre eux sont souvent bien différents des discours officiels : attention cependant à ne pas les prendre pour des imbéciles, car le milieu nationaliste est aussi très parano. Ce travail demande du temps, pour repérer les infos intéressantes, prendre des notes, faire des captures d'écran et ranger le tout soigneusement. Ce travail d'archivage numérique doit être associé à un travail sur le terrain, qui permet de contourner la contre-information que fait l'extrême droite sur ses propres activités, en particulier sur Internet. Dans les deux cas, les personnes qui font ce travail doivent rester discrètes et anonymes : cela permet d'être plus efficace dans la collecte des informations et aussi de se protéger (*cf. infra*, « Assurer sa sécurité »).

* Pour voir qui se cache derrière telle ou telle structure, on peut utiliser les sites societe.ninja ou pappers.fr.

Une fois l'information collectée et traitée, il reste à la diffuser* : tracts ou brochures, publications sur les réseaux sociaux... Tous les moyens sont bons, surtout si on pense à soigner la forme (illustration, graphisme, etc.). Dans l'histoire contemporaine de l'antifascisme, c'est d'abord à travers des revues que ce travail d'information a été mené.

Ainsi, en septembre 1985 sort le premier numéro d'une revue spécifiquement antifasciste : *Article 31*, avec en accroche : « Extrême droite : un danger s'installe, un mensuel s'oppose** ». La revue prend la suite du *Bulletin Henri Curiel**** et, sur 50 numéros, expose et analyse, de façon particulièrement bien documentée, tout ce que l'extrême droite française compte de partis et de groupuscules, en particulier la Nouvelle Droite, et forme ainsi toute une génération de militant·es. Le supplément belge de la revue

* Il est aussi possible de déléguer la diffusion de ce travail à des journalistes : notre expérience à ce sujet est mitigée, car si cela peut permettre de diffuser plus largement et aussi de se décharger de la responsabilité juridique de l'information, on perd aussi la main sur son traitement, et donc sur la portée politique de ce travail de recherche.

** La revue se présente ainsi : « La déclaration universelle des droits de l'homme comporte 30 articles. [...] Aucun d'entre eux cependant concerne le droit de chaque personne de s'élever, par des moyens conformes à l'esprit de la déclaration, contre ceux qui n'en respectent pas les termes. Ce pourrait être l'objet d'un article 31. C'est l'objet d'*Article 31*. »

*** Henri Curiel était un militant communiste et anticolonialiste, victime d'une campagne de dénigrement de la part de la droite et de l'extrême droite puis assassiné en 1978. Sa mort a été revendiquée par le commando Delta, groupe d'activistes de l'OAS.

donne naissance en 1987 à une nouvelle publication, *CelsiuS*, plus internationale.

Le groupe antifasciste parisien Reflex rencontre l'équipe d'*Article 31* et se rend compte que la lutte contre l'extrême droite, pour être crédible, ne peut pas se contenter d'un discours idéologique ni même d'une pratique de terrain, mais doit aussi développer une capacité d'analyse spécialisée. Son premier bulletin, *REFLEXes**, sort en juin 1986 : si les premiers numéros traitent tout aussi bien d'antifascisme que d'antimilitarisme, de lutte contre les politiques sécuritaires, de lutte de l'immigration ou de défense du droit d'asile, le bulletin devient progressivement une revue de référence sur l'extrême droite, sans pour autant totalement délaisser les autres thématiques. *REFLEXes* se met en contact avec d'autres revues à travers l'Europe dont l'*Antifainfoblatt* et *Der Rechte Rand* en Allemagne, *Searchlight* puis *Hope Not Hate* en Angleterre, *Expo* en Suède, *Monitor* en Norvège, et d'autres encore. Cela permet d'échanger avec d'autres antifascistes sur les déplacements internationaux des militant·es nationalistes et les tentatives de réseaux d'extrême droite à l'échelle européenne. Intégrée dans un premier temps au réseau No Pasaran, *REFLEXes* reprend son autonomie à la fin des années 1990 pour quelques numéros papier avant de basculer totalement sur Internet, puis de se mettre en sommeil au début des années 2020.

* Réseau d'études, de formation et de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie. Site : reflexes.samizdat.net

Aujourd'hui, il n'existe malheureusement plus de véritables revues antifascistes en France, mais le relais a été pris sur Internet. Notre site La Horde*, créé en 2012, prolonge ce travail d'information et d'enquête, avec comme particularité le développement d'outils «pédagogiques» destinés à donner des repères : schéma des différentes composantes de l'extrême droite, chronologie du FN, cartes des groupes nationalistes locaux... À peu près au même moment, des antifas et des hackers associent leurs compétences pour exposer sur plusieurs sites FafWatch** les activités et les militant·es des groupuscules nationalistes locaux. Enfin, les Debunkers de Hoax d'extrême droite*** se chargent sur leur site de déconstruire les *fake news* propagées par la fachosphère.

S'opposer et occuper le terrain

Mais alerter ne suffit pas, et ce n'est pas l'objectif du travail de recherche antifasciste : son but est de permettre à l'action antifasciste de définir des objectifs à la fois pertinents et réalistes, d'apprécier le rapport de force, d'utiliser les moyens les mieux adaptés et de s'opposer, physiquement s'il le faut, à l'extrême droite. S'opposer, c'est aussi une façon de ne pas banaliser l'extrême droite : ce n'est pas lui faire de la publicité, mais au contraire l'empêcher de se fondre dans le décor, ce qui est sa stratégie la plus courante,

* lahorde.samizdat.net

** fafwatch2.noblogs.org

*** www.debunkersdehoax.org

que ce soit par la dédramatisation (Rassemblement national), ou l'union des droites (Reconquête!). Tous les moyens d'actions sont possibles mais doivent être adaptés au groupe ciblé et à l'objectif visé.

Marquer son opposition à l'extrême droite peut être symbolique : c'est le cas de la guerre de territoire que se livrent fascistes et antifascistes par autocollants ou affiches interposés. Cela peut paraître futile, et pourtant, arracher leur propagande et mettre la nôtre à la place, c'est un premier signal envoyé à l'adversaire, et une façon de se faire connaître du reste de la population. Cependant, un antifascisme cohérent ne peut pas être fantomatique, et il faut aussi affirmer une présence concrète dans la rue.

Les modes les plus conventionnels de protestation dans l'espace public sont la manifestation et le rassemblement. La particularité dans la lutte antifasciste, c'est que les manifestations peuvent aussi être des contre-manifestations, et les rassemblements des opérations de blocage, puisqu'il s'agit souvent d'empêcher l'extrême droite de défilé dans la rue ou un de ses événements de se produire.

Cette opposition doit, selon nous, être mise en place de façon autonome vis-à-vis des structures de l'État. Demander aux autorités municipales ou préfectorales l'interdiction d'un événement organisé par l'extrême droite ou la fermeture d'un local «identitaire» n'est pas la même chose que tenter de faire annuler cet événement ou d'agir pour faire fermer ce local : dans le premier cas, on délègue l'action à la police ou à la justice, dans le second on s'organise

pour atteindre un objectif, afin de sensibiliser la population locale au problème et l'inviter à réagir.

La question de la légalité de l'action envisagée peut alors se poser : préparer une action offensive sur un endroit où doit avoir lieu un événement nationaliste ou envisager le blocage des voies d'accès est efficace en cas de succès, mais comporte des risques d'arrestation plus élevés. Les conséquences possibles de la répression ne sont pas à prendre à la légère, mais dans le contexte actuel, respecter un cadre légal n'est pas non plus la garantie du bon déroulement d'une action, et déposer une manifestation, c'est-à-dire prévenir la préfecture, peut aussi bien entraîner son interdiction pour « trouble à l'ordre public ».

En restant dans la légalité, on peut plus facilement faire venir des gens sur la mobilisation qu'on organise, et il est toujours préférable d'être nombreuses et nombreux quand on descend dans la rue. Mais une mobilisation de masse fonctionne d'autant mieux qu'elle intègre une diversité des tactiques. Le meilleur exemple qu'on puisse trouver est celui de la mobilisation antifasciste contre la marche annuelle qui rassemble des milliers de néonazis allemands à Dresde. Sous le slogan « No Pasaran », la coalition Dresden-Nazifrei (Dresde sans nazis) a réussi à mobiliser 12000 personnes et à barrer la route aux néonazis à travers diverses tactiques coordonnées : certaines faisaient une chaîne humaine dans la ville tandis que d'autres construisaient des barricades enflammées.

S'opposer frontalement aux groupes nationalistes n'empêche pas de descendre dans la rue pour

d'autres raisons. Ainsi, afin de garder la mémoire de certains événements et le souvenir des victimes de l'extrême droite*, les antifascistes organisent ou participent à diverses commémorations et manifestent le 25 juillet**, qui est le jour de solidarité internationale avec les antifascistes emprisonné·es.

À propos du « black bloc »

Former un cortège compact dans lequel chaque participant·e est habillé·e de noir, cagoulé·e ou masqué·e, voire casqué·e, est une tactique souvent associée à l'antifascisme.

Si les autonomes de plusieurs grandes villes allemandes, en particulier à Berlin et à Hambourg, le pratiquaient déjà dans les années 1980 pour la défense des squats, les antifas allemand·es se sont rapidement réapproprié·es cette tactique. Le 7 mai 1988, un *schwarzer Block* (« bloc noir ») de 500 antifas participe à la manifestation contre un centre néonazi à Mackenrode, en Thuringe. Pour notre part, c'est le 3 octobre 1992 à Göttingen, invités par l'Autonome Antifa (M)***, que

* Cf. « Antifascisme et mémoire », chapitre 5.

** La Journée internationale de solidarité avec les prisonniè·res antifascistes a été lancée en 2014 en tant que Journée de solidarité avec Jock Palfreeman, un Australien qui purge une peine de vingt ans en Bulgarie pour avoir défendu deux Roms contre une attaque de hooligans fascistes. Heureusement, Palfreeman a obtenu une libération conditionnelle après avoir purgé onze ans de sa peine, mais il y a encore des centaines d'autres personnes qui restent emprisonnées pour s'être opposées au fascisme.

*** Pour une présentation complète de ce groupe et de ses pratiques, cf. LANGER Bernd, *Antifa, op. cit.* p. 190 et pp. 204-205.

nous avons pour la première fois défilé au sein d'un *schwarzer Block*. Organisé en lignes compactes dont les deux premières étaient entièrement casquées, entouré de cordes ou de banderoles, encadré par des militant·es équipé·es de talkies-walkies, le *schwarzer Block* nous avait impressionné·es à l'époque par la rigueur de son organisation.

Cette façon de manifester présente plusieurs avantages : son aspect en impose à l'adversaire, dégage une impression de puissance et fait croire qu'on est plus nombreux·ses qu'en réalité. De plus, face aux multiples moyens de surveillance policière, elle assure un certain anonymat à celles et ceux qui l'utilisent, puisque tout le monde se ressemble, et qu'une fois débarrassé·es de ses vêtements noirs (en général portés par-dessus d'autres vêtements), il est facile de se fondre dans la foule.

Cette pratique a ensuite été popularisée dans les années 2000 à l'occasion des énormes mobilisations internationales contre les sommets organisés par les grandes puissances économiques, appelés contre-sommets. C'est à partir du contre-sommet de Seattle en novembre 1999, que l'on commence à parler de *black bloc* : le passage à l'anglais se fait à ce moment-là. Précisons que cette tactique n'était pas la seule, loin de là. Ainsi, au contre-sommet de Gênes en juillet 2001, de façon complémentaire, *black blocs* et *Tute Bianche* (habillé·es de blanc) cohabitaient, les premiers plus offensifs, les seconds plus pacifistes.

Des antifascistes sont bien présent·es dans les contre-sommets, mais la pratique du *black bloc* se

généralise et devient rapidement le mode d'apparition préféré du mouvement autonome au sens large*. Les autonomes prenant un malin plaisir à ne pas se laisser facilement désigner, notamment en refusant de se donner un nom d'organisation, bon nombre d'observateurs, en particulier les journalistes, se sont mis à assimiler le black bloc à celles et ceux qui le pratiquent : ainsi, on a commencé à lire et à entendre « les black blocs », ce qui en soi n'a aucun sens puisque le terme renvoie à une façon de s'organiser et non à un groupe ou un courant particulier, et que n'importe qui peut décider d'adopter ce mode d'apparition dans l'espace public.

Lors d'une action offensive contre des néonazis, pour faire face à la brutalité policière lors de la défense d'un lieu menacé d'expulsion, faire un black bloc peut être très efficace. Mais ce n'est pas parce qu'il est une pratique historique dans la lutte antifasciste que ce mode d'apparition est nécessairement opportun et adapté à toutes les situations. En effet, constituer un groupe certes facile à identifier mais difficile à intégrer quand on n'en a pas le *dress code*, c'est à la fois se couper du reste des manifestant·es et une façon très efficace d'attirer l'attention de la police. Si c'est simplement une habitude ou une façon de se mettre en scène, sans réflexion stratégique derrière, le black bloc peut être contre-productif, par exemple quand il devient un élément

* SVILARICH Camille et FLEURYFONTAINE, *Black bloc. Histoire d'une tactique*, éditions Excès, 2022.

de tension, car sa présence, associée généralement à la préparation d'actions violentes, peut aussi être anxiogène pour celles et ceux qui n'y participent pas.

Sensibiliser et former

Internet et les réseaux sociaux ont depuis une vingtaine d'années bouleversé en profondeur la façon de faire circuler l'information, au point de donner l'impression que toute autre forme de communication est désormais obsolète. Pourtant, il existe au sein du mouvement antifasciste des résistances, et des pratiques éprouvées ont la vie dure.

C'est le cas par exemple de la table de presse. À l'occasion d'un événement public (une manif, un concert), on pose une petite table sur laquelle est disposé du matériel (livres, brochures, autocollants, badges, t-shirts...) généralement diffusé à prix libre. Les bénéfices de la vente sont soit utilisés pour financer les activités du groupe, soit reversés en soutien à une lutte. Mais l'intérêt de la table de presse est moins financier qu'humain : elle permet en effet de se rencontrer, d'échanger, de discuter, et nous avons vu bien des projets d'initiatives commencer là. La table de presse est aussi un moyen pratique de donner un prolongement aux slogans scandés dans les manifs, aux refrains repris dans les concerts et de permettre à celles et ceux qui le souhaitent de passer du discours à la pratique.

Évidemment, pour toucher un public plus large, il est aussi intéressant d'organiser des rencontres-débats.

Pour sensibiliser à tel ou tel danger représenté par l'extrême droite, on peut introduire la rencontre par un film (si possible en présence de celles et ceux qui ont contribué à son existence), par l'intervention de l'auteur·e d'un livre ou de toute autre personne qui a travaillé sur le sujet ou tout simplement par une petite introduction faite par un·e militant·e, si possible accompagnée par exemple d'un document ou d'un diaporama, histoire de soutenir l'attention du public. Après cette introduction, il est important de prévoir un temps d'échange avec la salle, afin de rompre avec une trop grande verticalité de la parole. Dans ce cadre, il faut porter une attention particulière au déroulement des échanges, au temps de parole de chacun·e.

Ces temps de rencontres peuvent aussi prendre une dimension plus conviviale voire festive. Ainsi, ils sont souvent suivis d'un concert : il est encore possible de trouver des groupes aux paroles engagées, qui sont disposés à venir jouer en soutien*. Cela permet d'une part de faire venir un public plus large et, d'autre part, si la soirée est un succès et après avoir payé les frais de déplacement des musicien·nes et intervenant·es, de couvrir les frais engagés voire de financer une initiative à venir. L'antifascisme est aussi une lutte liée à des contre-cultures : faire jouer des artistes engagé·es est une façon de maintenir les liens, et renforce mutuellement scène politique et scène culturelle.

Ces temps de rencontre, pour qu'ils soient vraiment fructueux, demandent au groupe qui les

* Cf. chapitre 8, « Antifascisme et scène musicale ».

organise un minimum de préparation sur le fond, en lien avec le travail d'information décrit aux pages précédentes : pour sensibiliser ou former, il faut s'appuyer sur des documents, et cela réclame un travail d'archivage pour pouvoir contextualiser et replacer dans leur histoire ce que sont et furent l'extrême droite et l'antifascisme. C'est une des raisons pour lesquelles en 1993 a été créé un centre de documentation, le Centre de recherches, d'informations et de documentation antiraciste (Crida), à l'initiative de militant·es antifascistes de No Pasaran et de Ras l'Front, qui ont mis en commun leurs archives. Alors que l'Internet grand public n'en était qu'à ses balbutiements*, les milliers d'articles de presse rangés dans des dossiers, les collections de revues et de brochures, une bibliothèque d'ouvrages universitaires ou militants ont à l'époque facilité le travail d'information et de formation de nombreuses structures militantes, mais aussi d'étudiant·es ou, moyennant une contrepartie financière, de journalistes. Entre 1995 et 1998, le Crida a également publié un rapport annuel sur le racisme et l'extrême droite en Europe, avec un focus sur chaque pays et des articles transversaux sur la mouvance anti-antifasciste, le hooliganisme, les anti-IVG, l'extrême droite sur Internet... Le Crida a cessé ses activités au début des années 2000, victime à la fois du désintérêt général pour l'extrême droite qui caractérise cette période et du développement de l'accès à Internet.

* À titre d'exemple, le premier cybercafé ouvre ses portes en France en 1995.

Car aujourd'hui, le problème n'est pas tant d'avoir accès à l'information, que de la décrypter et de savoir quoi en faire. La formation, interne ou publique, inspirée des pratiques de l'éducation populaire, permet de donner des repères et elle est devenue une activité importante des groupes antifascistes; il existe plusieurs structures qui en proposent. C'est le cas notamment de Vigilance et initiatives syndicales antifascistes*, association intersyndicale composée de plus de 150 structures, dont l'objectif est, depuis sa création en 1996, de sensibiliser à la lutte contre l'extrême droite dans le monde du travail. C'est aussi un travail que mène notre collectif, La Horde, à travers des présentations sur l'histoire de l'extrême droite et de l'antifascisme : à cette fin, nous avons réalisé un schéma de l'extrême droite mis à jour chaque année, une carte de France de l'implantation locale de l'extrême droite, un argumentaire sur les idées reçues sur l'antifascisme. Nous avons aussi développé comme outil de formation un jeu de société coopératif, *Antifa le jeu*** , qui met les joueuses et joueurs dans la peau de militant·es d'un groupe antifa confronté aux agissements de l'extrême droite, et qui doivent mettre en place et préparer des actions pour y faire face.

Se protéger et organiser l'autodéfense

S'opposer à l'extrême droite de façon autonome n'est pas sans danger, car les groupes nationalistes ne

* visa-isa.org

** Le jeu a été édité en 2021 par les éditions Libertalia. Pour en savoir plus : lahorde.samizdat.net/Antifa-le-jeu

reculent devant rien pour faire taire leurs ennemis, que ce soit par l'intimidation, le harcèlement, l'agression physique ou le dépôt de plainte.

Quand on organise un événement dans la rue (manif, rassemblement) ou dans un lieu qui accueille du public (bar, salle de concert), le risque d'une « descente » de militants d'extrême droite est à prendre en compte. Face à ce danger potentiel, il faut s'organiser, et on peut prévoir un service d'ordre (SO), ou une sécurité collective, c'est-à-dire un groupe de personnes qui est là pour assurer que tout se passe bien à l'intérieur et qui soit en mesure de répondre à des attaques de l'extérieur. Mais la mise en place d'un service d'ordre doit être bien pensée : il doit être collectif, c'est-à-dire qu'il agit en collaboration avec les personnes sur place ; il doit être inclusif, donc présenter des profils variés dans sa composition ; il doit pouvoir donner un rôle à chacun·e selon ses compétences. Parce qu'un SO peut être confronté à la violence, les dérives virilistes voire autoritaires sont toujours à craindre, et il faut veiller à s'en prémunir*.

Si le SO peut choisir de se rendre visible afin de dissuader d'éventuels assaillants, il est aussi utile de « spotter » aux alentours, c'est-à-dire de repérer ces assaillants avant qu'ils ne passent à l'acte. Ce travail de repérage peut aussi permettre, plus tard, de les identifier et de reconstituer le déroulement des faits.

* Cf. chapitre 7, « Virilisme et fascination pour la violence ».

Dans certaines circonstances, il peut aussi être nécessaire de s'organiser pour protéger des lieux ou même des individus. Les squats, les locaux syndicaux ou associatifs, les librairies militantes sont autant de cibles faciles pour les groupes nationalistes violents. Si bien souvent ces derniers s'en tiennent aux menaces, il arrive qu'ils s'en prennent physiquement aux personnes, parfois jusqu'à leur domicile.

De plus en plus souvent, en particulier lors des événements festifs, un SO dédié aux situations de violences sexistes et sexuelles est mis en place. Organisé en non-mixité ou en mixité, ce service d'ordre se concentre davantage sur ce qui se passe à l'intérieur de l'événement : coordonné avec un point de signalement des violences sexistes, il peut alors identifier avec les victimes le ou les agresseurs, et les exclure de l'événement. Annoncer publiquement sa présence et rendre visible un tel dispositif joue un rôle de dissuasion pour d'éventuels agresseurs et de prise en compte de la réalité des violences sexistes sur l'événement.

Mais pour pouvoir être prêt collectivement à réagir aux agressions, il faut avoir l'habitude de bouger ensemble, de se coordonner, il faut aussi connaître et partager quelques techniques de base d'autodéfense. C'est dans cet esprit que de nombreux groupes antifascistes organisent des entraînements réguliers entre militant·es*, mais aussi parfois dans un cadre plus large.

* Cf. chapitre 8, « Antifascisme et pratique sportive ».

Assurer sa sécurité

Mais les risques pour les antifascistes ne sont pas seulement physiques. Depuis quelques années, les militants nationalistes portent plainte de plus en plus fréquemment. À la suite d'une altercation, ils se font passer pour les victimes, même quand ils sont les agresseurs : ils comptent notamment sur le fait que les antifas ne portent pas plainte, par principe. Ce peut être aussi une plainte pour injure ou diffamation* à la suite d'un article ou d'une publication sur les réseaux sociaux. Se retrouver dans une procédure de ce type peut être stressant et paralyser l'activité militante : il est donc préférable de l'anticiper, soit en se donnant les moyens de se défendre, soit en se rapprochant de collectifs de défense collective, dont les conseils et les contacts avec des avocat·es militant·es peuvent être d'une grande aide.

Ces risques sont l'une des raisons pour lesquelles bon nombre d'antifascistes évitent généralement autant que possible de se mettre en avant, en particulier sous leur véritable identité, afin de ne pas se mettre en danger, ainsi que leurs proches. Au-delà, c'est aussi une façon de ne pas individualiser la parole antifasciste et de rester dans une démarche collective.

* Il faut savoir que c'est le seul délit où l'accusé·e est présumé·e coupable, et c'est à elle ou lui d'apporter la preuve du bien-fondé de ce qui a été publié ou de sa bonne foi. Du côté du plaignant, il suffit d'avoir les moyens de payer la procédure et un avocat, et d'attendre tranquillement.

Or les outils numériques, devenus incontournables, peuvent mettre en danger l'anonymat et la sécurité de celles et ceux qui les utilisent sans précaution. Voici donc quelques conseils pratiques afin de bâtir une architecture de sécurité numérique*.

Pour commencer, il faut privilégier les outils et services informatiques développés par et pour des collectifs militants : noblogs.org pour créer un site, riseup.net pour l'email, les listes de diffusion, un VPN, un pad, un réseau social, des transferts de fichiers... Les systèmes d'exploitation libres (Debian et Linux dans les différentes distributions) sont un bon rempart contre les attaques et la surveillance numérique, et ils proposent de nombreux logiciels pour les tâches informatiques courantes.

Ensuite, les activités militantes doivent être menées sous des identités fictives : adresses e-mails spécifiques, distinctes des autres identités numériques (personnelle, professionnelle), comptes sans informations personnelles (photos, numéro de téléphone, coordonnées bancaires). Il faut aussi protéger l'accès aux données en utilisant des mots de passe robustes, gérés par un logiciel comme KeePassX et en chiffrant son matériel (disque dur, clés USB, disques durs externes), sa connexion à Internet (en utilisant Tor et/ou un VPN hébergé par des collectifs comme riseup.net), ses emails avec PGP (via le logiciel Thunderbird) et ses chats avec Jabber.

* Dans ce domaine, l'ouvrage de référence est le *Guide d'autodéfense numérique* à télécharger gratuitement sur guide.boum.org. On trouve aussi sur infokiosques.net des brochures pertinentes comme *Téléphonie mobile : surveillances, répressions, réduction des risques*.

Les réseaux sociaux comme Instagram, Twitter, Tiktok ou Facebook sont les propriétés de multinationales qui spéculent sur la marchandisation des données personnelles, collaborent avec les justices et polices du monde entier et participent au contrôle social numérique de toutes et tous. Ces réseaux sociaux peuvent être utilisés afin de toucher le plus grand nombre et donner de la visibilité aux initiatives antifascistes publiques : en revanche, il faut décourager les militant·es d'en avoir un usage personnel ou de s'en servir pour s'organiser politiquement, tant cela facilite leur identification et la répression.

Enfin, il est préférable de privilégier un usage collectif des outils informatiques : il est bien plus efficace et moins dangereux d'animer un compte au nom d'un groupe sur les réseaux sociaux, plutôt qu'avoir une multitude de comptes individuels. Un téléphone ou ordinateur collectif pour effectuer le travail informatique militant peut être une solution qui minimise les risques, à condition d'être correctement paramétré. Définir des politiques de sécurité au sein de son groupe ou de son réseau permet de limiter la surveillance et la répression : moins on utilise l'informatique, plus l'espionnage numérique est inefficace.

Être solidaire et internationaliste

Se défendre, ce n'est pas seulement faire face en cas d'affrontement ou de menace : c'est aussi organiser la solidarité, en priorité à l'égard des victimes de l'extrême droite.

Nous l'avons vu au chapitre 2, les mouvements nationalistes considèrent les minorités comme des dangers qui menaceraient, par leur altérité, le corps social. L'État n'est pas en reste, en particulier à l'égard des quartiers populaires et des populations issues de l'immigration, pointées du doigt comme la principale source de l'insécurité. Les violences verbales et physiques exercées contre les migrant·es, les personnes racisées ou les minorités de genre ne doivent pas seulement être dénoncées, elles doivent aussi entraîner des réactions concrètes de soutien à celles et ceux qui en sont les victimes.

La solidarité, telle qu'on l'a définie au chapitre précédent, n'est pas une posture morale, c'est un engagement politique aux côtés des gens qui tentent de résister à ces agressions : elle passe en particulier par le tissage de liens étroits avec celles et ceux qui s'organisent pour résister, qu'il s'agisse des collectifs de sans-papiers, d'associations d'aide aux migrant·es ou des groupes LGBTQIA+.

C'est aussi une réponse politique à l'extrême droite dont les moteurs sont la peur de la différence et le rejet de l'autre. Nous lui opposons justement l'acceptation et le respect de toutes et tous, pour créer des solidarités sociales fortes. C'est dans le même esprit que plusieurs groupes antifascistes organisent des maraudes régulières afin d'apporter aide et soutien aux personnes qui vivent dans la rue ou participent aux brigades de solidarité qui se sont constituées pendant la pandémie de Covid-19 en 2020.

La solidarité s'exerce aussi entre antifascistes*. Comme toutes les luttes de résistance, la lutte antifasciste se retrouve confrontée à la répression et ce d'autant plus qu'elle est parfois, par la force des choses, à la limite de la légalité. Cette solidarité passe bien entendu par un soutien concret en cas de poursuites judiciaires, mais aussi par l'information sur ses droits face à la police, par une aide financière aux familles des personnes incarcérées, par des campagnes de soutien (par exemple pour inviter à écrire aux prisonniè·es), et la liste n'est pas close.

La solidarité antifasciste ne doit pas s'organiser uniquement face à la répression, mais aussi en multipliant les rencontres et les actions communes, afin de permettre aux groupes antifascistes de partager des informations et d'échanger sur leurs pratiques, mais aussi de se rencontrer afin de mieux se connaître; c'est une autre façon de montrer à l'extrême droite qu'une résistance organisée se met en place et que les antifascistes ne sont pas isolé·es, y compris sur le plan international.

L'idée de se coordonner entre antifascistes de différents pays n'est pas nouvelle, mais elle n'est pas facile à mettre en place, en particulier sur la durée. À l'automne 1989, la Cnaf** décide de lancer une campagne intitulée « Rencontre européenne des groupes antifascistes radicaux (Regar) » pour échanger avec d'autres mouvements antifas européens sur

* Cf. chapitre 7, « Solidarité face à la répression ».

** Cf. chapitre 4, « Naissance de l'antifascisme autonome ».

la montée de l'extrême droite (de sa présence au Parlement européen aux rassemblements internationaux de la scène néonazie), mais aussi sur la coopération policière. Par la suite, c'est surtout au niveau de l'échange d'information entre groupes ou revues spécialisés sur l'extrême droite que le travail international s'est développé.

Aujourd'hui, des groupes antifas se déplacent toujours régulièrement pour participer aux initiatives qui se déroulent dans les autres pays, que ce soit pour des commémorations à la mémoire de victimes de l'extrême droite ou pour des initiatives dont l'enjeu nécessite une mobilisation internationale. Il existe des liens forts à travers toute l'Europe, qui se renouvellent à chaque fois que de nouveaux et nouvelles militant·es rejoignent des groupes existants ou en créent de nouveaux.

7. L'ANTIFASCISME EST-IL VIOLENT ?

Parmi les représentations stéréotypées de « l'antifa », en particulier dans les médias, il y a celle d'un individu qui ne s'exprime que par la violence, si bien qu'on la reproche aussi souvent aux antifascistes qu'aux militants d'extrême droite, même si la violence est une caractéristique (souvent assumée) des groupes nationalistes : la longue liste des victimes de ces derniers est là pour le prouver. Pour les personnes racisées, les minorités de genre et les militant·es de gauche, cibles privilégiées de cette violence fasciste, chercher à se protéger a toujours été une nécessité, et non un objectif en soi.

Mais quand cette attitude reste strictement défensive, elle peut aussi montrer ses limites, car les militants nationalistes passent en général à l'attaque s'ils sont à peu près sûrs de ne pas rencontrer une résistance trop forte. Aller à leur rencontre de façon offensive, par exemple à l'occasion de l'un de leurs événements publics, ou bien répondre coup pour coup en cas d'attaque de leur part, c'est une façon de conjurer la peur qu'ils essayent d'inspirer. Non seulement cela les déstabilise par rapport à l'image terrifiante qu'ils pensent donner d'eux-mêmes, mais cela dissipe aussi les représentations fantasmatiques dans notre propre camp.

Bien entendu, la recherche de l'affrontement ne doit pas devenir une fin en soi, ni s'établir selon les critères posés par l'extrême droite. Ainsi, répondre

aux demandes parfois pressantes de « 1 vs 1* » de la part de militants nationalistes ou, à l'inverse, tomber à dix contre un sur un facho isolé, cela va à l'encontre même des idées que l'on défend. De même, le récit des « exploits » antifas sur les réseaux sociaux flatte autant la vanité de celles et ceux qui les mettent en scène qu'il participe, même involontairement, à faire de la lutte contre l'extrême droite une histoire entre deux groupes antagonistes, déconnectés du reste de la société. Nous pensons au contraire que la riposte antifasciste doit être proportionnelle à la menace que représente le groupe qu'elle vise, et qu'elle ne réclame pas de publicité : les faits parleront d'eux-mêmes le cas échéant.

La violence d'extrême droite

Reflète sa vision du monde dominée par l'image de la guerre entre groupes « naturellement » antagonistes, la violence de l'extrême droite est un élément constitutif de son identité et de son folklore, car c'est dans l'exclusion, voire l'élimination des éléments « allogènes » qu'elle construit son discours identitaire. Historiquement, la violence occupe une position centrale au sein du projet fasciste : « De la Grande Guerre aux expéditions punitives contre les adversaires politiques, des villages rasés au sol en Éthiopie aux massacres commis en Grèce, la violence est au

* Sorte de duel dans lequel chaque camp désigne un « champion » pour régler ses comptes avec le camp adverse, généralement dans un lieu isolé et sans témoin.

cœur des pratiques et de l'idéologie du fascisme. [...] Nulle famille politique n'a cherché autant que le fascisme à formuler, plus ou moins explicitement, une acception positive de la violence*.

Pour l'extrême droite, la violence n'est pas un simple mal nécessaire, mais une valeur positive, un « élan vital » qu'il convient non pas de contenir, mais d'encourager. Encore aujourd'hui, les groupuscules nationalistes aiment la mettre en scène et la magnifier : en France, le canal Telegram « Ouest Casual », sur lequel de nombreux petits groupes revendiquent leurs « exploits », en est le meilleur exemple. Les références visuelles aux chevaliers du Moyen Âge, aux soldats spartiates, aux combats de rue contemporains illustrent bien dans quel imaginaire évoluent les militants nationalistes.

Au-delà de la virilité fantasmée, l'objectif recherché est aussi d'inspirer la peur dans le camp adverse, en faisant des militants nationalistes un objet de crainte. Dans la période contemporaine, il y a de nombreux exemples d'actions terroristes meurtrières d'extrême droite, souvent revendiquées. Le 26 septembre 1980 à Munich, un attentat d'extrême droite fait 13 mort-es et 211 blessé-es, dont 68 graves, au cours de l'Oktoberfest. En France, en 1988, un parti néonazi, le Parti nationaliste français et européen (PNFE), commet plusieurs attentats meurtriers contre des foyers d'accueil à

* MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Totalitarisme fasciste*, CNRS éditions, 2018.

Cannes et Cagnes-sur-Mer. Dans les années 1990, le NSDAP-AO, structure internationale inspirée du NSDAP d'Adolf Hitler, diffuse à travers le monde, au format numérique, un manuel pour fabriquer des bombes artisanales. En août 1992, à Rostock, dans l'est de l'Allemagne, des centaines de personnes, encadrées par des militants néonazis, provoquent des émeutes racistes qui se terminent par l'incendie d'un foyer de demandeurs d'asile. En 1993, en Autriche, une dizaine de lettres piégées sont envoyées par des néonazis à des personnes opposées aux lois racistes sur l'immigration. À Londres, en 1999, le groupe clandestin Combat 18* fait exploser plusieurs bombes à clous, dont l'une dans un bar gay de Soho fait deux morts et 30 blessés. En Allemagne, entre 2000 et 2006, un groupe clandestin néonazi, le Nationalsozialistischer Untergrund (NSU)** , planifie et exécute l'assassinat de neuf immigrants turcs et grecs, et d'une policière, et commet deux attentats à la bombe à Cologne. En Russie, rien qu'en 2005, 28 personnes sont assassinées par des néonazis en raison de leur origine supposée ou leur engagement antifasciste***. En 2011, Anders Behring Breivik, un

* « C comme Combat, 18 comme Adolf Hitler », revue *REFLEXes*, juin 1993. Disponible sur le site reflexes.samizdat.net.

** Un dossier sur le NSU (en allemand) est disponible sur le site de la revue antifa *Antifascistische Infoblatt* : www.antifainfoblatt.de/dossier/der-nationalsozialistische-untergrund

*** Entre 2005 et 2009, des antifascistes de notre connaissance sont assassinés : Timur Kacharava, Alexander Ryuhn, Alexei Krylov, Stanislav Markelov, Anastasia Baburova, Ivan Khutorskoy, Ilya Borodaenko, Feodor Filatov.

néonazi norvégien, commet un attentat à la bombe à Oslo et une tuerie de masse sur l'île d'Utøya*, faisant 77 mort·es et 151 blessé·es. Aux États-Unis, en août 2017 à Charlottesville en Virginie, Heather Heyer** succombe à ses blessures après avoir été renversée par un néonazi qui avait volontairement foncé avec sa voiture sur une manifestation antiraciste. En 2019, inspiré par la théorie raciste du « grand remplacement », Brenton Tarrant, un suprémaciste blanc australien, attaque deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, faisant 51 mort·es et 49 blessé·es. Aux États-Unis encore, le 14 mai 2022, à Buffalo (État de New York), un suprémaciste blanc tue 10 personnes dans une épicerie. Cette liste déjà longue n'est pas exhaustive et ne rappelle que les actions les plus meurtrières de l'extrême droite à travers le monde.

En France, le fanatisme nationaliste ne va pas toujours jusqu'à planifier des attentats meurtriers, qui restent heureusement exceptionnels : mais la vacuité idéologique des groupuscules nationalistes est souvent compensée par un activisme violent, favorisé par le fait que de nombreux militants d'extrême droite sont fascinés par les armes et en possèdent souvent plusieurs, car beaucoup sont militaires ou ont un passé

* Un film, *Utøya 22. juli*, réalisé par le Norvégien Erik Poppe en 2018, raconte ce qui s'est passé ce jour-là.

** Pour en savoir plus sur la manifestation et ce qui est arrivé à Heather, lire (en anglais) : « Why We Fought In Charlottesville: A Letter On The Dangers Ahead », *It's Going Down* (itsgoingdown.org), 17 août 2017.

militaire, travaillent dans la police ou dans la sécurité. Agressions de militant·es ou de sympathisant·es de gauche, attaques de locaux syndicaux, occupation d'associations d'aide aux migrant·es, les exemples sont nombreux, et le danger est réel.

Dans les années 1980, la violence des skinheads d'extrême droite fait plusieurs morts et de nombreux blessé·es, en général des personnes racisées ou au look « alternatif » ; des librairies, des locaux sont attaqués ; mais ces violences sont souvent dépolitisées par les médias et le monde politique institutionnel, qui les considèrent comme des actes de délinquance. La décennie suivante, les militants du Front national se signalent aussi par leur violence. Un jeune Marseillais d'origine comorienne de 17 ans, Ibrahim Ali, est tué le 21 février 1995 d'une balle dans le dos par un colleur du FN. Un peu plus de deux mois plus tard, le 1^{er} mai, des skinheads venus participer à la manifestation du FN noient dans la Seine un Marocain de 29 ans, Brahim Bouarram.

En 2011, Hervé Rybarczyk, guitariste des Ashtones et antifasciste, est retrouvé mort dans le canal de la Deûle, vraisemblablement jeté à l'eau par des skinheads d'extrême droite : à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'affaire est encore en cours d'instruction.

En 2013, le 5 juin à Paris, des militants de Troisième Voie s'en prennent à des antifascistes : le jeune antifasciste et syndicaliste Clément Méric tombe sous les coups de l'un deux et meurt le lendemain.

Le 7 mai 2017 à Nantes, Steven, 16 ans, et Erwan, 18 ans, sont agressés par des néonazis qui

les frappent à coups de pied dans la tête, de coups de poing et de matraque télescopique, et cassent une bouteille sur la tête de Steven, laissant les deux adolescents inanimés : Erwan est placé en coma artificiel et garde des séquelles à vie de son agression.

En 2021, le site militant Rappports de force a réalisé sur son site une carte* qui recense plus d'une centaine d'actions violentes perpétrées par des militants nationalistes en France, le plus souvent sur des militant·es de gauche.

Le 19 mars 2022, l'ex-leader du GUD Loïk Le Priol abat en plein Paris le rugbyman argentin Federico Martín Aramburú de six balles dans le dos. Deux mois plus tard, le 14 mai, là encore en pleine rue à Paris, un sympathisant FN qui ne voulait pas « d'une France islamique » et admirateur de Hitler (selon ses propres dires) abat d'une balle dans la tête Éric Casado Lopez, d'origine espagnole et marocaine. Le 9 juin de la même année, le militant identitaire, Adrien Lasalle, est arrêté par la police, accusé d'avoir poignardé deux jeunes de 18 et 23 ans, l'un à la gorge, l'autre au bras. Enfin, entre septembre et novembre 2022, le journal *Libération* recense pas moins de 30 agressions, d'intensité variable, attribuées à l'extrême droite.

À l'heure où vous lisez ces lignes, il est malheureusement très probable que cette liste ait continué de s'allonger.

* « À la veille d'une présidentielle : quinze mois de violences de l'extrême droite », rappportsdeforce.fr, 7 avril 2022.

La meilleure défense, c'est parfois l'attaque

Face à cette violence volontaire de l'extrême droite, il n'y a pas d'autre choix que d'organiser l'autodéfense ou de s'en remettre à l'État (et donc à la police) pour se protéger. Nous expliquons quelques pages plus loin pourquoi la deuxième solution n'en est pas une.

S'opposer à l'extrême droite donc, et « par tous les moyens nécessaires » : cette expression, fréquente dans la lutte antifasciste, est une référence au discours éponyme de Malcolm X en 1965 (*By any means necessary*), qu'il emprunte lui-même au militant anticolonialiste martiniquais Frantz Fanon, qui l'avait utilisé dans son discours de 1960 intitulé *Pourquoi nous utilisons la violence**, et dans lequel il explique que, confronté·es de toutes parts à la violence coloniale, les colonisé·es n'ont pas d'autres choix que de répliquer par la violence. De la même manière, et toute proportion gardée, le recours à la violence est donc un mal nécessaire dans le cadre d'une lutte antifasciste qui se veut autonome, car la violence est consubstantielle à l'extrême droite, comme nous l'avons montré précédemment.

Les victimes d'attaques fascistes visées pour leurs origines ont aussi organisé leur autodéfense. Voici quelques exemples d'initiatives prises par différentes communautés** en Angleterre. Dans les années 1930, des Juifs britanniques montent des

* Le discours est à lire dans FANON Frantz, *Écrits sur l'alienation et la liberté*, La Découverte, 2015.

** BRAY Mark, *L'Antifascisme*, *op. cit.*, pp. 39-45.

groupes d'autodéfense, comme la Jewish United Défense Association. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la génération qui s'est battu contre les nazis entend bien tuer dans l'œuf toute velléité fascisante : ainsi le Groupe 43* en Angleterre, principalement composé de combattants juifs britanniques, pratique l'action directe contre toutes les initiatives néofascistes. Dans les années 1950, les communautés caraïbéennes organisent des groupes d'autodéfense armés contre les « teddy boys » qui les harcèlent et les campagnes « Keep Britain White » menées contre elles par les suprémacistes blancs. Vingt ans plus tard, un groupe d'autodéfense de la communauté noire inspirée des Black Panthers, le Southhall Youth Movement, voit le jour après le meurtre d'un jeune Sikh, Gurdip Singh Chaggar, poignardé en 1976.

Ceux qui ont fait le choix de lutter contre l'extrême droite de façon offensive n'ont pas cherché à devenir des héroïnes ou des héros de la cause, ou ne se considèrent pas comme une « avant-garde éclairée ». Ainsi, Yves Peirat, animateur du groupe Francs-tireurs partisans** à Marseille, a mené entre 1991 et 1998 une dizaine d'actions, accompagnées de textes de revendications envoyés à la presse, qui n'ont fait que des dégâts matériels : attaque au

* Le site REFLEXes propose une présentation détaillée du groupe : reflexes.samizdat.net/histoires-et-anecdotes-connues-et-meconnues-de-lantifascisme-international/

** Pour en savoir plus sur les FTP, leurs actions, leurs revendications, le contexte et le procès d'Yves, lire l'ouvrage collectif *Franc-tireur, un combat antifasciste à Marseille*, éditions Reflex, 2000.

cocktail Molotov contre le siège du FN à Marseille, destruction d'un restaurant qui devait accueillir un meeting du FNJ, attaque à l'explosif contre le consulat d'Italie le jour de la visite de Berlusconi, destructions répétées, à l'explosif ou à la grenade, de locaux du FN marseillais, en particulier celui d'où étaient partis le 21 février 1995 les deux assassins d'Ibrahim Ali... Interrogé sur ses motivations, il explique : « Par des actions symboliques, j'ai voulu alerter l'opinion. Je n'ai jamais exemplarisé cette forme de lutte, c'était un choix personnel, et, comme tel, il est critiquable. » Condamné à cinq ans de prison ferme, Yves a continué, après sa sortie, à s'investir dans la lutte antifasciste à Marseille et ailleurs, discrètement et humblement, et avec d'autres moyens, mais toujours avec efficacité.

L'affrontement, un mythe fondateur

Il n'est donc pas étonnant que l'histoire de l'antifascisme, dans de nombreux pays, se construise autour de moments d'affrontement avec l'extrême droite, parfois d'une grande violence.

Le meilleur moyen pour empêcher l'extrême droite d'apparaître publiquement, c'est de lui faire sentir qu'elle n'est nulle part chez elle. Cette question de l'occupation de l'espace public n'est pas neuve : ainsi, à Paris en 1925, quand les Jeunesses patriotes* tentent d'organiser

* Organisation fasciste créée par Pierre Taittinger dans les années 1920, qui rassembla jusqu'à 100 000 membres qui défilaient en chemises bleues et béret basque.

une réunion publique à Montmartre, les militants communistes du quartier s'organisent et une émeute éclate. Les affrontements font deux morts et 30 blessés dans les rangs nationalistes. Le lendemain, on peut lire dans le journal communiste *L'Humanité* : « Les fascistes ont récolté ce qu'ils ont semé. Les travailleurs ne toléreront personne qui les défiera sur leur territoire. »

Le 4 octobre 1936, Oswald Mosley, leader du British Union of Fascists, appelle ses troupes à parader dans l'East End londonien, un quartier où vit une forte communauté juive. Environ 3 000 fascistes se déploient en colonnes sous la protection de plus de 6 000 *policemen*. Mais la population du quartier ne l'entend pas de cette oreille, pas plus que le parti communiste et les syndicats. Ils sont ainsi 300 000 à ériger des barricades autour de Cable Street à grand renfort de pavés, tables, chaises, matelas et autres ustensiles de cuisine. Les Juifs du quartier, les dockers irlandais, les membres du parti travailliste qui n'ont pas suivi les consignes données par leur direction, les communistes, les syndicalistes, tout le monde s'y met. Les habitantes aussi se mobilisent, balancent les poubelles et les pots de chambre sur la police, les enfants jettent leurs billes sous les sabots des chevaux de la police montée, qui se montre particulièrement brutale. Finalement, le bruit court que les fascistes doivent faire demi-tour face à la résistance que la population du quartier oppose à la police : c'est le triomphe, la bataille de Cable Street est gagnée.

En France, dans les années 1970, l'attaque du meeting d'extrême droite par des centaines de

militant·es d'extrême gauche a elle aussi marqué les esprits*. Le 21 juin 1973, Ordre nouveau (ON) organise dans la salle de la Mutualité à Paris un meeting sur le thème : « Halte à l'immigration sauvage ». La Ligue communiste, qui s'est déjà à de nombreuses reprises mobilisée contre des meetings d'ON, prévient : « Meeting fasciste, meeting interdit ! » La veille, le 20 juin, à l'appel de la gauche institutionnelle, une manifestation « en défense des libertés » avait réclamé en vain l'interdiction du meeting d'extrême droite. Si la Ligue communiste s'y est associée, elle décide d'occuper le lendemain la Mutualité avant le meeting, mais la salle est protégée par la police. Alors qu'un groupe d'antifascistes attaque le local d'ON, entre 4 000 et 5 000 militant·es équipé·s, rassemblé·es place Monge, affrontent très violemment à la fois le service d'ordre d'ON, casqués et armés de bâtons, et les CRS qui sont totalement débordés. À la suite de cette journée, le 28 juin, le gouvernement dissout Ordre nouveau et la Ligue communiste.

Dans les années 1980, des bandes s'organisent pour répondre coup pour coup au climat de terreur imposé par les skinheads d'extrême droite dans la rue : l'une d'entre elles va marquer les esprits, les Red Warriors. Leur premier coup d'éclat** est une

* Le film documentaire de Romain Goupil, *Mourir à trente ans*, sorti en 1982, en propose un aperçu spectaculaire. Voir aussi GAUTIER Jean-Paul, *Antifascisme(s) des années 1960 à nos jours*, *op. cit.*, pp. 94-96.

** L'épisode est raconté par ses acteurs dans le documentaire réalisé par Marc-Aurèle Vecchione, *Antifa, chasseurs de skins* (Résistance films, 2008).

descente sur une salle de concert du X^e arrondissement de Paris, habituellement fréquentée par les skins nationalistes qui y font leur loi. Sept membres des Red Warriors, masqués, pour la première fois les bombers retournés pour mieux se reconnaître (ce sera par la suite un signe de reconnaissance entre « chasseurs »), armés de battes de baseball, s'en prennent directement aux fafs présents sur place, afin que la peur change de camp. La police arrive rapidement sur place et interpelle très violemment les antifas : le plus jeune, encore mineur, se fait casser toutes les dents de devant. Par la suite, le plus âgé sera condamné à deux mois de prison ferme.

Voilà pour quelques histoires d'affrontements dont la mémoire circule encore. Mais il peut aussi arriver qu'un simple coup de poing devienne un symbole à lui tout seul. Le 21 janvier 2017, jour de la cérémonie d'investiture de Donald Trump, une des figures de l'alt-right, Richard Spencer, un suprémaciste blanc, répond dans la rue à une interview pour la chaîne de télé ABC. Soudain, un homme masqué habillé de noir le frappe au visage. Les images font rapidement le tour du monde, la scène devient un mème (accompagnée de la phrase « *It's OK to punch a nazi* »), Spencer est ridiculisé et rappelé à la dure réalité : la tentative de l'alt-right de camoufler leur néonazisme sous un vernis respectable vole en éclats. Bien entendu, la séquence a fini par être oubliée, remplacée par d'autres, mais le message est passé.

Que fait la police ?

Face aux agressions fascistes, certain·es pensent qu'il est possible de faire appel à la police (et donc à l'État) pour se protéger : ce n'est pas notre cas, et pour cause.

Selon une enquête* réalisée en 2021, 44 % des policiers et militaires voteraient Marine Le Pen à l'élection présidentielle dès le premier tour, et 60 % au second (contre 57 % en 2017), et, si l'on s'en tient aux seul·es policier·es de terrain, cela grimpe à 74 %. Et c'était avant l'annonce de la candidature de Zemmour ! Pour la première fois, en 2022, aucun syndicat policier n'a appelé à barrer la route à Marine Le Pen, de peur de perdre en masse des adhérent·es. En juin 2020, Mediapart** et Arte Radio dévoilent, preuves à l'appui, l'existence d'un groupe privé sur WhatsApp dans lequel des policiers rouennais s'échangent des messages racistes, homophobes et misogynes, sur fond de suprémacisme blanc.

Nous n'oublions pas non plus que la police tue : entre 1977 et 2020, Bastamag*** comptabilise 746

* Enquête électorale réalisée par Ipsos du 9 au 15 avril 2021, à la demande du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Cf. « Vote RN chez les policiers et militaires : c'est un état d'abandon qui nourrit un sentiment populiste », *Libération*, 11 mai 2021.

** « “Bougnoules”, “nègres”, “fils de pute de juifs” : quand des policiers racistes se lâchent », *Mediapart*, 4 juin 2020.

*** bastamag.net/webdocs/police/

Le site militant Désarmons-les tient une comptabilité la plus précise possible du nombre de victimes : desarmons.net

personnes tuées par des policiers. Celles et ceux qui subissent en premier lieu les violences policières le sont non pas du fait de leur engagement, mais de leurs origines, sociales ou ethniques. Ainsi, les antifascistes ont toujours été aux côtés des familles victimes de violences policières : en 1987, le groupe antifasciste parisien Reflex s'associait avec le Comité des familles victimes de violences policières et, trente ans plus tard, l'Action antifasciste Paris-banlieue et d'autres ont fait de même avec les comités des familles de Lamine Dieng, d'Adama Traore, d'Ali Ziri ou de Wissam El-Yamni.

Mais des antifascistes aussi, un peu partout dans le monde, ont été victimes de violences policières. En voici quelques exemples, de différentes époques et différents pays.

À Milan, le 15 décembre 1969, à la suite de l'attentat néofasciste de la piazza Fontana qui fait de nombreuses victimes, la police arrête deux anarchistes : l'un d'eux, Giuseppe Pinelli, 41 ans, est tué, poussé par une fenêtre du commissariat.

À Londres, le 15 juin 1974, Kevin Gately, 20 ans, est piétiné à mort par la police montée lors d'une manifestation contre une marche anti-Asiatiques du National Front ayant pour slogan « Expulsez-les ! ».

À Francfort-sur-le-Main, le 28 septembre 1985, Günter Sare, 36 ans, participait à une manifestation contre le NPD, un parti néonazi : traqué par deux canons à eau de la police, il trébuche et meurt écrasé par un des véhicules.

À Göttingen, le 17 novembre 1989, Kornelia Wessmann (surnommée Conny), étudiante de 24 ans,

est poussée sous les roues d'une voiture par la police lors d'une action contre des néonazis.

À Athènes, le 30 septembre 2012, à la suite des manifestations contre le parti néonazi Aube dorée, des antifascistes sont arrêtés : 15 d'entre eux sont torturés pendant cinq jours dans les locaux de la police anti-émeute.

À Olympia (État de Washington), le 3 septembre 2021, Michael Reinoehl, 48 ans, est abattu par la police qui le surveillait à son domicile, le soupçonant du meurtre d'un partisan de Donald Trump.

On comprendra alors aisément que nous ne faisons pas confiance à l'institution policière pour contenir l'extrême droite, et que nous préférons nous donner les moyens de nous défendre. De la même façon, nous ne sommes pas favorables aux demandes d'interdiction des partis d'extrême droite, pour au moins deux raisons. La première, c'est que ce n'est pas à l'État de décider quelles idées sont tolérables ou non, car dans ce cas-là, toutes les idées contraires aux intérêts de l'État peuvent subir le même sort. La seconde, c'est qu'un décret n'a jamais empêché une force politique d'exister et des opinions de s'ancrer dans les esprits : c'est en sapant sa base sociale que l'on peut espérer s'en débarrasser. C'est particulièrement vrai dans le cas du Front national, pour l'interdiction duquel de nombreuses campagnes sont organisées dans les années 1990 : le faire interdire n'aurait servi à rien comme l'ont montré les mesures racistes et sécuritaires prises par les différents gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédé à cette époque.

Face à la répression, solidarité antifasciste

Comme toutes les formes de contestation sociale qui, à un moment, occupent bruyamment la rue, l'antifascisme est en butte à la répression : gardes à vue prolongées, arrestations préventives, perquisitions sont devenues d'une terrible banalité pour celles et ceux qui décident de s'opposer à l'extrême droite. De la même façon, la justice n'épargne pas les militant·es qui ont cherché à se défendre contre la violence nationaliste. Pire, le pouvoir politique met parfois en scène cette répression et l'instrumentalise, de façon à faire des antifas les nouveaux « ennemis de l'intérieur ».

Le 17 avril 1988 à Paris, une bombe artisanale explose devant la porte du président de la chambre régionale des huissiers, blessant grièvement deux habitants de l'immeuble. L'attentat est revendiqué par le groupe Black War, « en solidarité avec tous les pauvres ». Quatre jours plus tard, 23 militants autonomes sont arrêtés à leur domicile, dont de nombreux antifascistes, souvent liés au groupe punk Bérurier noir, alors au sommet de sa popularité. Deux jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, une partie de la presse se déchaîne, persuadée de tenir là les successeurs d'Action directe*.

* Groupe de lutte armée issu de l'autonomie et de la lutte anti-franquiste, actif de 1979 jusqu'à l'arrestation de ses derniers membres en 1987, dont plusieurs ont été condamnés à de très longues peines. Une association, *Ne laissons pas faire*, a organisé le soutien à ses prisonniers durant toutes les années de leur incarcération. Plus d'infos sur nlpf.samizdat.net.

Tout le monde est pourtant relâché le jour même, sans aucune suite judiciaire. Mais le mal est fait, en particulier pour les Bérurier noir qui subissent de plus en plus de pression.

En France, entre 1994 et 2008, nous avons participé à la création et l'animation d'un collectif, Solidarité résistance antifa (SRA)*, qui a apporté son soutien à plusieurs antifascistes emprisonné·es pour leurs actions contre l'extrême droite. En 2009, alors qu'une nouvelle « affaire » montée en épingle mettait des antifascistes devant la justice, nous écrivions ces lignes, qui restent toujours d'actualité :

« Il semblerait bien qu'aujourd'hui ce qui relève du simple droit d'expression, de l'exercice de droits politiques et syndicaux est fortement battu en brèche par les obstacles qui y sont mis d'une manière ou d'une autre. Il n'est qu'à voir l'augmentation "faramineuse" du nombre de gardes à vue sur l'ensemble du territoire pour comprendre qu'il s'agit non seulement d'un mouvement de grande ampleur mais surtout qu'il concerne (et peut concerner) tout un chacun, et qu'il s'agit d'un mode de sanction et de limitation des droits qui va bien au-delà des cercles militants. [...] Mais ce qui frappe surtout à chaque fois, c'est la disproportion entre les faits reprochés et leurs conséquences policières et judiciaires. »

Le 18 mai 2016, en marge d'un rassemblement contre les violences policières, une voiture de police

* solidarite.samizdat.net

est incendiée : une photo est prise après que le feu a été éteint, avec en premier plan une petite pancarte sur laquelle est facétieusement écrit « Poulets rôtis, prix libre » (précisons qu'aucun policier n'a été brûlé). Quelques heures après, quatre personnes sont arrêtées sur la foi d'un « signalement anonyme », dont le principal accusé est Antonin, militant de l'Action anti-fasciste Paris-banlieue, mise sous le feu des projecteurs depuis la mort de Clément Méric en 2013. Au moment du procès, qui concerne cinq militant·es, le dossier ne contient aucune preuve tangible et l'accusation tient principalement grâce au témoignage d'une personne anonyme, dont la profession est révélée par mégarde : il s'agit d'un agent de la direction du renseignement de la préfecture de police de Paris*... Antonin est pourtant condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis. Sa peine purgée, il reste dans le collimateur policier, puisqu'il est accusé d'avoir participé à une bagarre avec des militants identitaires le 16 avril 2019, à la suite de quoi il subit un contrôle judiciaire strict et extrêmement contraignant : de nombreux groupes antifas se sont mobilisés pour le soutenir lors de son procès, mais aussi pour demander la levée de son contrôle judiciaire.

De fait, les décisions de justice se soldent bien souvent par des peines de prison : il faut alors organiser le soutien à la fois sur le plan politique, judiciaire et matériel. Pour faire face à cette répression,

* « Procès du quai de Valmy : le mauvais quart d'heure du témoin policier », *Libération*, 23 septembre 2017.

des camarades américains ont créé une structure de solidarité, Antifa International, qui collecte des fonds pour soutenir et a instauré un jour de solidarité avec toutes les antifascistes emprisonné·es dans le monde, le 25 juillet de chaque année.

Parfois, la répression policière ne repose sur aucune affaire précise et n'est le fruit que de la volonté politique d'un gouvernement de s'en prendre à un groupe militant. Ainsi, en mars 2022, en France, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a prononcé la dissolution du Groupe antifasciste Lyon et environ (Gale) qu'il accusait de vouloir commettre des actions violentes et troubler l'ordre public. Une vaste campagne de solidarité avec les antifascistes lyonnais·es s'est alors mise en place : une centaine de personnalités, universitaires, artistes, avocats, député et sénateur ont apporté leur soutien au collectif, des rassemblements ont été organisés, des affiches et autocollants diffusés partout. Il a fallu que les militant·es antifas se tournent vers le juge des référés du Conseil d'État pour que cette dissolution, considérée comme une atteinte aux libertés d'expression et d'opinion, soit suspendue deux mois plus tard.

Virilisme et fascination de la violence

Associée à la composition exclusivement masculine des groupes en présence, la glorification des affrontements sent souvent très fort la testostérone. L'antifascisme n'est malheureusement épargné ni par le sexisme ordinaire ni par le virilisme, alors que théoriquement, cela devrait être le cas.

Pour éviter cet écueil, il convient de mettre en place quelques garde-fous. Dès la naissance de l'antifascisme autonome, le problème est clairement identifié. Ainsi, en 1984, dans le bulletin du Scalp de Toulouse, on peut lire : « Le machisme, bien sûr en recrudescence dans la société depuis que n'existe plus de mouvement féministe conséquent, a largement coloré le Scalp. Outre le fait que les rares femmes impliquées se soient peu exprimées, l'appropriation de la violence n'a pu se réaliser largement car elle a été présentée comme un truc de mecs* . »

Cependant, le virilisme de certains antifascistes ne doit pas être confondu avec le masculinisme propre à l'extrême droite. Jamais, à notre connaissance, au sein d'un groupe antifasciste, la réalité de l'oppression patriarcale que subissent les femmes n'a été remise en question. Cependant, la remise en cause de la virilité des militants nationalistes** par certains antifas, en particulier lors d'affrontements, est encore trop banale. Railler leur faiblesse physique, les décrire comme des « fragiles », c'est finalement aller sur leur terrain, alors qu'il y a bien d'autres façons de se moquer d'eux et de les tourner en ridicule.

Si le virilisme se manifeste d'abord et avant tout à travers le comportement ou les propos problématiques de certains lors d'actions dans la rue, on en trouve aussi parfois des traces dans la propagande

* *Tomahawk* n° 2, octobre 1984.

** « La virilité, au cœur de la sensibilité (et du problème) fasciste », *Lundi Matin* (lundi.am), 9 juin 2020. Sur le sujet, lire aussi REY-ROBERT Valérie, *Le Sexisme, une affaire d'hommes*, Libertalia, 2020.

antifasciste, qui a pu se laisser aller à une certaine facilité en magnifiant la figure du « guerrier urbain » ou en faisant l'apologie de l'affrontement entre « mecs ». Il est à noter que, depuis quelques années, des efforts notables ont été faits en ce sens, alors qu'on assiste, dans le camp nationaliste, à une surenchère de plus en plus ridicule dans les appels aux glorieuses figures masculines du passé, des Spartiates aux poilus de la Grande Guerre en passant par les chevaliers du Moyen Âge.

Le souci posé par la fascination pour la violence est, en plus des problèmes spécifiques du virilisme, qu'elle pousse à privilégier de façon systématique l'affrontement direct, ce qui questionne aussi sur le plan stratégique, car la violence n'a pas réponse à tout. La recherche « à tout prix » de l'adversaire, quand bien même celui-ci resterait terré dans les coins, conditionne alors entièrement son activité à celle des nationalistes : or nous avons bien d'autres choses à faire quand les fafs se tiennent tranquilles, que ce soit pour animer des lieux, organiser des campagnes, nous engager dans des projets, produire du matériel, par exemple. Des antifascistes peuvent aussi, tout simplement, n'avoir aucune envie de s'opposer physiquement à des militants d'extrême droite.

8. L'ANTIFASCISME EST-IL UNE CONTRE-CULTURE ?

Symboles et visuels antifascistes

Alors que l'antifascisme de l'entre-deux-guerres est associé aux partis politiques institutionnels, qu'ils soient communistes ou sociaux-démocrates, l'antifascisme contemporain, qui s'est développé à partir des années 1980, s'est au contraire, dès le départ, pensé comme une contre-culture, en ce sens qu'il est bien distinct de l'antifascisme institutionnel en vigueur depuis 1945. Cette évolution est particulièrement sensible quand on observe les logos et visuels qu'utilisent les différents collectifs et groupes, car l'antifascisme, c'est aussi une histoire de symboles.

Deux drapeaux, l'un rouge et l'autre noir, dans un cercle noir : c'est aujourd'hui le signe de reconnaissance le plus utilisé au sein de la mouvance antifasciste, au niveau international. Ce symbole a une histoire, que le militant antifa autonome allemand Bernd Langer, qui en a dessiné en 1989 la version utilisée aujourd'hui, explique* :

« L'original de 1932 est composé d'une bouée rouge dans laquelle les deux drapeaux rouges du SPD et du KPD flottent au vent, de la gauche vers la droite.

* LANGER Bernd, *Antifa, une histoire du mouvement antifasciste allemand*, *op. cit.*, livret intérieur, pp. 2-3.

Cet emblème avait été réalisé sur demande du KPD. [...] Mon intention était d'interpréter ce symbole de façon contemporaine. Je me représentai ces drapeaux comme des bannières de l'armée qui, portées dans une foule de gens, étaient penchées lors de l'assaut. C'est pourquoi je préfèrai représenter les hampes des drapeaux positionnées de la gauche vers la droite, car nous étions un mouvement de gauche qui s'attaquait à la droite. [...] Par ailleurs, nous n'étions pas un mouvement communiste. Au sein du mouvement antifasciste, il y avait aussi bien des communistes que des anarchistes, et un certain nombre qui suivaient leurs propres idées. [...] J'ai transformé les deux drapeaux en un rouge et un noir et en leur donnant un mouvement de vague, en les inclinant légèrement de biais. Un mouvement semblable à une vague : c'est ainsi que je voyais le mouvement antifasciste. »

Depuis, ce logo a fait le tour du monde, et a connu des centaines de variantes, intégrant des particularismes locaux ou associant la lutte antifa à d'autres combats. On trouve ainsi des drapeaux de différentes couleurs : violet pour le féminisme, arc-en-ciel pour les luttes LGBTQIA+, pour ne citer que deux exemples. Les antifascistes font preuve de beaucoup de créativité dans ce domaine, comme le montre le compte Instagram [antifascist_logo_archive](#), qui en a publié des milliers de versions !

Si ce logo est aujourd'hui le plus répandu, le triangle rouge est aussi un symbole antifasciste historique, peut-être moins utilisé par les nouvelles

générations. Il trouve son origine dans l'histoire du mouvement ouvrier, puisque c'est à l'occasion du 1^{er} Mai à Paris en 1890, que des manifestant·es portent pour la première fois sur leurs vêtements un triangle rouge en cuir. Il symbolisait alors la revendication d'un temps de travail quotidien limité à huit heures*. Dans les années 1930, les nazis l'imposent aux prisonniers politiques des camps de concentration, dont la plupart étaient communistes, socialistes ou anarchistes. Dans les années 1990, des groupes antifascistes, en particulier Ras l'Front et Territoires de la mémoire, le reprennent à leur compte.

Un autre symbole a été remis au goût du jour : il s'agit de trois flèches qui partent de la gauche et pointent vers le bas. Comme les deux drapeaux, c'est de l'Allemagne des années 1930 qu'il nous vient, même si on le doit à un émigré russe, le socialiste Sergueï Tchakhotine, recruté pour la propagande du Front de fer**, une organisation d'autodéfense antifasciste proche du SPD. La légende voudrait que c'est en remarquant dans la rue une croix gammée barrée d'un trait qu'il aurait eu l'idée de transformer ce trait en flèche pointée vers le bas***. Par la suite, il pensa à trois flèches qui représentaient pour lui « l'unité, l'activité et la discipline », mais la propagande du Front de fer utilisait aussi ces trois flèches pour faire

* Chaque pointe du triangle symbolisant huit heures d'une journée : une pointe pour le travail, une pour les loisirs et une pour le repos.

** Cf. LANGER Bernd, *Antifa, une histoire du mouvement antifasciste allemand*, op. cit., , pp. 59-60.

*** BRAY Mark, *L'Antifascisme*, op. cit., p. 24.

voler en éclats une couronne, une croix gammée, et un marteau et une faucille. Bien plus tard, le Red & Anarchist Skinheads (RASH), un mouvement de skinheads antifascistes des années 1990, reprend le symbole aux trois flèches ; plus récemment, en France, le mouvement de la Jeune Garde se l'est également réapproprié.

Enfin, un dernier symbole, utilisé dans la scène musicale antifasciste depuis le début des années 2000, représente une silhouette mettant un coup de pied dans la tête d'un néonazi, accompagné du slogan « Good Night White Pride », qu'on pourrait librement traduire par « Bonne nuit, les nazis ». Le dessin vient d'une photo prise en 1998, qui montre Harlon Jones*, un antiraciste de 18 ans présent lors d'une contre-manifestation contre un rassemblement du Ku Klux Klan dans le Michigan (États-Unis). Le logo a connu lui aussi bien des variantes, de plus ou moins bon goût (par exemple le « golden shower, white power »), et des groupes antifascistes comme la Gale à Lyon, par exemple, s'en sont inspirés (Harlon Jones étant remplacé par un jeune en train de dabber).

Occuper l'espace public pour freiner ou empêcher l'implantation de l'extrême droite fait partie des pratiques antifascistes (*cf.* chapitre 4). L'un des moyens pour le faire est d'effacer les traces de l'extrême droite, mais aussi d'afficher visuellement une présence antifasciste en collant des autocollants,

* Une traduction d'une interview de Jones, publiée initialement sur le site américain Antifa International, est disponible sur notre site : lahorde.samizdat.net/good-night-white-pride-histoire-dun-logo

et de nombreux collectifs font preuve d'une grande créativité dans le domaine. Le militantisme offre souvent un visage austère : mais dans la production antifasciste, les punchlines, les détournements, les références à la pop culture sont nombreux et permettent de rendre notre message plus accessible.

Une autre pratique très répandue dans le milieu antifa est la réalisation de fresques murales, souvent commémoratives. En 1982, une impressionnante fresque murale a ainsi été réalisée, rappelant la bataille de Cable Street*, et elle est toujours visible aujourd'hui, au n°236 de la rue. Cette manière de faire vivre la mémoire des luttes est toujours d'actualité, et c'est aussi un moyen de rendre hommage à nos camarades tombés sous les coups de l'extrême droite. Dax, Carlos, Pavlos, Clément, Heather sont autant de prénoms qui ornent les murs des villes de nombreux pays, pour rendre hommage aux antifascistes assassinés.

Chants emblématiques antifascistes

La lutte antifasciste durant la Seconde Guerre mondiale est ponctuée de chants qui sont devenus emblématiques et sont encore repris aujourd'hui.

Le plus célèbre est certainement *Bella Ciao*, un chant de révolte des antifascistes italiens dont la musique s'inspire d'une chanson populaire du XIX^e siècle et dont les paroles originelles réclament

* Cf. chapitre 7, « L'affrontement, un mythe fondateur ».

la journée de travail de huit heures*. Des résistants italiens les modifient légèrement, en particulier en introduisant le vers « *O partigiano portami via* » (Ô partisan, emmène-moi). À noter que ce n'est pas l'hymne préféré des partisans italiens, qui chantent plus volontiers *Fischia il vento*, dont les paroles sont encore connues des antifascistes italiens d'aujourd'hui**. Mais la chanson *Bella Ciao*, plus consensuelle, a fini par s'imposer dans le grand public, dans la version fixée par Vasco Scansani en 1952. Elle a connu un nouveau succès en 2017 grâce à une série espagnole, *La Casa de Papel****, et s'en est ainsi trouvé quelque peu galvaudée****, même si on continue à l'entendre dans les manifestations antifas.

En France, le chant de la Résistance le plus célèbre est sans conteste *Le Chant des partisans*. Écrite et composée par Anna Marly, une chanteuse d'origine russe réfugiée à Londres, la chanson s'inspire d'une mélodie slave, assez simple et facile à retenir. Mais les paroles d'origine sont en russe*****, alors les résistant·es installé·es à Londres en réclament une

* C'est la même revendication que celle du triangle rouge, devenu lui aussi un symbole antifasciste.

** Ainsi, en 2023, la commémoration des vingt ans de la mort de David «Dax» Cesare, un antifa de Milan assassiné par la police, s'intitulait « *nella notte lo guidano le stelle* » (dans la nuit, les étoiles nous guident), qui est un extrait de cette chanson.

*** Les personnages de la série, des braqueurs, chantent *Bella Ciao* lorsqu'ils volent l'argent à la Maison de la monnaie.

**** On pense par exemple à la version française du titre produite en 2018 par Naestro, entouré de Gims, Vita, Dadju et Slimane.

***** Au départ, cette chanson était destinée à encourager les combattants russes de la bataille de Stalingrad.

version en français : avec Joseph Kessel et Maurice Druon, deux écrivains, Marly adapte les paroles. En 1943, *Le Chant des partisans* devient l'indicatif de l'émission radiophonique de la France libre diffusée par la BBC : la mélodie de la chanson est un signe de reconnaissance entre résistant·es, tandis que le texte est parachuté en France par la Royal Air Force. Après la guerre, de nombreux chanteuses et chanteurs, y compris de variété*, la reprennent. Côté chanteurs engagés, nous pouvons citer la version assez sobre de Léo Ferré, celle de 1987 du groupe punk Nuclear Device, celle du groupe de ska italien Banda Bassotti en 1993, ou encore les versions plus enjouées des René Binamé ou celle des Motivés de 1997, qui fut un temps un « hit » des mouvements sociaux.

Moins repris par les antifas mais tout aussi important, il faut citer le chant yiddish *Zog Nit Keynmol* (« Ne dis jamais »), également appelé *Le Chant des partisans*, qui est à l'origine un poème écrit en 1943 par Hirsch Glick, un jeune Juif du ghetto de Vilnius, en Lituanie, et qui s'inspire du soulèvement du ghetto de Varsovie. Il devient l'hymne des partisans juifs, et, après la guerre, l'un des chants de commémoration des victimes de la Shoah.

Dans la période contemporaine, de nombreuses chansons antifas sont reprises en concert par différents groupes, voire chantées en chœur dans les

* Par exemple Mireille Mathieu, Johnny Hallyday ou encore Benjamin Biolay !

manifs. Impossible de les citer toutes, mais en voici quelques titres, à titre d'exemple. La plupart sont issues de la scène punk rock et oi! qui a croisé, dans de nombreux pays, la route de la lutte antifasciste. Citons, pour les titres étrangers, *Solidarity* (1983) des Anglais d'Angelic Upstarts, *Sometimes Antisocial But Always Antifascist* (1999) du groupe allemand Stage Bottles, *Antifas Hooligans* (2004) des Italiens de Los Fastidios. Côté français, le titre *Porcherie* des Bérurier noir, sorti en 1985, fut certainement le plus notoire : lors de leur dernier concert à l'Olympia en 1989, le groupe fait scander à la salle entière « La jeunesse emmerde le Front national », qu'on entendra les années suivantes dans presque toutes les manifs antifascistes. Mais les Bérus n'étaient pas les seuls (*No Pasaran* des Cadavres en 1991) et la relève était assurée (*RASH* de la Brigada Flores Magon en 2000, la reprise de *Je trahirai demain* par Cartouche en 2007). La scène punk antifa est toujours active aujourd'hui, avec des groupes comme Rock n'Bones (*Antifa Rockers*, 2016) ou Les Ramoneurs de menhirs (*Les Grands Nigauds*, 2017).

Concernant le rap, si, au moment de l'émergence de la scène hip-hop dans les années 1990, les groupes phares se fendent d'un titre pour dénoncer l'extrême droite, comme Suprême NTM (*Plus jamais ça*, 1995) ou IAM (plus précisément Shurik'n en *feat* avec Akhenaton sur *Manifeste*, 2000), la rencontre ne se fait pas vraiment avec le milieu antifa, à l'exception notable de Skalpel, rappeur « conscient » et compagnon de route indéfectible des antifascistes

depuis le début des années 2000 (parmi ses titres récents, *Antifa War*, 2020), ou du collectif Mary Read (*Antifasciste*, 2010). D'autres, comme la Scred Connection ou Rocé*, ont joué en soutien à des concerts antifas, notamment à Paris et à Lyon.

Dans une moindre mesure, d'autres styles musicaux se sont aussi associés à l'antifascisme. Il existe ainsi quelques titres dans le metal (Ministry, *Antifa*, 2017), et même dans le black metal, une scène pourtant gangrénée par l'extrême droite. Ainsi, nous n'oublions pas Timur Kachavara, chanteur du groupe russe de black metal Distress, assassiné par des néonazis le 13 novembre 2005.

Antifascisme et scène musicale

Au-delà de l'engagement de certains artistes, des liens ont été noués entre scène musicale alternative et mouvement antifasciste. Le sujet mériterait un ouvrage entier, qu'il reste à écrire : nous n'en donnons ici qu'un aperçu.

En 1976 en Angleterre, à la suite des propos racistes que tient sur scène le chanteur Eric Clapton**, le photographe Red Saunders fédère des artistes, dont de nombreux musiciens, pour créer

* De son vrai nom José Youcef Lamine Kaminsky, il est le petit-fils d'un célèbre faussaire antifasciste, Adolfo Kaminski. Sa sœur, Sarah, a publié un livre sur la vie de son grand-père, *Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire*, le Livre de poche, 2009.

** Cf. « "Keep Britain white!" : le jour où Eric Clapton a basculé dans le racisme », site Les Inrockuptibles, 7 septembre 2019.

le mouvement Rock Against Racism (RAR). Le public se joint rapidement au mouvement, ainsi que plusieurs organisations antiracistes : pendant cinq ans, le RAR mobilise contre le National Front et le racisme en général, à travers des « carnivals » issus de la tradition caribéenne, qui rassemblent jusqu'à 100 000 personnes. Politique et contre-cultures (surtout punk et reggae) se rencontrent, grâce à des groupes comme les Clash, les Specials, Steel Pulse, X-Ray Spex, Aswad...

En France, ce qu'on a appelé « le rock alternatif* » est d'abord né au début des années 1980 du désir de reprendre en main sa propre culture musicale, en développant une scène posée dès le départ comme une alternative au système commercial, et plus largement au système social en général en pratiquant l'autoproduction (créations de labels), l'autodistribution (tables de presse, VPC), l'auto-information (fanzines, radios associatives) et l'auto-organisation (concerts et festivals autogérés par des collectifs).

La rencontre entre cette scène rock** d'un nouveau genre et l'antifascisme se fait assez tôt, au milieu des années 1980, à l'occasion des premières manifs contre le Front national, auxquelles sont rapidement associés des concerts. Les réseaux antifascistes « radicaux » et ceux du rock alternatif avaient en commun une organisation indépendante, autonome

* *Comme un Indien métropolitain*, *op. cit.*, p. 125-163.

** Le terme « rock » est à prendre dans son sens le plus large, car en réalité il ne s'agit pas d'un seul genre de musique, puisque sous ce nom on trouvait des groupes de ska, de reggae, de oi!, etc.

et activiste, car ils invitaient leurs publics respectifs à s'investir et non simplement à consommer de la musique ou des idées, et à participer activement à leur développement. Ces réseaux travaillent ensemble : ainsi, en 1987, la Coordination nationale antifasciste (Cnaf), qui regroupe plusieurs groupes antifascistes autonomes, mène une campagne de sensibilisation en organisant des concerts un peu partout en France, la tournée «Géronimo», à laquelle participe de «gros» groupes alternatifs de l'époque (Ludwig von 88, Washington Dead Cats, Nuclear Device...), les concerts étant précédés dans l'après-midi de rencontres-débats. En 1989, un carnaval anti-Le Pen est organisé par différents groupes libertaires, dont le Scalp, et l'ambiance musicale est assurée par, entre autres, les Bérurier noir et Laid Thenardier.

À la même période, le Scalp, un groupe antifasciste parisien, se dote d'une commission contreculture (CCC) qui fait le lien entre la scène musicale alternative et le milieu militant, en organisant des concerts réguliers le week-end, toujours en soutien à une lutte en particulier. Dans les années 1990, la CCC se détache du Scalp et devient une structure autonome, qui existe toujours aujourd'hui*.

Au début des années 2000, un RASH voit le jour en France : pendant dix ans, il organise chaque année un festival de musique, le Barricata Fest, affiché « *strictly antifascist* ». Peu de temps après, en 2005, la première édition du Lemovice Antifa Fest est lancée

* collectifcontreculture.noblogs.org.

à Limoges. Les deux événements proposent chaque année de grosses têtes d'affiches, en faisant jouer les plus grands groupes antifascistes internationaux. En 2013, c'est au tour du Lyon Antifa Fest de prendre le relais, avec deux soirées, l'une plutôt hip-hop, l'autre plutôt punk rock. Enfin, en 2018, l'Alternative International Movement (AIM) se crée pour faire la promotion des cultures underground dans une perspective militante : de nombreux collectifs antifas sont régulièrement invités à tenir des tables de presse* à leurs concerts.

Les concerts ne sont ainsi pas seulement des espaces festifs, ils peuvent aussi être des lieux de politisation, notamment pour les plus jeunes. Comme l'objectif est de permettre la défense de nos convictions, une vigilance toute particulière est apportée quant aux comportements oppressifs d'une partie du public (sexisme, validisme...). C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'intérêt de certain·es antifascistes pour le *straight edge*** qui, tant qu'il n'est pas appliqué de manière dogmatique ou dans une perspective moralisatrice, peut être un moyen de réfléchir collectivement à notre rapport à la consommation et à la dépendance.

* Cf. chapitre 6, « Sensibiliser et former ».

** Cette contre-culture issue de la scène punk américaine des années 1980 prône le rejet des drogues et de l'alcool. On attribue généralement la paternité du terme à Ian MacKaye à cause de deux chansons de son groupe Minor Threat sorties en 1981 : *Straight Edge* et *Out Of Step*. MacKaye a plusieurs fois précisé que son message est un appel à l'émancipation, et en aucun cas un postulat conservateur.

Antifascisme et tribus urbaines

Les symboles ou chants décrits précédemment sont devenus aussi une façon pour les antifascistes de se reconnaître et de faire corps. La nécessité de s'organiser collectivement a ainsi donné naissance à des groupes affinitaires, qui vont croiser la route des différentes bandes de jeunes qui font leur apparition.

En Italie, dans les années 1920, les *squadristi* fascistes de Mussolini font régner la terreur dans les rues en bandes organisées : face à eux, d'autres bandes se forment pour se défendre, comme les *Arditi del popolo* créés par l'anarchiste italien Argo Secondari, qui sont organisées de façon décentralisée, prennent comme symbole un crâne au poignard entre les dents et mènent des expéditions punitives contre les chemises noires.

En Allemagne, dans les années 1930, sur les traces de la Bündische Jugend*, des bandes de filles et de garçons issues des classes populaires partagent un même code vestimentaire et, pour faire ce qui leur plaît, échappent à l'embrigadement de la jeunesse par les nazis. Certaines de ces bandes**, comme les Meuten de Leipzig, n'hésitent pas tendre des embuscades aux Jeunesses hitlériennes. Certaines

* Mouvement de jeunesse né après la Première Guerre mondiale en Allemagne, issu des Éclaireurs ou des associations de jeunes randonneuses et randonneurs, les *Wandervögel*.

** LANGE Sasha, *Meuten, Swings & Edelweißpiraten - Jugendkultur und Opposition im Nationalsozialismus*, Ventil Verlag, 2015 (traduction française à paraître en 2024 aux éditions BPM).

s'engagent dans une résistance plus politique, comme les Edelweisspiraten en Rhénanie : 13 d'entre eux, dont six n'avaient pas 18 ans, sont arrêtés par les nazis et pendus en place publique à Cologne, sous le regard de centaines de badauds.

Après la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles bandes font leur apparition : blousons noirs en France et rockers en Angleterre laissent progressivement la place, à la fin des années 1960, aux mods et aux skinheads. Ces derniers, en Angleterre, n'ont pas de motivation politique, se retrouvent principalement dans les stades et les bars, et leur culture musicale est surtout sous influence jamaïcaine. Avec l'arrivée du mouvement punk dans les années 1970, les skinheads développent leur propre style musical, la oi!, et, au début des années 1980, beaucoup se radicalisent à l'extrême droite*. En réaction, des bandes de skinheads qui revendiquent leur antifascisme refusent de laisser le nom de «skinhead» aux néonazis, qu'ils préfèrent appeler «bonehead**».

En Norvège, ce sont des punks de Blitz, un squat d'Oslo, qui montent la première Action antifasciste pour se défendre contre des boneheads. À la même période, en Allemagne, et pas seulement à l'Est, les attaques menées par des skinheads contre des immigrés ou des punks sont considérées par les médias et les politiques du pays comme du «hooliganisme», niant le caractère politique de leur violence.

* Pour en savoir plus sur le mouvement skinhead et son virage néonazi, lire l'ouvrage collectif *Bêtes et Méchants*, *op. cit.*, pp. 163-169.

** Littéralement, « tête d'os ». Le dessinateur antifasciste Gil avait avec humour résumé le message : « Le skin aide, et le bonehead nuit ! »

Aux États-Unis, en 1985, une bande de skinheads antiracistes de Cincinnati, les Baldies*, décident de réagir aux agressions dont des Afro-Américains sont victimes de la part des White Knights, un groupe suprémaciste blanc. Se limitant d'abord à l'affrontement physique, ils font ensuite des graffitis, distribuent des tracts, pour finalement créer l'Action antiraciste. La même année, à New York, d'autres skinheads créent le SHARP (Skinheads Against Racial Prejudice), revendiquant l'identité multiethnique du mouvement skin. Enfin, en 1993, des skins de New York créent le Red & Anarchist Skinheads (RASH). Au Canada, des skinheads antiracistes d'Edmonton créent en 1990 la Ligue antifasciste, en réaction à la violence des Aryan Nation; quelques années plus tard sont créés le United Against Racism à Winnipeg et l'Action antiraciste à Toronto.

En France, le milieu skinhead se politise lui aussi d'abord à l'extrême droite, notamment sous l'influence de Serge Ayoub, dit « Batskin** » : le climat de violence qui en découle, en particulier autour des concerts mais aussi dans la rue, entraîne une réaction antifasciste avec l'apparition de bandes de « chasseurs de skins », dont la plus connue est celle des Red Warriors, apparue en 1986 : si c'est la plus politisée, ses principaux animateurs précisent*** que cette politisation se faisait « à l'instinct », non « par

* BRAY Mark, *L'Antifascisme*, *op. cit.*, pp. 67-70.

** « De Batskin à Serge Ayoub », séries d'articles écrits en juillet 2013, à lire sur le site de La Horde.

*** *Comme un indien métropolitain*, *op. cit.*, pp. 166-167.

les bouquins » mais par la « confrontation avec la réalité. ». Ils résument ainsi leur stratégie : « L'idée c'était de repérer les bandes de skins et les lieux qu'ils fréquentaient. On fonctionnait par petits groupes de trois ou quatre, qui traînaient dans Paris. Chacun de son côté repérait des objectifs, on préparait la descente et on tombait sur les fafs. » On retrouve souvent les membres de ces bandes dans le service d'ordre des concerts organisés par les antifascistes.

À la même époque se développe un *dress code* antifasciste, ou plutôt *redskin* : Doc Martens coquées aux lacets rouges ou Kicks* en cuir noir aux pieds, badges ostentatoires, bombers retourné, ceinture de l'Armée rouge, on affiche alors fièrement ses couleurs. Si, parfois, la visibilité de cette panoplie est inversement proportionnelle à l'implication sur le terrain, pour la plupart de celles et ceux qui le portent, c'est un signal envoyé aux militants d'extrême droite qu'on n'a pas peur d'eux, qu'on est prêt·e à assumer la confrontation.

La mode *redskin* finit par passer, mais connaît en France un *revival* à la fin des années 1990, dans une tendance plutôt *old school*, et se mêle, chez certain·es antifascistes, à la mode hip-hop de l'époque (baskets, baggy, casquette). Depuis les années 2000, le *dress code* antifa a évolué, passant du look *skinhead* au look *casual* emprunté aux ultras des stades de foot** : si les

* Modèle de chaussures de foot Adidas dont le bout était renforcé.

** Adopter le style *casual* permet de mieux se fondre dans la masse, et donc de déjouer la répression, qui sévit aussi bien au stade que dans la rue.

Adidas noires et les polos Fred Perry sont toujours là, les parkas NorthFace ont remplacé les bombers d'hier, et les bobs et casquettes noires recouvrent désormais les têtes...

Cette attention particulière portée à l'apparence en fait sourire certain·es, souvent avec condescendance : les mêmes sont cependant souvent soulagé·es d'avoir à leur côté une présence antifasciste visible et dissuasive, à même de tenir les activistes d'extrême droite à distance. Regarder de haut ce soin apporté par les antifas à leur tenue, c'est aussi oublier que la cohésion des tribus urbaines créée par ces signes de connivence et de reconnaissance participe de leur efficacité dans les coups durs.

Antifascisme et sport populaire

Les rencontres sportives sont une autre occasion d'échanges et de mise en pratique des valeurs antifascistes. Ici, la nature du sport importe peu : si le football ou les sports de combat sont les plus populaires, il nous est arrivé de participer à des compétitions plus originales, comme ce tournoi de développé-couché organisé par des antifascistes russes vegans à Saint-Petersbourg*. Ce qui compte, c'est l'état d'esprit : peu importe le gagnant ou la gagnante, l'essentiel c'est que tout le monde s'amuse, dans le respect des capacités de chacun·e.

* Nous en avons fait un compte rendu dans le fanzine *À Bloc* n°2, novembre 2011.

Le football occupe une place à part cependant, puisque les tribunes sont aussi des zones à défendre face à des hooligans nationalistes qui cherchent à y imposer leur loi; ainsi, il n'est pas rare que des groupes d'ultras antiracistes ou antifascistes affichent clairement leurs couleurs, dans certains pays même au péril de leur vie, comme Ilya Dzhaparidze, un supporter antifa du Dynamo de Moscou, assassiné par des ultras néonazis le 28 juin 2009.

Si, chronologiquement, le premier groupe de supporters antifas est certainement le Leeds Fans United Against Racism and Fascism en Angleterre, l'exemple le plus emblématique est certainement celui des Hambourgeois-es de Sankt Pauli, un club de 2^e division allemande, qui a fondé en 1993 l'Association des supporters antifascistes de football : son logo, qui reprend le Jolly Roger des pirates, est connu de tout le milieu antifa. On trouve aussi en France des supporters contre l'extrême droite, comme les ultras marseillais (Fanatik, MTP, South Winners) toujours présents pour s'opposer aux ultras d'extrême droite, et à qui l'on doit, en novembre 2022, le plus grand tifosi* antifa d'Europe. On peut aussi citer, pour la région parisienne, le Ménilmontant Football Club (MFC 1871) ou encore les supporters du Red Star de Saint-Ouen**

* Animation organisée en tribune par des supporters.

** Ces derniers ont de qui tenir, puisque Rino Della Negra, joueur du club en 1942-1943, était aussi résistant au sein des FTP-MOI, engagement qu'il paya de sa vie puisqu'il fut fusillé par les nazis le 21 février 1944 au Mont-Valérien, à l'âge de 21 ans. Voir MANESSIS Dimitri et VIGREUX Jean, *Rino Della Negra, footballeur et partisan*, Libertalia, 2022.

mais aussi les prises de position des kops stéphanois, bordelais ou montpelliérain.

Ces groupes ne se contentent pas de faire face à d'autres ultras d'extrême droite, mais prennent aussi des initiatives pour défendre l'idée d'un football populaire et débarrassé du racisme et du sexisme qui sévissent au stade. Ainsi, des groupes de supporters ont fait pression sur la direction des clubs pour que soient renvoyés des joueurs en raison de leurs positions nationalistes : c'est ce que firent les antifas de Sankt Pauli avec le joueur turc Cenk Şahin ou les Bukaneros de Vallecas, un quartier madrilène, avec le joueur ukrainien Roman Zozulya. Par ailleurs, plusieurs groupes ultras antifas se sont rassemblés dans des réseaux, comme Rebel Ultras ou Alerta Network, aujourd'hui inactifs.

Outre les tournois de foot, les antifascistes s'organisent aussi pour la pratique sportive au quotidien, en particulier par le biais des sports de combat. En Italie, il existe depuis longtemps des clubs de boxe ouvertement antifas associés aux centres sociaux : le Palestra Popolare AntiFa Boxe de Turin, dans le squat d'Askatasuna, ouvert en 2001, est peut-être l'un des plus anciens, mais il en existe aussi dans d'autres villes, en particulier à Milan.

En France, de nombreux groupes antifascistes organisent, en interne, des entraînements collectifs, mais il existe aussi des associations ou des collectifs qui proposent des formations souvent plus complètes, dans des lieux adaptés, et ouvertes à toutes et tous. Certains choisissent d'être avant tout des

structures locales, comme l'association Le Sport autrement à Saint-Étienne, animée par des antifascistes, mais ouverte sur le quartier populaire qui les accueille. D'autres, comme le Raccoon Kai Boxing Club en région parisienne, s'adressent davantage aux militant·es. Mais tous partagent le même état d'esprit, que le Raccoon explique très bien* :

« Le sport c'est un sujet compliqué à gauche, parce que ça peut très vite flirter avec des dérives individualistes et bourgeoises ou carrément fascisantes, via le culte du corps et de la discipline, ou le validisme, tout comme la boxe peut vite dériver vers du virilisme. [...] On n'a pas vocation à créer une armée de soldats surentraînés, et pour la plupart nous sommes loin d'être des modèles d'autodiscipline. Mais on pense que tout n'est pas à jeter dans le modèle d'une vie saine et sportive, pour les personnes en ayant la capacité, bien évidemment. Là encore, on pense que ce n'est pas quelque chose dont il faut laisser le monopole à la droite. Nous aussi, nous avons le droit d'être en forme, de prendre soin de nous, de prendre soin de notre santé, sans être dans la recherche de la perfection, de la performance ou dans la compétition. »

* « Présentation du Raccoon Kai Antifa Boxing Club », La Horde, 14 mars 2023.

9. QUELS SONT LES LIENS AVEC LES AUTRES LUTTES ?

Il est tentant de laisser la lutte contre les mouvements nationalistes aux seuls groupes antifascistes, car c'est un combat qui prend du temps et de l'énergie, et qui est politiquement risqué à cause de questions mal posées comme celles de la violence ou de la liberté d'expression. Bien que le travail d'information et la riposte sur le terrain soient deux axes majeurs de notre lutte, nous, antifascistes, n'avons pas vocation à servir ni de milice de protection et d'intervention face à la violence d'extrême droite, ni d'agence de renseignements délivrant des infos précises sur tel·le ou tel·le militant·e nationaliste.

Nous ne sommes pas non plus des militant·es « obsédé·es » par l'objet de notre lutte. Notre combat spécifique est toujours pensé dans un cadre plus large, celui des mouvements d'émancipation et de justice sociale*. Mais, à l'inverse, les militant·es engagé·es sur d'autres luttes doivent aussi se réapproprier la lutte antifasciste. Ainsi, une part importante de notre travail consiste à sensibiliser les forces politiques progressistes et révolutionnaires de la nécessité de ne pas laisser

* Dans le chapitre « Un antifascisme social et populaire » de son Manifeste publié en 2019, l'Union communiste libertaire (UCL) développe l'idée que les luttes sociales portent, en elles-mêmes, une dimension antifasciste.

la lutte contre l'extrême droite aux seuls groupes antifas : ce que, dans une campagne en 2014, nous avons résumé avec le slogan : « L'antifascisme, c'est l'affaire de toutes et tous. »

Il est dangereux, quel que soit le combat que l'on mène, de ne pas être vigilant·e à cette question, car plus que jamais, l'extrême droite cherche à réhabiliter le racisme et sa vision du nationalisme, tente de s'inviter dans les mouvements sociaux en détournant à son profit des luttes traditionnellement ancrées à gauche, comme l'écologie ou le féminisme.

Antifascisme et antiracisme

Le racisme n'est pas l'apanage de l'extrême droite : c'est un phénomène social et politique plus large. Mais c'est au sein de la nébuleuse nationaliste que, de différentes façons, le racisme est repensé comme une grille d'analyse acceptable et susceptible d'avoir pignon sur rue. Aujourd'hui, du moins dans les discours publics, la condamnation du racisme semble unanime : même à l'extrême droite, rares sont celles et ceux qui osent le revendiquer ouvertement. La reconnaissance des crimes de l'esclavage, la mémoire de la Shoah, la place prépondérante du racisme dans les régimes les plus autoritaires et meurtriers de la planète font que ce mode de pensée apparaît disqualifié, mais ce n'était pas le cas avant la Seconde Guerre mondiale. Le racisme, historiquement, était une option politique parmi les autres, et ce d'autant plus facilement que

le concept biologique de « race » n'avait pas encore été invalidé par la science*.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on ait assisté à la disparition du racisme structurel dans la société dans la période contemporaine : les luttes menées par les immigrés pour défendre leurs droits, celles de leurs enfants nés en France pour une vraie citoyenneté (initiées avec la Marche pour l'Égalité de 1983 et ses suites) et toutes celles qui, plus largement, dénoncent le racisme de l'État, sont là pour le rappeler. Historiquement, les antifascistes se sont toujours associés à ces luttes, que ce soit à travers le soutien aux personnes sans papiers, la dénonciation des politiques migratoires toujours plus excluantes ou celle des violences policières subies par des personnes racisées.

Mais si la lutte antiraciste et la lutte antifasciste sont aussi indéfectiblement liées, c'est que les personnes racisées sont les premières victimes de l'extrême droite, qui cherche ainsi à banaliser le racisme en mettant en place différentes stratégies concordantes. Si, dans une perspective antifasciste, le combat antiraciste doit sortir du piège identitaire dans lequel on tente de l'enfermer pour se replacer dans un cadre égalitaire, il doit aussi être mené en priorité par les premières et premiers concernés. L'appel des Indigènes de la République en 2005** a

* REYNAUD-PALIGOT Carole, *Races, racisme et antiracisme dans les années 1930*, PUF, 2007.

** BOUTELDJA Houria et KHIARI Sadri, *Nous sommes les Indigènes de la République*, Amsterdam, 2012.

jeté un pavé dans la mare dans ce sens, d'une part en rappelant le poids du colonialisme dans le racisme contemporain et la nécessité d'associer aux revendications d'égalité et de justice celle de la dignité, et d'autre part en dénonçant l'antiracisme moral et paternaliste d'une certaine gauche ainsi que son refus de prendre la mesure du racisme qui touche spécifiquement les musulman·es*.

Car si la dénonciation du racisme en général est unanime au sein de la gauche, celle de l'islamophobie est parfois moins évidente. Le mouvement antifasciste autonome vient en grande partie des milieux libertaires : à ce titre, il porte en général un discours critique à l'égard de toutes les religions, d'autant plus qu'en France, l'un des courants les plus importants de l'extrême droite est le courant national-catholique, qui tente d'imposer à la société ses valeurs et sa vision du monde. À ce titre, certain·es antifascistes pensent qu'il faut traiter l'islam et son implantation en France de la même façon**, et soutenir toute critique faite à cette religion. Mais d'autres, plus nombreux et dont nous faisons partie, pensent qu'il importe de ne pas stigmatiser celles et ceux qui le sont déjà pour leurs origines et leur statut social. En France, les musulman·es, au même

* Cet appel, salutaire en son temps, a malheureusement été prolongé par des provocations et des positionnements inutilement polémiques.

** Il n'y a pas d'expression politique des partisans du djihadisme en France, contrairement à ce qu'on peut voir par exemple en Grande-Bretagne : si c'était le cas, nous les combattrions au même titre que les autres intégristes.

titre que les jeunes des quartiers populaires (ces deux catégories se superposent parfois), sont souvent associées aux « classes dangereuses ». Or le tour de passe-passe de l'islamophobie, c'est de détourner ce discours de classe pour en faire un enjeu de civilisation, en essentialisant les musulman·es : c'est ce que nous dénonçons.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les campagnes de dénonciation de l'islamophobie en France (que ce soit pour dénoncer l'exclusion des mamans voilées des sorties scolaires en 2012 ou la possibilité de porter un burkini sur la plage en 2016) se sont faites dans le cadre d'une exigence d'égalité des droits, et non pour défendre des revendications spécifiques aux musulman·es. Pourtant, celles et ceux qui dénoncent l'islamophobie sont souvent taxés de « communautarisme » par celles et ceux qui veulent disqualifier la dénonciation des discriminations qu'ils et elles subissent. Or, quand les plus farouches partisan·es de la mixophobie et de l'entre-soi « blanc » reprochent à d'autres leur « repli identitaire », on se dit qu'il n'y a pas de limites à la mauvaise foi !

Ces nouvelles offensives racistes, principalement orientées contre les musulman·es, ne doivent d'ailleurs pas éclipser l'antisémitisme, et ce d'autant moins qu'il est aussi parfois un des leviers de l'islamophobie, certain·es considérant que « l'islamisation » de l'Europe serait en réalité orchestrée par les Juifs ! En France, depuis *La France juive* de Drumont, son *best-seller* publié en 1886, jusqu'aux vidéos d'Alain Soral dans les années 2000, l'antisémitisme sert de fil

rouge au nationalisme politique. Ce lien indéfectible a été théorisé dans notre pays par Charles Maurras, qui reste encore de nos jours une référence pour la plupart des formations nationalistes : mais comme tous les racismes, l'antisémitisme ne se limite pas à l'extrême droite, et les préjugés concernant les Juives et les Juifs se retrouvent dans toute la société, et aussi parfois dans notre propre camp politique, généralement à travers l'amalgame entre communauté juive et État d'Israël.

Rappelons-le : un racisme ne chasse pas l'autre, au contraire, tous se nourrissent mutuellement. La mise en concurrence des différentes formes de racisme (antisémitisme, islamophobie, négrophobie, racisme anti-Asiatiques, anti-Rroms) est non seulement une erreur fondamentale, mais elle est aussi contre-productive, car c'est le principe même du racisme qui doit être combattu, ainsi que tous ses mécanismes.

Antifascisme et antisexisme

L'extrême droite est historiquement (et logiquement) opposée au féminisme, aux luttes LGBTQIA+ et plus largement à tout ce qui peut participer à la déconstruction des stéréotypes de genre. Cela s'est concrétisé, dans la période contemporaine, par deux combats principaux.

C'est d'abord, dans les années 1980, la lutte contre l'avortement, à qui l'activisme de groupuscules catholiques intégristes redonne de la visibilité, plus

de dix ans après la dépénalisation de l'IVG en 1975. Avec des méthodes importées des États-Unis, des militant·es menacent et agressent des médecins, culpabilisent des patientes, s'enchaînent à des maternités : des antifascistes se sont alors mobilisé·es, souvent efficacement, pour les déloger. Au milieu des années 1990, alors que ces « commandos anti-IVG » sont sur le déclin* et que des acteurs prétendument plus respectables comme la fondation Jérôme-Lejeune s'imposent, la nébuleuse anti-IVG s'est fédérée au sein d'un collectif, « En marche pour la vie** », dont la principale activité est l'organisation d'une manifestation nationale qui, depuis 2008, se déroule tous les ans au mois de janvier. Chaque fois, la plupart des tentatives de contre-rassemblement ou de perturbation de la part des milieux antifascistes et féministes se soldent par des échecs.

En 1999, un mouvement émerge contre les droits des personnes homosexuelles, au moment de l'adoption du Pacte civil de solidarité (Pacs), qui a été l'objet de débats parlementaires pendant près de dix ans. Ce sont des députés d'extrême droite, Philippe de Villiers*** et Christine Boutin, anti-IVG acharnée, qui mènent la campagne. Plus encore

* À noter que l'activisme anti-IVG a récemment retrouvé une certaine vigueur, comme le montrent les dégradations subies en 2021 et 2022 par des antennes du Planning familial à Paris, Strasbourg, Nantes, Poitiers ou Bordeaux.

** Ce collectif est lui-même issu d'un collectif plus restreint créé en 2005, « 30 ans ça suffit ».

*** Pour lui, le PACS est un « retour à la barbarie » ; « En croisade contre le Pacs, la droite remobilise ses forces », *Libération*, 9 novembre 1998.

que l'avortement, la cause LGBTQIA+ cristallise les peurs d'une remise en question de « l'ordre naturel » et provoque une panique morale à droite, qui connaît son paroxysme en 2012 au moment de la loi dite du « Mariage pour tous ». La Manif pour tous (LMPT) mobilise contre elle des centaines de milliers de personnes pendant plus de trois ans, associant manifestations géantes, propagande massive et actions coups de poing.

Si ce mouvement ne réussit pas à faire retirer la loi, il permet au camp réactionnaire de s'organiser et de peser dans le débat public autour des représentations traditionnelles de l'homme, de la femme et de la famille, faisant de l'hétérosexualité et du patriarcat des causes à défendre. Le masculinisme et l'antiféminisme deviennent à la mode, en particulier sur les réseaux sociaux* et dans les talk-shows télévisés. Le fémonationalisme**, de son côté, présente la religion musulmane comme le principal ennemi des femmes, et les migrants comme leurs principaux agresseurs, au mépris de toutes les études qui montrent au contraire que la violence sexiste touche non seulement tous les milieux, mais se pratique en premier lieu entre proches.

* Des personnalités d'extrême droite sont ainsi devenues influentes sur Internet, comme Julien Rochedy, ancien président du mouvement de jeunesse du Front national, ou Thaïs d'Escufon, porte-parole du mouvement raciste Génération identitaire.

** Ce terme désigne l'exploitation du féminisme par les nationalistes, généralement dans une perspective raciste, stigmatisant en particulier les musulmans au nom de l'égalité de genre. Cf. DELLA SUDDA Magali, *Les Nouvelles Femmes de droite*, Hors d'atteinte, 2022.

Enfin, les personnes trans sont devenues l'objet de tous les fantasmes et de tous les rejets, l'extrême droite les désignant ni plus ni moins comme le fer de lance du déclin de la civilisation. La transphobie militante s'est notamment développée sur le thème d'une prétendue « corruption des enfants », une panique morale savamment orchestrée par tout le camp réactionnaire, et pas seulement par les nationaux-catholiques. On trouve aussi des positions transphobes chez certains partisans de l'écologie profonde, ou à la marge du milieu féministe, par exemple chez les femellistes.

Face à cette offensive, les résistances féministe, LGBTQIA+ ou antifasciste n'ont pas toujours su se coordonner. Il n'était pas facile non plus de s'opposer frontalement à LMPT sans avoir l'impression de se ranger derrière le gouvernement en place ou de se satisfaire de ce que la loi pouvait offrir en termes d'égalité des droits. Il n'empêche : l'extrême droite réactionnaire et religieuse, qui ne se limite pas aux catholiques intégristes, doit être prise au sérieux, car elle rassemble des réseaux puissants, bénéficie d'une bonne implantation locale, de moyens financiers et médiatiques considérables (par exemple l'empire Bolloré) ainsi que de nombreux relais dans le monde politique institutionnel.

Aujourd'hui, des groupuscules fémonationalistes comme le collectif Nemesis se sentent suffisamment en confiance pour venir perturber des manifestations comme la journée du 8 mars ou celle du 25 novembre : bien sûr, les réactions des manifestant·es ne se font pas

attendre et ces perturbations n'ont duré que quelques minutes, mais cette situation inédite nous oblige à prendre en compte, en amont de toute initiative féministe, la possibilité de nous retrouver confrontées à l'extrême droite.

La lutte antisexiste est aussi à mener au sein même du mouvement antifasciste. La vigilance est d'autant plus nécessaire que la mouvance antifa ne rechigne pas à l'affrontement physique, avec toutes les représentations virilistes sur la force et la violence que cela implique. Au milieu des années 1980 se montent en Allemagne des groupes «fantifas» qui revendiquent à la fois leur antifascisme et leur féminisme, pour répondre au machisme présent chez leurs camarades. Dans les années 1990, des réunions non mixtes sont assez précocement organisées au sein du réseau No Pasaran. Aujourd'hui, des femmes s'organisent aussi de façon autonome dans la lutte antifasciste, à travers des collectifs non-mixtes. La répartition non genrée des tâches tend à s'imposer, et les services d'ordre exclusivement masculins ou les buvettes tenues seulement par les filles sont en passe d'appartenir au passé.

Concernant la présence féminine au sein des groupes antifascistes, elle varie bien entendu d'un groupe à un autre : nous pouvons estimer qu'elle représente aujourd'hui environ un tiers des effectifs. Bien sûr, il existe toujours des groupes antifascistes quasiment exclusivement masculins, surtout quand ils privilégient les actions de rue, mais aussi, depuis peu, des groupes principalement féminins. Enfin,

nous constatons que, surtout au sein des groupes les plus jeunes, cette question du genre est en passe d'être tout simplement transcendée, avec des groupes affichant une identité à la fois queer et antifa.

Antifascisme et lutte de libération nationale

Un antifascisme cohérent peut difficilement s'accommoder de ce qui constitue l'un des piliers de l'idéologie d'extrême droite : le nationalisme. Si les antifas outre-Rhin n'ont pas hésité à crier *Nie Wieder Deutschland* (« Plus jamais d'Allemagne ») au moment de la réunification de leur pays, en France, l'amalgame qui est fait entre la nation et la République, voire entre la nation et l'idéal révolutionnaire de 1789, vient brouiller un peu ce que le nationalisme porte en germe : non pas la liberté, l'égalité et la fraternité, mais l'esprit de clocher, la xénophobie et le bellicisme qui en découlent ; certain·es affirment ainsi qu'il ne faudrait pas laisser l'extrême droite annexer les symboles nationaux français, tels que le drapeau tricolore ou *La Marseillaise*.

Or historiquement, l'antifascisme est internationaliste et s'affranchit des frontières. Ce sont des exilé·es politiques italien·nes fuyant le régime fasciste qui l'importent en France ; c'est en son nom que les Brigades internationales participent à la guerre d'Espagne ; ce sont les résistants étrangers de la FTP-MOI qui le pratiquent les armes à la main.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est aussi au nom de l'antifascisme que des militant·es français·es

ont apporté leur soutien au peuple algérien en lutte pour son indépendance. La guerre d'Algérie se prolonge en Corse avec la « question de la terre » posée par l'arrivée massive des pieds-noirs algériens dont certains estiment qu'il faut « la coloniser tout simplement* ».

Dans les années 1970, les mouvements anti-impérialistes tissent des liens entre eux, en particulier grâce à la diaspora des Irlandais du Nord, qui font se rencontrer des militant·es de différents continents, afin de faire émerger l'idée d'une indépendance pas seulement nationale mais aussi politique. Les militant·es des mouvements de libération nationale ont ainsi été des sources d'inspiration pour d'autres militant·es, y compris antifascistes : cela s'est produit entre autres au contact d'exilé·es (par exemple celles et ceux d'Amérique du Sud) ou de personnes qui subissent une forte répression (avec le soutien aux prisonnier·es dans le cadre des luttes anticarcérales).

En mai 1988, en Nouvelle-Calédonie, « la tuerie d'Ouvéa** » fait écho, en janvier de la même année, à la mort d'Éloi Machoro, un indépendantiste kanak tué par le GIGN. Pour de nombreux groupes antifascistes autonomes, qui apportent alors leur soutien au peuple kanak en lutte, en appelant à la solidarité

* « Il faut “coloniser” la Corse affirment les “pieds-noirs” qui veulent collaborer à la rénovation économique de l'île de Beauté », *Le Monde*, 26 novembre 1962.

** Le 5 mai 1988, l'armée française donne l'assaut sur une grotte d'Ouvéa où des militants indépendantistes kanaks retenaient en otage des gendarmes français : 19 militants kanaks sont tués, ainsi que deux militaires.

internationale et en dénonçant la politique néocoloniale de la France, cet épisode a été une porte d'entrée vers une prise de conscience plus large de la nécessité du soutien aux peuples autochtones, y compris en France métropolitaine. Par exemple, ce soutien antifasciste au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est également présent au Pays basque à cette époque (en particulier dans le soutien à Jean-Philippe Casabonne*), mais aussi en Bretagne, en Corse ou en Occitanie, où des rapprochements se font entre milieu indépendantiste et antifasciste. Il y a aussi, en particulier à partir des années 2000, une tendance dans le milieu antifa à affirmer son identité régionale, d'une part pour ne pas la laisser aux fachos, et d'autre part pour mettre en valeur son ancrage sur un territoire.

Dans les années 1990, l'insurrection menée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) au Chiapas**, un État mexicain particulièrement pauvre, relance l'intérêt pour les luttes autochtones parce qu'elle rappelle que la lutte pour les droits d'un peuple indigène dans un pays et le combat international pour les droits de toutes les minorités dans le monde ne font qu'un, et propose un projet de transformation sociale opposé à la mondialisation néolibérale. C'est aussi un mouvement ouvert sur l'extérieur, et des centaines de militant·es à travers le

* Militant indépendantiste basque condamné à six ans de prison.

** Pour en savoir plus sur l'histoire du mouvement zapatiste, lire le livre en deux tomes du sous-commandant Marcos, *Ya basta!*, Dagorno, 1996.

monde rapportent dans leurs luttes locales de nombreux enseignements au contact des zapatistes qui les accueillent.

Dans les années 2000, la seconde Intifada relance le soutien au peuple palestinien confronté au colonialisme israélien et devient un axe majeur pour plusieurs groupes antifascistes. Ce soutien propalestinien, historiquement très marqué depuis les années 1970, résonne alors avec les discriminations en France, en particulier dans les quartiers populaires. Mais ce soutien a un double enjeu, pour les antifascistes en particulier, car il s'agit aussi de lutter contre celles et ceux* qui, sous couvert d'antisémitisme, cherchent à instrumentaliser la lutte de soutien à la Palestine pour diffuser leur antisémitisme et leur soutien au négationnisme.

Enfin, dans les années 2010, les antifascistes se sont massivement associées au soutien aux Kurdes, non seulement en Turquie mais aussi et surtout au Rojava, région autonome kurde du nord de la Syrie, en particulier face aux islamistes de Daesh et aux opérations militaires menées par la Turquie. Le soutien est à la fois humanitaire et politique. Ainsi, des antifascistes se trouvent dans les rangs des volontaires internationalistes qui ont rejoint les unités de combattant·es kurdes** lors des opérations militaires menées par Daesh, puis par la Turquie. Ce soutien

* Comme Ginette Skandrani de l'association La Pierre et l'Olivier ou les polémistes Alain Soral et Dieudonné.

** Comme les YPG, les unités de protection du peuple, et les YPJ, leur pendant féminin non mixte. Voir *Hommage au Rojava*, Libertalia, 2020.

s'exprime également par la présence d'antifascistes dans les mobilisations du mouvement kurde, lors de l'hommage aux trois militantes du PKK assassinées à Paris en 2013 ou après l'attaque du Centre culturel kurde à Paris en 2022. Mais c'est aussi un soutien au modèle politique mis en place dans les régions autonomes kurdes, qui fait écho aux aspirations politiques du mouvement antifasciste. De même, les militant·es kurdes ont régulièrement participé aux initiatives antifascistes, par exemple lors des hommages à Clément Méric.

Ainsi, les antifascistes sont ou ont souvent été en première ligne pour soutenir les peuples qui subissent l'oppression d'un État qui cherche à les faire disparaître. Ce n'est pas pour se ranger derrière un nationalisme qui serait meilleur qu'un autre, mais simplement pour défendre l'idéal d'émancipation que portent les luttes de libération nationale quand elles veulent non seulement se débarrasser du joug colonial, mais aussi mettre en place une société ouverte. Ainsi, si le mouvement indépendantiste corse assume la dimension identitaire de son combat, il préfère parler d'une communauté de destin qui peut être rejointe par n'importe qui afin de prévenir toute dérive ethniciste, et il a condamné chaque dérive raciste en apportant son soutien aux victimes : ce fut par exemple le cas en 2016 lors de l'attaque armée contre un kebab et une mosquée à Propriano.

Ainsi, soutenir une lutte de libération nationale, c'est soutenir la liberté d'un peuple avec l'espoir qu'il en sortira un autre modèle de société et soutenir les

forces qui l'incarnent. D'où l'importance aussi que le mouvement de libération nationale s'oppose à ce qui pourrait détourner le combat vers la construction d'un État vertical ou un repli identitaire.

Certes, il existe toujours un risque d'idéaliser, voire d'essentialiser les peuples que l'on soutient, ou de se laisser aller à un certain romantisme révolutionnaire pétri de fascination pour la lutte armée. Mais c'est justement en travaillant en étroite collaboration avec les personnes qui se battent pour l'émancipation de leur peuple qu'on déconstruit les mythes et qu'on prend la mesure de la variété des formes de résistance, au-delà des images d'Épinal du jeune Palestinien lanceur de pierres ou du guérillero posant la Kalachnikov à la main. L'imagerie indienne du mouvement antifa autonome à ses débuts était romantique et folklorique, mais faisait aussi écho à une autre façon de penser le monde et la politique.

Antifascisme et écologie

Toutes les familles politiques prennent en compte, chacune à leur manière, l'urgence climatique et écologique. L'extrême droite ne fait pas exception, et propose ses réponses, même si encore aujourd'hui, une partie non négligeable de ce camp politique préfère s'enfermer dans le déni « climatosceptique ». Connaître ses positions sur le sujet et être en mesure de les déconstruire est nécessaire pour éviter à la fois l'instrumentalisation de l'écologie et l'établissement de passerelles entre nationalistes et écologistes.

Pendant longtemps, les mouvements nationalistes de droite ont fustigé l'écologie politique, considérée comme une variante du communisme : en 1989, Jean-Marie Le Pen l'avait ainsi comparée à une pastèque*, verte à l'extérieur, mais rouge à l'intérieur. En juin 2020 sur Cnews, le polémiste islamophobe Éric Zemmour préfère, lui, associer l'écologie et l'islamisme**, au prétexte que les deux partagent la couleur verte ; d'autres avant lui, en particulier au FN, avaient déjà parlé des « ayatollahs de l'écologie ». Les néodroitiers de l'Institut Iliade*** dénoncent de leur côté « l'écologie mondialiste délirante » qui, en plus de détruire les paysages à coup de construction d'éoliennes et de fermes solaires, est « déterminée à culpabiliser les Européens pour mieux “déconstruire” leur identité et leurs traditions ».

Devenu incontournable, le sujet écologique a pourtant fait son retour dans le discours d'extrême droite****, qui prétend partir de « la nature » pour sauver la planète, à travers un discours « enraciné », antimoderniste et décliniste, tout en récupérant à son compte la notion de localisme.

* En juillet 2022, Olivier Véran, porte-parole du gouvernement ultralibéral d'Emmanuel Macron, reprenait le propos en parlant d'une « gauche pastèque ».

** Avant lui, en 2014, la FNSEA avait utilisé l'expression « djihadistes verts » pour parler des zadistes opposés au barrage de Sivens.

*** Extrait de la présentation du colloque de l'Institut Iliade : « 2020 : la nature comme socle, pour une écologie à l'endroit ».

**** Sur cette question, voir l'ouvrage d'Antoine Dubiau, *Écofascismes*, aux éditions Grevis, 2022.

« Celui qui est enraciné, il est écologiste », martèle Marine Le Pen* : la terre n'est plus seulement le berceau de l'identité, mais devient une cause à défendre, car protéger la nature, c'est protéger l'identité. Les populations allogènes sur le territoire national, considérées comme des « espèces invasives », menaceraient les Français-es « de souche ».

L'extrême droite est aussi adepte du « c'était mieux avant » : la protection de la nature et le rejet de la modernité** ne font qu'un. À la Nouvelle Droite, ce lien s'ancre dans une tradition néopaienne, mais la mouvance catholique conservatrice n'est pas en reste, avec son écologie intégrale qui, elle aussi, prône « l'enracinement », présente les stéréotypes de genre comme « naturels » et l'homosexualité et la transidentité comme « contre-nature », l'ordre naturel s'intégrant dans un ordre moral et religieux plus large.

L'émergence de la collapsologie*** au milieu des années 2010 a remis au goût du jour les théories effondristes****. Séduit par son déterminisme, l'extrême

* Citée par *Libération*, 14 avril 2019.

** En même temps, les partis d'extrême droite sont souvent pronucléaires, au nom du souverainisme énergétique. Ils sont aussi sous l'influence du scientisme développé par la Nouvelle Droite dans les années 1970. Cf. FRANÇOIS Stéphane, *La Nouvelle Droite et ses dissidences*, *op. cit.*

*** Courant de pensée animé par des scientifiques qui s'intéressent au possible effondrement de la civilisation industrielle. Notons au passage que les spécialistes des systèmes complexes sont dubitatifs face aux pronostics qui présentent cet effondrement comme inéluctable.

**** Cette théorie politique, qui présente l'effondrement de la civilisation occidentale comme inévitable, rejoint le déclinisme

droite a adapté ces théories en les ethnicisant, avec par exemple la fumeuse théorie du « grand remplacement* » qui présente l'immigration comme une menace pour l'environnement (les milieux naturels européens seraient menacés par la pression démographique). De leur côté, les Identitaires** singent les ZAD*** appelant leurs militant·es à aller à la campagne créer des ZID (Zones identitaires à défendre), afin de « développer des stratégies de résilience communautaire dans des espaces abandonnés, à reconquérir, et y susciter une économie qui nourrit ses membres ou une partie conséquente ».

Récemment, le localisme**** est en effet devenu la nouvelle marotte de l'extrême droite, qu'elle présente comme « l'exact inverse du mondialisme ». Ce concept est aussi inspiré par la Nouvelle Droite qui définit le local comme un espace limité et aux frontières fermées, au sein duquel les autochtones veillent sur leur propre identité et se défendent contre les menaces extérieures. Le localisme a l'énorme

propre au fascisme, l'effondrement civilisationnel s'expliquant aussi par la dérive morale de la société.

* Cf. chapitre 2, « Une idéologie raciste ».

** Clément Martin, site des Identitaires, septembre 2020.

*** Une zone à défendre (ZAD) est une forme de lutte qui consiste à occuper un espace pour s'opposer à un projet d'aménagement jugé inutile ou nuisible. C'est aussi un espace d'expérimentation militante.

**** Cette notion a été initiée au Front national en 2018 par l'écologiste Hervé Juvin devenu conseiller de Marine Le Pen, qui estime que la destruction de la diversité des sociétés humaines est plus grave encore que la perte de la biodiversité (France-info, 1^{er} mars 2019). Juvin a fini par quitter le FN pour fonder son parti appelé les Localistes.

avantage pour le RN de ne pas remettre en question le libéralisme économique, du moment qu'il s'exerce exclusivement sur le territoire national, tout en faisant la part belle à la « préférence nationale » et au protectionnisme.

Ainsi, non seulement l'extrême droite ne remet pas en cause le capitalisme industriel (ou sa nouvelle version technologique), principal moteur du réchauffement climatique et de l'écocide global, mais au contraire elle est toujours aux côtés des forces productivistes et du lobby agro-industriel pour s'opposer aux mobilisations contre les grands projets inutiles et les mégabassines ou pour la préservation des communs*... Pire, elle le fait au nom de la défense de la « ruralité », assimilant l'écologie aux « bobos » des villes et invisibilisant par la même les luttes paysannes sur ces questions.

Les antifascistes, au contraire, participent depuis longtemps aux mobilisations écologistes**. Le réseau No Pasaran était investi dans l'organisation des camps climat à Notre-Dame-des-Landes à la fin des années 2000, avant même que l'on parle de ZAD, d'autres ont participé à la première bataille de « la guerre de l'eau » à Sivens de 2013 à 2015, pour la

* Les communs désignent les ressources que l'on partage et que l'on gère collectivement au sein d'une communauté.

** Inversement, la résistance antifasciste alimente l'imaginaire des luttes écologistes actuelles : No Bassaran (slogan principal de la lutte contre les mégabassines), No Macadam (slogan principal des luttes contre les projets routiers inutiles, comme à Rouen ou entre Toulouse et Castres) sont une reprise du slogan antifasciste espagnol *¡No pasarán!*

défense de la zone humide du Testet, en proposant des moyens de lutte issus des pratiques antifascistes. En 2010, en Russie, des antifascistes ont participé activement à une lutte pour défendre la forêt de Khimki : les écologistes, après avoir fait face à plusieurs attaques de néonazis recrutés par les entreprises de déforestation à la solde de Vinci, ont reçu le soutien de centaines d'antifascistes, et cette campagne a reçu un soutien international.

Que ce soit pour échanger sur des méthodes de lutte ou pour organiser l'autodéfense face aux menaces des milices qui les ciblent*, prendre part au combat pour l'écologie sociale est un excellent moyen d'établir et de renforcer des dynamiques antifascistes sur un territoire, notamment rural. Ces luttes rassemblent et fédèrent, posent la question des communs, permettent de sortir de l'entre-soi militant et de construire de nouvelles alliances et solidarités révolutionnaires.

* On retrouve souvent des militants locaux de partis d'extrême droite impliqués dans les violences organisées contre les mobilisations écologistes. Ceux-ci sont en lien avec des syndicats agricoles comme la FNSEA ou la Coordination rurale.

La grande confusion

Bien que fondé en partie par des héritiers du fascisme historique, le Rassemblement national a su, en quelques décennies, se faire passer pour un parti qui défend la liberté et la République, voire récemment, pour un parti d'émancipation sociale, tout en conservant ses fondamentaux inégalitaires et discriminatoires. Du côté de l'extrême droite radicale, le même tour de passe-passe a été opéré au début des années 2000 par les Identitaires : là aussi fondé par des néofascistes racialisistes*, le mouvement «identitaire» a réussi à se débarrasser du folklore fasciste, sans rien lâcher sur le fond, en offrant une vitrine moderne et «présentable».

Pour ce faire, ils ont joué sur une certaine confusion. Ainsi, de nos jours, celles et ceux qui portent un discours d'extrême droite disent simplement vouloir s'exprimer et prétendent que le mot « extrême droite » est une invention du «système» qui, menacé par « des vérités qui dérangent », utiliserait ce terme pour diffamer ses ennemis. Bien entendu, ce «système» n'est jamais vraiment défini et ne se confond jamais, par exemple, avec le capitalisme en tant que tel, l'ensemble des mouvements d'extrême droite s'en accommodant très bien** : « l'oligarchie » qui le contrôlerait et

* Théorie qui croit en l'existence de différentes races humaines ayant des caractéristiques propres.

** Cf. chapitre 5, « Antifascisme et anticapitalisme ».

le « mondialisme » qui lui servirait d'idéologie peuvent tout aussi bien être l'œuvre des Juifs, des francs-maçons, des Américains, de Bruxelles ou encore d'obscur officines secrètes, l'essentiel étant que le « système » soit hors de la communauté nationale, qui se retrouverait ainsi affranchie des conflits idéologiques ou de classe. L'extrême droite se prétend ainsi parfois « ni de droite ni de gauche », dans un brouillage des repères politiques tout à son avantage.

Elle a su en outre récupérer à son compte le discours, les postures voire les symboles de la gauche. Certaines personnalités, considérées à tort ou à raison comme « progressistes », ont participé à ce confusionnisme, soit en prenant la défense de l'extrême droite, soit en faisant preuve d'une grande tolérance à son égard. Ces confusionnistes s'en sont logiquement pris aux antifascistes. Nous avons vu des personnalités de gauche ou prétendument de gauche* moquer le travail de recherche antifasciste, assimilé à un travail de flicage ou un délire obsessionnel, reprenant le concept d'extrême droite de « police de la pensée », surtout quand étaient mises au jour des dérives nationalistes ou des amitiés pas très nettes; certain·es tentent, à chaque mouvement social, de désigner les « antifas » comme des personnes qui diviseraient le mouvement,

* Les plus virulents finissent généralement, à plus ou moins long terme, à rejoindre les rangs de l'extrême droite, comme Michel Onfray qui chante désormais les louanges d'Éric Zemmour. Mais pas forcément : ainsi, François Ruffin, dans « L'ère du soupçon », un article publié dans son journal *Fakir* en septembre 2013, tirait à boulets rouges sur les antifas sans discernement, uniquement pour défendre ses amis aux fréquentations douteuses.

surtout quand nous affirmons que l'extrême droite n'y est pas la bienvenue...

À propos de liberté d'expression

Sans que personne ne trouve rien à redire à ce paradoxe, les personnalités ou groupes d'extrême droite qui soutiennent les régimes parmi les plus autoritaires et liberticides de la planète (qu'il s'agisse, selon les tendances, de la Syrie de Bachar Al Assad, de la République islamique d'Iran ou de la Russie de Vladimir Poutine) et qui préconisent les méthodes les plus musclées pour « régler » les problèmes sociaux (camps, expulsions, peine de mort, etc.) sont également celles et ceux qui se plaignent le plus vigoureusement de ne pas pouvoir s'exprimer librement. Cela fait longtemps que les militants d'extrême droite ont compris l'intérêt qu'il y avait pour eux à passer pour des martyrs dont la liberté d'expression serait bafouée : en 1936 déjà, lors de la bataille de Cable Street*, les Chemises noires de Mosley se plaignaient d'être privées de liberté d'expression.

Pour appuyer son propos, l'extrême droite aime aussi convoquer les paroles de personnalités illustres. Le souci, c'est que la source de ces citations n'est jamais donnée, et pour cause : elles sont la plupart du temps tout simplement inventées. C'est significativement le cas des deux citations les plus utilisées par les détracteurs de l'antifascisme. La première, on l'attribue à

* Cf. chapitre 7, « L'affrontement, un mythe fondateur ».

Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire. » Pourtant, l'auteur de *Candide* ne l'a jamais ni écrite ni prononcée*. La seconde est : « Les fascistes d'aujourd'hui seront les antifascistes de demain. » Cette fois, on la met dans la bouche de Winston Churchill (plus rarement Roosevelt ou de Gaulle), qui n'a jamais rien dit de tel, puisqu'on la doit à un populiste américain, Huey Pierce Long, surnommé « le dictateur de la Louisiane », une des figures du fascisme américain dans les années 1930.

Faire appel à la « liberté d'expression », c'est aussi adopter une position victimaire censée culpabiliser les partisans de la démocratie et les défenseurs des droits. En effet, les lois interdisant les propos racistes ou relativisant les crimes contre l'humanité sont supposées avoir un rôle préventif, mais elles permettent aussi aux personnalités d'extrême droite de passer pour des « victimes du système » et d'utiliser les tribunaux comme des tribunes. De plus, en dépit de cette législation, l'écrasante majorité des propos racistes, antisémites ou sexistes circulent sur les réseaux sociaux dans une totale impunité. Pire, alors que ce type de discours, à travers la pratique du trollage, submerge littéralement la moindre discussion ouverte, sa contestation est aussitôt assimilée à une forme de « censure », dans un retournement argumentatif fallacieux.

* C'est une autrice anglaise, Evelyn Beatrice Hall, sous le pseudonyme de S. G. Tallentyre qui, dans un livre sur Voltaire publié en 1906, *The Friends of Voltaire*, tente ainsi de résumer la pensée de Voltaire. Source : www.projet-voltaire.fr

Car de quelle liberté d'expression parle-t-on? Celle des ouvriè·res non syndiqué·es des petites entreprises? Celle des femmes de ménage sans papiers? Celle des Rroms qui vivent misérablement à la périphérie de nos villes? Celle de toutes celles et tous ceux qui n'ont accès à aucun média, aucun relais dans la sphère politique pour exprimer leurs revendications? Évidemment pas : la seule liberté de parole qui importe aux racistes et aux fascistes qui l'invoquent, c'est la leur. Quand ils fustigent le « politiquement correct », la « bien-pensance », « la pensée unique », c'est en réalité l'ostracisme qui frappe le discours hérité des dictatures des années 1930 qu'ils dénoncent : ce n'est pas par hasard si ce sont le négationnisme, les discours racistes ou les propos sexistes ou masculinistes qui sont pour eux les premières causes à défendre. L'antiracisme est ainsi défini par un *think tank* nationaliste comme un « conformisme imposé aux peuples occidentaux et destiné à limiter la liberté d'expression et donc de pensée* ».

La seule liberté d'expression à défendre, c'est celle des femmes et des hommes qui n'ont pas les moyens de se faire entendre. Or, et c'est le moins que l'on puisse dire, ce n'est pas le cas de l'extrême droite qui sature l'espace public et médiatique de ses idées racistes et sexistes, grâce à un usage intensif des réseaux sociaux et l'appui de nombreux médias. Ce que l'extrême droite cherche en réalité à obtenir, c'est que ses idées ne puissent plus être contestées, que leur critique même ne soit plus tolérée. L'objectif

* Polémia, *500 mots pour la dissidence*, op. cit.

est non seulement la suprématie de ses idées, mais également la fin de la liberté d'expression pour ses adversaires. L'extrême droite ne cherche pas le débat d'idées, mais la disqualification de toute pensée qui n'est pas la sienne, car elle prétend non pas défendre une idéologie, mais la « Vérité ».

C'est dans ce contexte que nous revendiquons une forme d'intolérance face à l'extrême droite, pour lui signifier clairement que nous ne la laisserons pas installer un climat d'exclusion et de peur : partout où elle cherche à s'implanter, il faut se mobiliser et manifester notre refus de ses idées et de ses pratiques. Cela n'a rien à voir avec une forme de censure, qui reste l'apanage de l'État, et il ne faut pas oublier qu'une fois au pouvoir, l'extrême droite est la première à se servir de la censure contre les idées qui lui déplaisent. Nous voyons bien que la « liberté d'expression » qu'elle revendique n'est qu'un prétexte pour mettre en avant son discours et profiter de ce qu'elle considère comme une faiblesse du débat démocratique. À celles et ceux qui veulent défendre la liberté d'expression, nous conseillons vivement de se battre aux côtés de celles et ceux que l'on n'entend jamais, plutôt que d'aider les racistes et les fascistes à banaliser leurs idées.

Les antifas, « nouveaux fascistes » ?

En dépit de toutes ses tentatives confusionnistes, l'extrême droite continue de trouver sur son chemin des gens qui, comme nous, s'entêtent à appeler un chat, un chat. Or, les propos racistes et

sexistes se banalisant, nous nous retrouvons désormais sommés de nous justifier, voire accusés d'être « antidémocratiques ». Ironiquement, il est de bon ton de glorifier les combattant·es qui prirent les armes face au fascisme dans les années 1930-1940 et d'applaudir des deux mains au cinéma lorsque Brad Pitt dans *Inglourious Basterds* ou Harrison Ford dans *Indiana Jones* massacrent des nazis de la façon la plus atroce* : en revanche, donner quelques baffes à des militants nationalistes qui distribuent des tracts racistes est soudain devenu d'une violence insupportable, et dénoncer leurs agissements est assimilé à un travail de renseignement policier.

Cette critique acerbe de l'antifascisme est confortée par la posture « antisystème » adoptée par les groupes nationalistes lorsqu'ils prétendent que l'antifascisme est téléguidé par le pouvoir (police, services secrets, « lobbies »). En réalité, ils ne peuvent tout simplement pas supporter que celles et ceux qui s'opposent à eux soient capables de mettre au jour leurs turpitudes et la réalité de leurs discours : il est plus valorisant pour eux de croire qu'ils sont les cibles du « système ». Si cette thèse conspirationniste ne suffit pas à dénigrer les antifascistes, l'extrême droite insiste alors sur leur « violence », en n'hésitant pas à les traiter de « fascistes », ce qui pourrait prêter à sourire si ses propos ne trouvaient un écho dans les médias et une partie de l'opinion. Ainsi, le Front national, en 2017, avait promis la dissolution des « milices antifas »

* Nous empruntons ces exemples à BRAY Mark, *L'Antifascisme*, *op. cit.*, p. 170.

en cas de victoire à l'élection présidentielle, tandis qu'en 2023 des cadres du Rassemblement national ont demandé à plusieurs reprises la dissolution de groupes antifascistes, afin de museler celles et ceux qui inlassablement les combattent.

Dans un article de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* daté du 7 décembre 2020 et intitulé « Pourquoi il faut traiter les antifas et les black blocs en terroristes », les auteurs* expliquent tranquillement que « leur assimilation à une mouvance terroriste permettrait des mesures administratives préventives, comme une astreinte administrative à se présenter au commissariat le plus proche de leur domicile lors des manifestations. De plus, il serait délictueux de se revendiquer d'une telle mouvance. Enfin, le délit d'apologie du terrorisme permettrait de casser la solidarité qui existe entre une partie de la gauche, qui à défaut de les soutenir est au moins complaisante à l'égard de ces individus violents ». On le voit, bien loin de répondre à une « injustice » qui lui serait faite ou à une demande pressante de « sauver la démocratie », l'extrême droite instrumentalise et caricature l'antifascisme à des fins stratégiques, afin de mieux asseoir sa propre domination.

Les antifas, « islamogauchistes » ?

Mais il y a d'autres façons de dénigrer le combat antifasciste et antiraciste. Ainsi, celles et ceux qui

* William Thay et Pierre Fontaine, respectivement président et secrétaire général d'un *think tank* conservateur, le Millénaire.

combattent l'islamophobie sur le terrain politique sont parfois taxés d'« islamogauchisme* » : or, quand, par exemple, nous sommes solidaires des filles et femmes voilées, ce n'est pas pour cautionner une religion ni même une pratique religieuse, mais pour dénoncer, à leurs côtés, les discriminations dont elles sont victimes.

En réalité, « l'islamogauchiste » d'aujourd'hui est la version actualisée du « judéobolchevique » d'hier : dans les deux cas, il s'agit d'associer son ennemi politique à l'objet de son ressentiment raciste, afin de le dénigrer. Dans l'entre-deux-guerres, les nationalistes de droite essayaient de faire croire que seul·es les Juif·ves étaient derrière la révolution d'octobre 1917 en Russie (alors qu'ils représentaient moins de 5 % des membres du parti bolchevik). Cette théorie du complot, relayée par l'extrême droite mais aussi par la presse de l'époque, puisait sa source dans un antisémitisme plus ancien**, qui fait du Juif « apatride » le grand artisan de la destruction de la société occidentale. Cette théorie va se développer en s'associant à l'anticommunisme et à la dénonciation de l'URSS, même après les purges antisémites de Staline qui commencent dès 1930. En France, on la retrouve lors des événements de Mai 68, du fait des origines juives de certains leaders étudiants.

* Le concept a été créé en 2002 par le très réactionnaire Pierre-André Taguieff, pour caricaturer le mouvement altermondialiste de l'époque.

** En 1887 déjà, l'antisémite Édouard Drumont estime que « tous les chefs de la révolution cosmopolite sont juifs » (*La France juive. Essai d'histoire contemporaine*, volume 1, p. 516).

Elle a par la suite continué de servir, dans d'autres circonstances, à dénoncer un « complot juif » derrière toute forme de subversion à laquelle des Juives et des Juifs auraient participé.

Dans le cas de « l'islamogauchisme », le biais cognitif est un peu différent, puisque le concept ne procède pas, comme dans le judéobolchévisme, par assimilation (communiste = juif) mais par alliance (gauchiste = allié des islamistes) et par amalgame (islam = islamiste) : on n'accuse pas les gauchistes de se convertir à l'islam politique ou d'être des musulman·es camouflé·es, mais de faire le jeu de l'islam politique et de lui servir de relais, d'en être les « idiots utiles ». En revanche, les deux concepts ont en commun de reposer sur des fantasmes et de faire preuve d'une grande malhonnêteté intellectuelle, en prenant des anecdotes et des cas particuliers pour des généralités. C'est aussi une porte dérobée par laquelle les nationalistes se fauillent dans des espaces politiques qui leur étaient jusqu'à présent refusés : grâce à la dénonciation de « l'islamogauchisme », les personnalités et formations d'extrême droite* peuvent avoir droit de cité, par exemple, dans la défense de la laïcité ou la lutte contre l'antisémitisme.

Nous n'avons donc pas intérêt à prendre l'insulte à la légère, car c'est un terme toxique, un piège dans lequel

* Des ministres de droite néolibérale ont également utilisé cette expression pour diffamer les militant·es de gauche à l'école et à l'université. Lire « Polémique après les propos de Jean-Michel Blanquer sur "l'islamogauchisme" à l'université » (*Le Monde*, 24 octobre 2020) et, concernant Frédérique Vidal, « Enquête sur "l'islamogauchisme" à l'université : histoire d'une vraie fausse annonce » (*Le Monde*, 29 mars 2023).

nos adversaires essayent de nous pousser, d'autant plus que l'accusation d'antisémitisme* lui est souvent associée. S'il ne s'agit pas de se justifier, il faut rappeler inlassablement que tous les racismes se combattent de front, et non les uns contre les autres, et qu'accuser d'antisémitisme à tort et à travers, c'est le meilleur service à rendre aux antisémites authentiques. Enfin, quand le terme « islamogauchisme » est utilisé pour caricaturer la réflexion décoloniale en l'enfermant dans une démarche identitaire, là encore, il faut rappeler notre attachement à l'intersectionnalité, idée selon laquelle les différentes oppressions s'articulent entre elles et se renforcent.

Les fascistes, des « résistants » ?

En redéfinissant dans le sens de ses intérêts les concepts de « liberté d'expression » et d'« antifascisme » et en assimilant extrême gauche et extrémisme religieux, l'extrême droite est parvenue en l'espace d'une vingtaine d'années à faire croire à certain·es qu'elle n'existait plus. Il est donc indispensable de démasquer cette imposture, en rafraîchissant la mémoire de celles et ceux qui, par naïveté ou par paresse, semblent « découvrir » un courant politique qui a toujours été en travers de la route des mouvements d'émancipation.

Il y a encore quelques années, le mot « résistance » était immédiatement associé à la lutte contre le fascisme.

* En 2010, Alain Finkielkraut, alors qu'il se trouve à Yad Vashem, parle ainsi d'« un mouvement islamogauchiste ostensiblement indifférent à la mémoire de la Shoah ». Cité par *Libération*, 14 avril 2016.

La «dissidence» renvoyait à l'opposition au sein d'un régime autoritaire, en particulier l'Union soviétique stalinienne. Le mot «révolution» faisait encore (un peu) trembler le bourgeois. Désormais, l'extrême droite a réussi à reprendre ces termes à son compte : dans sa bouche, le «résistant» est celui qui réhabilite l'antisémitisme si cher aux nazis, les nostalgiques de Vichy s'en prennent aux soutiens des migrant·es en les traitant de «collabos», le «dissident» soutient la Russie autoritaire de Poutine qui n'a pas grand-chose à envier à celle de Staline, l'Action française, mouvement des beaux quartiers, appelle à la «révolution»... Le *think tank* néodroitier Polémia affirme ainsi* : « Les vrais dissidents sont ceux qui refusent le consensus mou, que le système diabolise et réprime, qu'il appelle avec mépris les "populistes" ou "l'extrême droite" . »

L'antiracisme moral (qui fait du racisme non plus une opinion mais un délit) et l'antifascisme républicain (qui assimile la lutte contre l'extrême droite à la défense des institutions démocratiques) ont largement contribué à la création de cette figure du «rebelle» nationaliste, et à en faire une victime de persécutions judiciaires. C'est que l'extrême droite a retenu la leçon de la bataille culturelle et lexicale qu'elle a perdue en 1968, en comprenant que les mots sont importants, au moins autant que les actes. Jusqu'au début des années 2000 cependant, elle ne disposait pas d'espace pour renouveler son discours : discréditée dans les médias, diabolisée dans la société,

* Extrait de la brochure *500 mots pour la dissidence*, op. cit.

l'extrême droite semblait condamnée à rester dans les poubelles de l'histoire.

Mais en investissant très tôt et massivement Internet, l'extrême droite a en effet bien compris qu'en balisant avec ses propres codes et ses propres vocables ce nouvel espace politique, elle parviendrait enfin à faire entendre de nouveau sa voix et à trouver des alliés au-delà de sa sphère d'influence traditionnelle. Ainsi, au nom de la lutte contre le « système », certains défendent l'idée d'une convergence de tous ses « ennemis », de droite comme de gauche : il s'agit d'une idée ancienne à l'extrême droite, mais qui connaît aujourd'hui une nouvelle vitalité, en particulier dans les nouveaux espaces de politisation, réels mais surtout virtuels.

Cette opposition d'un centre (le « système ») et d'une périphérie (tous les courants qui les combattent quelles que soient leurs divergences idéologiques) est une idée ancienne, déjà présente au sein du courant nationaliste-révolutionnaire : ce mouvement, qui puise son inspiration aussi bien dans la propagande maoïste que dans la révolution conservatrice allemande*, connaît une nouvelle vitalité, beaucoup oubliant au passage que les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis.

Des antisémites notoires se prétendent eux aussi « antisystème » : Alain Soral n'a pas hésité à se déguiser en prisonnier politique de camp de concentration,

* LEBOURG Nicolas, « Qu'est-ce que le nationalisme-révolutionnaire? », site de Fragments sur les temps présents, 2009.

triangle rouge au revers, pour inviter ses fans à lui donner de l'argent pour ses procès. C'est ainsi que les théories du complot les plus délirantes, les propos les plus outrageusement racistes ou sexistes sont justifiés par la seule affirmation qu'ils iraient à l'encontre de la « pensée dominante ». À travers des conférences, des ouvrages et des vidéos qu'elle fait toujours payer au prix fort, cette fausse « dissidence » est devenue par ailleurs un business très lucratif, qui fait de la consommation un engagement.

CONCLUSION

La société française n'est peut-être ni plus raciste ni plus sexiste qu'auparavant, mais la parole xénophobe, islamophobe et antiféministe s'est incontestablement « libérée ». Non seulement elle sature les réseaux sociaux et tourne en boucle dans une partie des médias *mainstream* (comme Sud Radio ou CNews), mais elle continue, paradoxalement, à passer pour une forme de résistance au discours établi. De ce fait, la présence de l'extrême droite est de mieux en mieux tolérée dans l'espace public, y compris de la part de celles et ceux qui déclarent ne pas partager ses idées. Il y a vingt ans, quand un dirigeant du FN se retrouvait sur un plateau télé, sa présence sentait le soufre et constituait un événement commenté le lendemain ; aujourd'hui, ce n'est qu'un invité parmi d'autres, et la « petite phrase » qui fera scandale ne sort pas forcément de sa bouche.

Cette banalisation de l'extrême droite et de ses idées est bien sûr rendue possible à la fois par un contexte de crise économique qui favorise le repli sur soi et par la prétendue « virginité » politique des mouvements nationalistes, qui n'ont été associés à aucun gouvernement depuis plus de soixante-dix ans.

Mais elle est aussi le fruit du travail métapolitique effectué par l'extrême droite elle-même, qui a su depuis une quinzaine d'années faire évoluer son image au point d'être parfois méconnaissable ou de se faire passer pour une victime, en particulier

par une manipulation perverse de la liberté d'expression. Plusieurs éléments permettent de comprendre cette tolérance à la présence de l'extrême droite dans le débat public et parfois même dans la contestation sociale.

Tout d'abord, depuis des années, à force d'être mises en pratique par les différents gouvernements successifs, de droite comme de « gauche », des idées défendues par l'extrême droite, en particulier en matière d'immigration et de sécurité, ont fini par gagner un certain crédit au sein de la population. Ensuite, une sorte d'amnésie générale, feinte ou pas, voudrait faire du racisme et du sexisme des opinions comme les autres, et des partis nationalistes des solutions qu'on n'a « jamais essayées », au mépris de toute vérité historique. Enfin, une grande confusion dans certains esprits en colère voit dans tout ennemi du « système » un allié potentiel, sans que d'une part ce fameux « système » ne soit jamais clairement défini, et sans qu'on se demande si on partage des valeurs communes avec cet « allié ».

Un monde sans racisme, sans sexisme, sans nationalisme ne verra probablement jamais le jour. Il y aura toujours des gens, organisés ou non, pour porter ces idées, pour défendre une vision inégalitaire du monde, quelle que soit l'évolution de la société. « Tant qu'il le faudra », dit la commission antifasciste du NPA : malheureusement, il est probable qu'il le faudra toujours... Aussi, l'antifascisme est-il un mal nécessaire, et une lutte de tous les instants. L'extrême droite, c'est comme le lait sur le feu : il faut toujours

l'avoir à l'œil, et retarder autant que faire se peut le moment où ça risque de déborder, car alors il est trop tard pour réagir.

Pour résister au climat de peur que veulent instaurer les groupes nationalistes violents, à la propagande raciste qui sature l'espace public, c'est à nous de proposer des alternatives en actes, de déconstruire les idées toutes faites sur l'antifascisme, de populariser notre lutte. Pour toutes ces raisons, le combat antifasciste est plus que jamais légitime, nécessaire et même vital pour celles et ceux qui luttent, chacun·e à sa façon, pour un monde égalitaire et solidaire.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'antifascisme en général

Mark BRAY, *Antifa, the antifascist handbook*, Melville House publishing, 2017. Écrit en urgence par l'universitaire antifasciste Mark Bray peu après l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le livre aborde d'un point de vue international la lutte antifasciste, bien que la perspective et de nombreux exemples soient américains. Devenu un ouvrage de référence, il a paru en français sous le titre *L'Antifascisme, son passé, son présent et son avenir* (Lux, 2018).

Julien DOHET, *Dis, c'est quoi l'antifascisme?*, Renaissance du livre, 2022. Présenté sous la forme d'un dialogue entre l'historien belge Julien Dohet et une jeune diplômée en sciences du travail, ce petit livre présente, sans prétention et avec clarté, une histoire de l'antifascisme et répond, comme le livre que vous tenez entre les mains mais d'un point de vue moins militant, à quelques questions sur ce mouvement.

COLLECTIF, « Mobilisations antifascistes », n° 104 de la revue *Mouvements*, hiver 2020. Ce numéro présente des questions rarement abordées en deux parties : la première revient sur différents moments de l'histoire de l'antifascisme, tandis que la seconde décrit des expériences antifascistes contemporaines en France mais aussi au Chili, en Turquie ou en Inde.

Histoire de l'antifascisme

Gilles VERGNON, *L'Antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Presses universitaires de Rennes, 2009. Écrit par un historien, cet ouvrage est surtout intéressant pour sa partie consacrée à la naissance de l'antifascisme dans les années 1920-1930. Pour les passionné·es d'histoire, il est possible de compléter la connaissance de cette période par la lecture de *Faire front* de Marc Bernard (La Fabrique, 2018) qui revient sur les journées des 9 et 12 février 1934.

Jean-Paul GAUTIER, *Antifascisme(s), des années 1960 à nos jours*, éditions Syllepse, 2022. Écrit par un militant mais sous la forme d'un ouvrage historique, cette histoire de l'antifascisme d'après-guerre est très détaillée, en particulier en ce qui concerne la période des années 1960-1970 au sein des mouvements trotskistes puis, dans les années 1990, de Ras l'Front.

COLLECTIF, *Comme un Indien métropolitain, Scalp 1984-1992*, éditions No Pasaran, 2005. Écrit par des militant·es de la scène antifasciste radicale et abondamment illustré, l'ouvrage revient sur la naissance de l'antifascisme autonome, présente les différentes luttes et débats qui agitent les années 1980. Indispensable, selon nous, mais malheureusement épuisé à l'heure actuelle.

Bernd LANGER, *Antifa. Histoire du mouvement antifasciste allemand*, Libertalia/La Horde, 2018 : écrit

par un militant antifasciste de longue date, et traduit par nos soins, l'ouvrage décrit, en détail, quatre-vingt-dix ans de luttes contre l'extrême droite en Allemagne, qui sont encore aujourd'hui une source d'inspiration pour les antifascistes du monde entier.

Manuels de lutte antifasciste

SUNSHINE Spencer (en collaboration avec PopMob), *40 Ways to Fight Fascists: Street-Legal Tactics For Community Activists*, 2018 (dernière mise à jour en 2020), disponible en téléchargement sur Internet (spencersunshine.com/2020/08/27/fortyways/), il s'agit d'un manuel pratique, adapté au contexte américain, mais dans lequel il est possible de trouver quelques trucs et astuces pour mettre en place des actions et des initiatives contre l'extrême droite.

VISA, *S'armer contre l'extrême droite, un argumentaire syndical antifasciste*, 2021 : cette brochure s'adresse aux antifascistes qui veulent convaincre des salarié·es tenté·es par le vote d'extrême droite, en particulier en déconstruisant le programme du Rassemblement national.

Filmographie

Une vie de lutte - des Kampf geht weiter (2015) et *Paris Rebelle, zwischen Rechtsruck und Revolte* (2016) : le collectif allemand Left Report a réalisé ces deux documentaires sur l'antifascisme en France, en

donnant la parole à plusieurs de ses acteurs. Le premier est plutôt consacré à la mort de Clément Méric, tandis que le second revient davantage sur la répression des mouvements sociaux.

Acta non verba (2015), réalisé par Hazem, figure de l'antifascisme marseillais, fait un état des lieux de la mouvance antifasciste européenne à travers le portrait de militant·es qui, chacun·e à leur façon, participent à la lutte contre l'extrême droite.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
1. QU'EST-CE QUE L'ANTIFASCISME?	9
2. QU'EST-CE QUE L'EXTRÊME DROITE?	19
3. QUEL ANTIFASCISME HIER? (1922-1981)	33
4. QUEL ANTIFASCISME AUJOURD'HUI? (1984-2024)	49
5. POURQUOI ÊTRE ANTIFASCISTE?	73
6. COMMENT ÊTRE ANTIFASCISTE?	87
7. L'ANTIFASCISME EST-IL VIOLENT?	111
8. L'ANTIFASCISME EST-IL UNE CONTRE-CULTURE?	133
9. QUELS SONT LES LIENS AVEC LES AUTRES LUTTES?	153
10. QUI VEUT LA PEAU DE L'ANTIFASCISME?	175
CONCLUSION	189
BIBLIOGRAPHIE	193

LA HORDE
Dix questions sur l'antifascisme

Édition préparée
par Charlotte DUGRAND,
Bruno BARTKOWIAK,
et Nicolas NORRITO

Éditions LIBERTALIA
12, rue Marcelin-Berthelot
93100 Montreuil
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292

Diffusion et distribution
HARMONIA MUNDI *livre*

*Reproduit et achevé d'imprimer
sur les presses de la Sepec à Péronnas (Ain)
le 18 juin 2024
Deuxième tirage : du 4001^e au 6000^e exemplaire
Dépôt légal : 4^e trimestre 2023
Imprimé en France*